

CCTP : CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

1.1 PRÉAMBULE

Ce cahier est un document qui complète les Devis Descriptifs des différents lots, et ne peut, en tout état de cause, être dissocié de ces documents. Dans le cas de manque de concordance entre ces divers documents, les descriptifs particuliers à chaque corps d'état ont priorité sur ce cahier.

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessous les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots . Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document , ils sont reconnus ayant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

1.1.1 DÉFINITION DE L'OPÉRATION

1.1.1.1 OBJET DE L'OPÉRATION

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), établi pour chaque corps d'état, a pour objet de définir les travaux de réalisation de l'aménagement des bureaux du CNRS situé à RENNES et pour le compte du Maître d'ouvrage ci-dessous :

CNRS
Délégation Bretagne et Pays de la Loire
1 rue André et Yvonne Meynier
35069 RENNES

Particularités :

- Exécution des travaux par tranches (tranches ferme RDC / tranche conditionnelle RDC et tranche conditionnelle R+1
- Travaux de rénovation (site partiellement occupé)

1.1.1.2 LES ACTEURS DE CE PROJET

Dans toutes pièces du CCTP, le terme « maître d'œuvre » s'entend comme « concepteur - maître d'œuvre ».

1.1.1.2.1 Architectes

L' Architecte est :

Cabinet AWEN (maitrise d'œuvre de conception / SPACE PLANNER)
Cabinet EXACT (maitrise d'œuvre de réalisation)

1.1.1.2.2 Bureau d'études structures

Sans objet

1.1.1.2.3 Bureau d'études fluides

Sans objet

1.1.1.2.4 Économiste

Sans objet

1.1.1.2.5 Bureau de contrôle

Le Bureau de contrôle de l'opération est : à définir

1.1.1.2.6 Coordonnateur de sécurité

La coordination de sécurité est assurée par : à définir

1.1.1.3 CARACTÉRISTIQUES DU SITE

Dans ce projet, il sera fourni des documents graphiques caractérisés par des plans qui seront joints au dossier de consultation et énumérés comme ci-après :

- Plan Existant (DOE CVC et CFO/CFA)
- Plan projet APD
- Visuels 3D sketchup du projet

Autres documents joints au dossier de consultation :

- Planning prévisionnel chantier (tranche ferme, conditionnelle et macro planning projet)
- Les Clauses communes à tous les lots : présent document
- Les Cahiers des clauses techniques particulières TCE
- DPGF TCE tranche ferme et conditionnelle

1.1.1.3.1.1 Le présent site est un bâtiment existant à réaménager**1.1.1.3.1 Accès chantier**

- L'accès au chantier se fait via la voie publique et le parking privé situé devant le site.
- Chaque entreprise aura à sa charge l'entretien et le nettoyage de ce parking en cas de nécessité (une attention toute particulière sera attendue lors des périodes de livraison de matériel ou d'évacuation de matériaux, gravats..)
- Les accès aux locaux du personnel devront être assurés depuis l'entrée du chantier dans les conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité de l'ensemble des personnels qui interviendront sur le site (ce point sera particulièrement à approfondir lors des travaux de la tranche conditionnel des travaux RDC et R+1 ou un accès commun servira à la fois pour le chantier et à la fois au personnel CNRS et autre travaillant dans l'immeuble ...

1.1.1.4 DÉCOMPOSITION DES TRAVAUX EN LOTS

Les travaux sont décomposés en corps d'état listés ci-dessous et définis par les documents dont la liste figure dans le dossier de consultation des entrepreneurs.

L'ensemble des travaux de la présente opération est divisé en ... lots, à savoir :

- Lot 00 : Dispositions communes à tous les lots ;
- Lot 01 : Démolitions, Curage
- Lot 02 : Flocage
- Lot 03 : Menuiserie intérieure
- Lot 04 : Cloisons sèches - Plâtrerie
- Lot 05 : Cloisons modulaires
- Lot 06 : Faux plafond
- Lot 07 : Carrelage - Faïence
- Lot 08 : Revêtements sols souples
- Lot 09 : Peinture – Revêtements muraux - Nettoyage
- Lot 10 : Electricité - Eclairage
- Lot 11 : Plomberie – CVC
- Lot 12 : Menuiserie Agencement

- Lot 13 : Acoustique

1.1.1.5 CLASSIFICATIONS DU PROJET

L'établissement répondra aux exigences du Code du Travail. Etablissement de type tertiaire « Bureaux »

1.1.1.5.1 Sécurité incendie

1.1.1.5.1.1 Réglementation sécurité incendie

Réaction au feu des matériaux et produits :

- En ce qui concerne les exigences de réaction au feu des matériaux et produits, il ne pourra être mis en œuvre que ceux répondant au classement requis par la réglementation pour l'emploi envisagé ;
- Les étiquetages d'identification des produits et matériaux devront toujours comporter l'indication de leur réaction au feu, attestée par un procès-verbal d'essai.
- Comportement au feu des ouvrages ;
- Pour ce qui concerne le comportement au feu des ouvrages en place, ceux-ci devront toujours répondre aux degrés coupe-feu et/ou degré pare-flamme, et autres exigences, le cas échéant, exigés par la réglementation en fonction du type de locaux, de l'implantation, de la situation, etc., de l'ouvrage considéré ;
- Le maître d'œuvre a tenu compte de ces exigences dans les documents particuliers du marché ; néanmoins Il incombera à chaque attributaire d'un ou de plusieurs lots du présent marché de s'assurer que les matériaux qu'il envisage de mettre en œuvre répondent bien aux exigences de la réglementation Sécurité contre l'incendie du local concerné, il en prendra la responsabilité ;
- En tout état de cause, il incombera à chaque attributaire et/ou à son fournisseur, d'apporter la preuve que la réaction au feu des matériaux et produits et le comportement au feu des ouvrages de son marché répondent à la réglementation incendie en vigueur.

1.1.1.5.1.2 Conformité à la réglementation « sécurité incendie »

Pour tous les matériaux et produits concernés par la réglementation « sécurité incendie », tous les attributaires devront assurer et garantir une mise en œuvre répondant strictement aux conditions et prescriptions stipulées dans le procès-verbal d'essai au feu du matériau ou produit concerné.

1.1.1.5.1.3 Classement euroclasses pour la réaction au feu

1.1.1.5.1.31 Correspondances

Au regard de l'arrêté du 21 novembre 2002 abrogeant l'arrêté du 30 juin 1983, les classes française M0 à M4 disparaissent au profit des "EUROCLASSES", à savoir :

- A1 - incombustible ;
- A2, s1, d0 - anciennement M0 ;
- A2, s2, d0 - anciennement M1 ;
- A2, s3, d0 - anciennement M1 ;
- B, s1, d0 - anciennement M1 ;
- B, s2, d0 - anciennement M1 ;
- B, s3, d0 - anciennement M1 ;
- C, s1, d0 - anciennement M2 ;
- C, s2, d0 - anciennement M2 ;
- C, s3, d0 - anciennement M2 ;
- D, s1, d0 - anciennement M3 ;
- D, s2, d0 - anciennement M4 non gouttant ;
- D, s3, d0 - anciennement M4 non gouttant ;
- Toutes classes autres que E-d2 et f - anciennement M4 ;
- S pour "smoke" (fumées) ;
- D pour "drope" (gouttes enflammées) ;
- D0 peut être remplacé par D1 pour des produits non thermofusibles.

1.1.1.5.2 Qualification des bâtiments

1.1.1.5.2.1 Secteurs de bâtiments

Dénomination standardisée de la destination de bâtiments avec des types tels que constructions courantes, IGH (immeubles de grande hauteur), ERP (établissements recevant du public), réhabilitation. Ces types peuvent être liés entre eux et être soit publics, soit privés.

1.1.1.5.1.4.1 Tertiaire

- Bureaux.
- Commerces.
- Administrations.
- Restaurants.
- Banques.
- Hôtellerie.

1.1.1.6 ÉTUDE ET INTERPRÉTATION DU CCTP

1.1.1.6.1 Étude et lecture du CCTP

Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de la présente opération est constitué de plusieurs documents, à savoir :

- Les Clauses communes à tous les lots : présent document ;
- Le descriptif des travaux : un document par lot.

L'ensemble de ces documents même matériellement dissociés, constitue un ensemble et forme le CCTP contractuel.

Ce CCTP a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux des différents corps d'état et leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif.

En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur la soumission ou sur l'acte d'engagement ou servant de base au marché, chaque entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages de son lot, en conformité avec les plans et avec la réglementation et les normes contractuellement réputées connues.

Chacun des soumissionnaires d'un ou plusieurs lots et participant à la présente opération est contractuellement réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des documents constituant le **CCTP** contractuel tels qu'ils sont énumérés ci-avant et notamment les CCTP de tous les lots.

À ce sujet, il est formellement stipulé qu'en aucun cas un entrepreneur ne pourra opposer entre eux les différents documents constituant le **CCTP** contractuel.

En tout état de cause, il est précisé que dans le cas éventuel de divergences implicites ou explicites entre ces documents, la décision sera du ressort du maître d'œuvre.

Le **CCTP** a pour but de renseigner les soumissionnaires sur la nature des travaux à exécuter. Les indications n'ont pas un caractère limitatif. Dans le cadre des marchés arrêtés, chaque entrepreneur des marchés validés doit l'intégralité des travaux impératif à l'achèvement complet des ouvrages et au fonctionnement parfait des équipements sans exception, ni réserve, sont également indispensables, ceux satisfaisant aux exigences de la réglementation en vigueur, même si le CCTP ne les décrit pas ou si les indications (cotes ou autres) portées au **CCTP** ou aux documents graphiques doivent, pour atteindre ce résultat, présenter des modifications. Le **CCTP** et les documents graphiques se complètent réciproquement.

Chaque soumissionnaire d'un ou plusieurs lots du présent marché devra donc un fois attributaire réaliser les travaux indispensables à l'achèvement des ouvrages en accord avec le maître d'œuvre. Chaque soumissionnaire est tenu pendant son étude d'informer par écrit la maîtrise d'œuvre, de toutes difficultés d'interprétation ou toutes discordances éventuellement rencontrées entre le **CCTP** et les documents graphiques d'une part, entre ces mêmes documents et les prescriptions des règlements ou particularités des ouvrages à exécuter d'autre part (discordances pouvant nuire à leur parfaite réalisation).

Les ouvrages pour lesquels certaines dispositions des documents graphiques et du **CCTP** pourraient soulever des divergences d'interprétations d'ordre technique ou architectural, seraient exécutés conformément aux décisions de la maîtrise d'œuvre sans entraîner de modifications du prix global forfaitaire du marché. Tout ouvrage propre aux documents graphiques et non décrit dans le présent CCTP est formellement dû et vice-versa. Chaque soumissionnaire devenant l'attributaire d'un ou plusieurs lots du présent marché a pour obligation d'étudier et de lire, dans son intégralité, le CCTP et l'ensemble des documents du dossier et cela afin de proposer une cohérente et ne modifiant pas les autres qui y sont liés.

1.1.1.6.2 Notion d'équivalence en marché public " Commande publique en vigueur au 1/04/2019

Conformément au code des marchés publics "Commande publique en vigueur au 1/04/2019" valide au moment du présent marché. Les références à des marques de matériel ou d'équipement dans le présent cahier des charges sont données à titre indicatif compte tenu de leurs complexités dimensionnelles et architecturales. Elles ont été sélectionnées en raison de divers critères (encombrement, esthétique, débit, niveau sonore, qualité des matériaux, fiabilité, garantie, facilité de maintenance et d'entretien, etc.).

Le matériel installé pourra provenir d'une autre marque, sous réserve de la reconnaissance de l'équivalence des prestations par la maîtrise d'œuvre et le maître de l'Ouvrage. Le cas échéant, et en tout état de cause, le choix sera prépondérant en termes de maintenance et d'entretien. Chaque entrepreneur doit fournir avec son offre une liste détaillée et complète des produits qu'il aura choisis de mettre en œuvre afin de satisfaire aux préconisations du CCTP.

1.1.2 CONNAISSANCE DES LIEUX

Chaque soumissionnaire d'un ou plusieurs lots est réputé par le simple fait d'avoir remis son offre :

- S'être rendu sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ;
- D'avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux ainsi que des conditions générales et particulières qui y sont liées ;
- D'avoir pris connaissance sur l'ensemble des possibilités dites d'accès, de son d'installations de chantier, du stockage de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- D'avoir pris tous les renseignements utiles concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.
- D'avoir constaté la position et l'état des ouvrages existants,
- Ainsi, chaque soumissionnaire est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Il ne pourra par la suite d'arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

1.1.3 SPÉCIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS SPÉCIALES AUX TRAVAUX

1.1.3.1 TRAVAUX À RÉALISER DANS UN ÉTABLISSEMENT DONT UNE PARTIE RESTE EN SERVICE

Les travaux sont à réaliser sur des constructions situées dans l'enceinte d'un établissement existant.

Les différents services de cet établissement devront pouvoir fonctionner normalement pendant la durée des travaux.

Les attributaires du présent marché devront donc prendre toutes dispositions pour permettre ce fonctionnement.

Sécurité des personnes

Toutes dispositions devront être prises pour assurer la protection et la sécurité des personnes ayant à circuler aux abords du chantier.

Protection et sauvegarde des abords du chantier

Les abords du chantier ainsi que les zones utilisées pour l'amenée des matériaux et/ou l'enlèvement de gravois, matériels, matériaux... devront être restitués en fin de travaux en leur état de début de travaux.

Toutes dispositions devront être prises par les entrepreneurs à cet effet.

Dans le cas contraire, tous les travaux de remise en état nécessaires seront supportés par les entreprises.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans les conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Clôtures intérieures des zones de chantier

Une clôture de chantier sera mise en place, entretenue, pendant la durée des travaux.

Les divers dispositifs de clôture à mettre en place devront faire l'objet d'un accord de la maîtrise d'œuvre et des utilisateurs.

Descriptif de la clôture

Cette clôture sera d'une hauteur de 1,8 m au minimum. Elle sera de type Héras et permettra de délimiter la zone de stockage de la benne chantier du lot démolition / curage. Elle permettra également de dissocier le cheminement des piétons de celui des ouvriers selon la tranche travaux.

Modularité des panneaux :

- La modularité des panneaux doit permettre une souplesse d'implantation de la clôture en fonction des obstacles éventuels et du relief.
- Elle doit être facilement démontable.

Sécurité :

- Aucune partie saillante ne doit pouvoir entraîner un risque de blessure aux personnes circulant à proximité immédiate.
- Les parties saillantes ou tranchantes de la clôture doivent être éliminées.

Espace libre en partie basse

La zone comprise entre le sol et la partie inférieure des panneaux ne doit pas excéder 11 cm de façon à éviter tout débordement des déblais à l'extérieur des emprises des chantiers.

Adaptation au relief

Le mode d'assemblage des éléments entre eux doit permettre l'adaptation de la clôture au profil du terrain.

Adaptation de dispositifs urbains divers

La pose des clôtures sera accompagnée de l'implantation de dispositifs divers nécessaires au fonctionnement du site pendant la durée du chantier : panneaux de signalisation routière et piétonne et panneaux d'information, réceptacles de propreté, bornes de protection.

La fixation de ces dispositifs à la clôture ou au sol devra être démontable et se faire soit directement sur un élément de structure porteuse de la clôture, soit indirectement par l'intermédiaire d'un accessoire adapté dont la couleur sera la même que celle de la clôture

Socles et fixation au sol :

- Les socles et fixations au sol doivent maintenir les éléments de clôture en position verticale de façon à résister à la poussée du vent ou des passants.
- Si les socles maintiennent la clôture grâce à leurs masses, le dépassement de ceux-ci par rapport à l'extérieur de l'emprise ne doit pas être supérieur à 10 cm.
- Les scellements sont réalisés par procédés adéquats.
- À l'issue du chantier, aucun élément en saillie ne doit rester en place et les sols devront être remis en état d'origine ou conformes au projet.

Après le choix de l'attributaire désigné dans le CCTP du présent marché de cette réalisation établira son prix en prenant en compte :

- L'entretien ;
- Toutes démarches administratives réglementaires ;
- Le démontage et la remise en état des lieux en fin de chantier.

Cette clôture sera maintenue et entretenue durant la totalité des travaux de tous les lots.

Le chantier est situé à l'intérieur de l'enceinte d'un établissement restant en partie en service.

Dans ces conditions, et afin de limiter dans la mesure du possible les perturbations au fonctionnement normal d'une part, et pour assurer la sécurité des personnes, d'autre part, il pourra être nécessaire d'installer les clôtures provisoires de chantier.

Ces clôtures devront isoler les zones de chantier à l'intérieur de l'enceinte au fur et à mesure de l'exécution des différentes phases de travaux.

Ces clôtures pourront être réalisées au choix de l'adjudicataire désigné dans le CCTP soit en bois, soit en bardage, elles auront une hauteur minimale de 2 m au-dessus du sol, et elles comporteront les portes nécessaires.

L'attributaire désigné pour le lot Démolition / Curage aura à sa charge :

- L'installation des clôtures compris toutes fournitures ;
- L'entretien de ces clôtures pendant la durée du chantier ;
- La dépose et l'enlèvement des clôtures en fin de chantier et la remise en état d'origine du terrain à l'emplacement.

Ces clôtures seront mises en place à la demande du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre au fur et à mesure de l'exécution des différentes phases du chantier, et leurs tracés seront mis au point par l'adjudicataire et le maître d'œuvre en accord avec le maître d'ouvrage au début des travaux, et en cours de travaux.

Frais consécutifs aux prescriptions du présent article

Les frais consécutifs aux prescriptions du présent chapitre seront explicitement compris et décrit dans le marché du lot Démolition / Curage

1.1.3.2 SPÉCIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS SPÉCIALES AUX TRAVAUX DANS CELLULE VIDE D'OCCUPANTS

La présente intervention est dans des bâtiments existants dits vides de toute occupation (aucun occupant dans zone chantier)

Cette opération a pour but de déplacer temporairement les occupants vers d'autres locaux ou bureaux afin de réaliser les travaux dans la zone chantier, sans qu'ils en subissent trop les nuisances.

Calendrier prévisionnel

Important :

- Le planning indiqué est prévisionnel et a été optimisé. Il peut être amené à évoluer en regard des contraintes potentielles dans l'obtention des diverses autorisations administratives et autres, etc. Il pourra être de ce fait réactualisé si besoin et n'est en aucun cas contractuel. Celui-ci deviendra contractuel après le retour d'appel d'offre et au moment de la passation des marchés

Offre des soumissionnaires

L'offre de chaque soumissionnaire est réputée tenir compte de ce type d'opération et de ces aléas. Seuls les travaux ayant été validés par le maître d'œuvre et cela par un avenant seront pris en compte dans le décompte final de chaque lot.

L'entrepreneur attributaire du présent devra prendre toutes les dispositions utiles et toutes les précautions pour ne causer aucune détérioration aux existants lors de l'exécution de ses travaux, si minime soit-elle. Il sera seul juge des dispositions à prendre à cet effet, des protections à mettre en place, etc..

Les travaux à réaliser sont décrites dans les CCTP par lot et DPGF, ces travaux intègrent implicitement également tout travaux nécessaire pour :

- Garantir la sécurité des locaux en absence des occupants ;
- Ne pas endommager les existants des autres lots.

Reconnaissance des existants

Le soumissionnaire en devenant l'attributaire du présent lot est contractuellement réputé avoir procédé sur le site à la reconnaissance des existants avant la remise de leur offre.

- Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points des ouvrages mentionnés dans l'article **DESCRIPTION DES OUVRAGES** du présent lot et cela sans que cette énumération soit limitative.

L'offre du soumissionnaire attributaire du présent lot sera contractuellement réputée tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

Les soumissionnaires pourront sur site faire cette reconnaissance suivant les besoins de son lot et d'effectuer tous les essais sur existants qu'ils jugeront utiles, mais sans faire des dégradations du site.

Protection et sauvegarde des existants

En particulier, comme le personnel de l'attributaire pourrait être amené à passer par l'intérieur des zones occupées pour l'exécution des travaux ou pour accéder aux espaces sanitaires ... , toutes les dispositions seront à prendre pour éviter :

- Toutes salissures ou dommages aux revêtements de sols et plus particulièrement aux sols textiles et moquettes, aux parquets le cas échéant, ainsi qu'aux peintures et revêtements muraux.
- Autres

Le maître d'œuvre se réservera toutefois le droit, si les dispositions prises par le présent attributaire lui semblent insuffisantes,

d'imposer à L'attributaire du présent lot de prendre des mesures de protection complémentaires.

Faute par l'entrepreneur attributaire du présent lot de se conformer aux prescriptions du présent article, il en subira toutes les conséquences

Dimensions des ouvrages à remplacer et ou à créer

- L'attributaire procédera sous sa seule responsabilité à la totalité des levées de cotes qui lui seront nécessaires.

Travaux de dépose et de démontage

- Les travaux de démontage et de dépose devront toujours être exécutés très soigneusement afin de ne causer aucune dégradation aux existants conservés.

Programmation des interventions

- l'attributaire du présent lot devra programmer ses interventions suivant le planning en accord avec le maître d'ouvrage et le maître d'œuvres.

Travaux accessoires au remplacement complet des ouvrages mentionnés dans la description du CCTP du présent lot.

L'attributaire d'un lot aura implicitement à sa charge l'exécution de tous travaux accessoires nécessaires à l'exécution et à la bonne finition de ces travaux et font implicitement partie du marché de l'attributaire du présent lot.

Les raccords de peinture et de papiers peints seront à la charge du lot concerné et dans le présent projet " Lot PEINTURE".

Nettoyages

- Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet ;
- Les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure et au minimum tous les soirs ;
- En fin de travaux, l'attributaire du présent lot devra effectuer tous les nettoyages nécessaires, de toutes les zones touchées par ses travaux ;
- En résumé, l'attributaire du présent lot devra en fin de chantier, restituer les existants dans le même état de propreté que celui dans lequel il les a trouvés au démarrage du chantier ;
- En cas de non-respect par l'attributaire du présent lot des obligations découlant des prescriptions du présent article, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'attributaire du présent lot.

Enlèvement des matériaux (gravats)

- Chaque entreprise aura à sa charge l'évacuation de ces propres déchets et gravats. Pas de benne commune.

1.1.4 TYPE DES MARCHÉS ET ATTRIBUTION

1.1.4.1 MARCHÉS PUBLICS

Les marchés publics sont des contrats conclus à titre onéreux entre les pouvoirs adjudicateurs définis ci-dessous et les opérateurs économiques publics ou privés, pour répondre à leurs besoins en matière de travaux.

On entend par pouvoir adjudicateur :

- L'état et ses établissements publics autres que ceux ayant un caractère industriel et commercial ;
- Les collectivités territoriales et les établissements publics locaux.
- Sauf dispositions contraires, les règles applicables à l'État le sont également à ceux de ses établissements publics auxquels s'appliquent les dispositions du Code des marchés publics.
- De même, sauf dispositions contraires, les règles applicables aux collectivités territoriales le sont également aux établissements publics locaux.

Ces marchés publics sont régis par :

- Le CMP (Code des marchés publics) ;
- Le CCAG (Cahier des clauses administratives générales) applicables aux marchés publics de travaux.
- Types de marchés « à prix global forfaitaire » et/ ou « à prix unitaire »

CCAG - Marchés publics - articles 10.2 et 11.22

« Est prix forfaitaire tout prix qui rémunère l'entrepreneur pour un ouvrage, une partie d'ouvrage ou un ensemble déterminé de prestations défini par le marché et qui ou bien est mentionné explicitement dans le marché comme étant forfaitaire, ou bien ne s'applique dans le marché qu'à un ensemble de prestations qui n'est pas de nature à être répété.

Dans le cas d'application d'un prix forfaitaire, le prix est dû dès lors que l'ouvrage, la partie d'ouvrage ou l'ensemble de prestations auquel il se rapporte a été exécuté ; les différences éventuellement constatées entre les quantités réellement exécutées et les quantités indiquées dans la décomposition de ce prix m

CCAG - Marchés publics - articles 10.2 et 11.23

« Est prix unitaire tout prix qui n'est pas forfaitaire au sens défini ci-dessus, notamment, tout prix qui s'applique à une nature d'ouvrage ou à un élément d'ouvrage dont les quantités ne sont indiquées dans le marché qu'à titre prévisionnel.

Dans le cas d'application d'un prix unitaire, la détermination de la somme due s'obtient en multipliant ce prix par la quantité de natures d'ouvrages exécutées ou par le nombre d'éléments d'ouvrage mis en œuvre. ».

1.1.4.1.1 Allotissement (article 10 du code des marchés publics)

L'allotissement avait déjà été érigé en principe pour susciter une réelle concurrence entre les attributaires, et cela quelle que soit leur taille. L'allotissement visé par l'article L 2113-10 du Code de la commande publique et peut être technique, fonctionnel, géographique ou lié à des considérations de capacité ou de sécurité :

- Allotissement et marchés publics globaux de performance. "Il résulte de la combinaison des dispositions citées aux points précédents que l'obligation d'allotissement énoncée par ***l'article 32 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 a été modifiée par l'article 2 de la loi n° 2023-656 du 25 juillet 2023***. Cette modification a autorisé le gouvernement à prendre des mesures temporaires pour faciliter la reconstruction et la réfection des équipements publics et des bâtiments dégradés ou détruits au cours des violences urbaines survenues du 27 juin au 5 juillet 2023 ne s'applique pas aux marchés qui entrent dans l'une des trois catégories mentionnées à la section 4.
- Depuis sa modification par la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique est toujours en vigueur en 2023 1. ***L'article 32 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 a été modifiée par l'article 2 de la loi n° 2023-656 du 25 juillet 2023***. Cette modification a autorisé le gouvernement à prendre des mesures temporaires pour faciliter la reconstruction et la réfection des équipements publics et des bâtiments dégradés ou détruits au cours des violences urbaines survenues du 27 juin au 5 juillet 2023 . ***L'ordonnance n° 2023-660 du 26 juillet 2023 a été publiée pour adapter les règles de passation des marchés de travaux afin de faciliter le retour au fonctionnement normal des services publics dans les meilleurs délais. Cette ordonnance autorise les acheteurs à déroger au principe d'allotissement des marchés nécessaires à la reconstruction ou à la réfection des équipements publics et bâtiments concernés, sans justification et sans limitation de montant 1. J'espère que cela répond à votre question***
- Le Code de la commande publique réaffirme et étend le principe de l'allotissement à l'ensemble des acheteurs, y compris les entités adjudicatrices soumises antérieurement à l'ordonnance de 2005 qui en étaient exclues. Sauf à s'inscrire dans les exceptions prévues à L'article ***L2113-11 du Code de la commande publique qui est toujours en vigueur en 2023***. Cet article prévoit des exceptions à l'obligation d'allotissement des marchés publics
 - * Par ailleurs, certains marchés globaux sont exemptés de l'obligation d'allotissement. Cependant, l'article 32 de l'ordonnance n° 2015-899 a été modifié par la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016, et depuis lors, l'acheteur n'est plus autorisé à permettre aux candidats de présenter des offres variables en fonction du nombre de lots susceptibles d'être obtenus. Cette interdiction est toujours en vigueur en 2023.

Allotissement et formulaire DC4

Généralement l'acheteur public utilisera le formulaire ***DC1 qui est toujours en vigueur en 2023***. Il peut être utilisé par le soumissionnaire pour désigner le mandataire parmi ses cotraitants . Cependant, il est important de noter que l'utilisation du formulaire DC1 n'est pas obligatoire et que les acheteurs peuvent accepter d'autres formulaires de candidature tels que le ***DUME (Document unique de marché européen)***. (Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants - ***ex DC4***) pour identifier les membres du groupe et la répartition des responsabilités, il est dit facultatif pour le soumissionnaire ou le titulaire, sauf exigence contraire de l'acheteur. Les nouveaux formulaires ***DC1, DC2 et DC4*** ont été publiés en 2019. Le formulaire DC4 peut être utilisé par le soumissionnaire pour présenter un sous-traitant lors du dépôt d'une offre.

Attribution séparée

- Les offres sont examinées lot par lot. Les lots sont donc indépendants et attribués séparément.
- Les candidats ne peuvent pas présenter des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.
- Un acte d'engagement est signé pour chacun des lots.
- Dans le cas où plusieurs lots sont attribués à un même titulaire, il est possible de signer avec ce titulaire un seul

marché regroupant tous les lots concernés.

1.1.4.1.2 Textes et documents techniques

Documents techniques unifiés - DTU - CCTG

- CCTG : DTU approuvés par décret, pour les marchés publics.

Marchés publics :

- Le **décret modifié du 26 janvier 1984** fixant le statut de la normalisation est toujours **en vigueur en 2023** à l'exception de l'article 13 . Cependant décret modifié du 26 janvier 1984 , **il a été abrogé par le décret n° 2009-697 du 16 juin 2009**, à l'exception de l'article 13 qui rend obligatoire l'application des normes françaises homologuées dans les marchés passés par l'État, les collectivités territoriales et leurs établissements publics, sauf cas particuliers énumérés dans le décret.
- En application des dispositions du Code des marchés publics, a été institué par décret, un Cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux du bâtiment constitué principalement par les Cahiers des clauses techniques DTU et les règles de calcul DTU.

Seront documents contractuels pour le présent marché :

- les CCTG pour leurs fascicules approuvés par décret et figurant sur la liste des fascicules approuvés, applicables aux travaux du présent marché ;
- dans le cas où certains travaux du présent marché entrent dans leur domaine d'application, uniquement les documents DTU et les documents ayant une valeur de DTU devenus CCTG approuvés par décret et figurant sur la liste des fascicules approuvés ;
- les règles professionnelles, cahiers des charges, prescriptions techniques ou recommandations acceptées par la C2P ;
- et tous autres documents rendus obligatoires par les assureurs pour la prise en garantie des ouvrages.
- Les DTU et les documents ayant valeur de DTU non approuvés CCTG mentionnés dans le CCTP, ne sont donnés qu'à titre indicatif et non contractuel.

Caractère contractuel des DTU/CCTG

Les DTU cités comme « Documents contractuels » dans le CCTP des présents marchés, ont un caractère contractuel pour :

- Toutes les prescriptions ayant trait aux matériaux, aux techniques de construction, aux règles de mise en œuvre, à la coordination des travaux, aux règles de sécurité, etc.

À l'exclusion :

- De toutes les clauses à caractère administratif et financier et autres dispositions qui pourraient avoir une influence sur le caractère forfaitaire du marché.

Autres documents contractuels

Il est rappelé que, en dehors des cas cités ci-dessus, tout autre texte (norme expérimentale, DTU, mémento) peut être rendu applicable par la voie contractuelle.

Obligations par les assureurs du respect des DTU

L'Assemblée plénière des sociétés d'assurances dommages a défini qu'étaient couverts dans le cadre du contrat de responsabilité décennale en risque normal :

- Un ouvrage traditionnel réalisé par une entreprise qualifiée dans le cadre des spécifications des DTU, ou autres documents reconnus.

Il est rappelé qu'en dehors de toute obligation contractuelle ou réglementaire, le Code des assurances prévoit que « l'assuré est déchu de tout droit à garantie en cas d'observation inexcusable des règles de l'Art, telles qu'elles sont définies par les réglementations en vigueur, les documents techniques unifiés ou les normes... » (article A. 243.1).

Normes

Les différents types de normes à respecter sont les suivants :

- NF : norme française homologuée.
- NF EN : norme française homologuée provenant d'une norme européenne.
- NF EN ISO : norme française homologuée provenant d'une norme européenne qui a une origine internationale.
- NF ISO : norme française homologuée d'origine internationale.
- FD ISO : fascicule de documentation d'origine internationale.
- CEI : norme européenne.

Remarque

- Le préfixe XP ou l'absence de préfixe signifie Norme expérimentale.
- Le préfixe FD ou l'absence de préfixe signifie Fascicule de documentation.

Règles de calcul non DTU

- Ces règles seront à respecter dans le cas où elles sont mentionnées dans les documents particuliers du marché (CCTP).

Documents du CSTB

- Les Cahiers des prescriptions communes (CPT) ainsi que les autres documents du CSTB mentionnés dans les documents particuliers du marché (CCTP) sont à respecter.

Avis techniques

- Les matériaux, équipements ou procédés de construction nouveaux, non couverts par les DTU et normes, peuvent faire l'objet de procédure d'Avis technique, avec certificat de suivi et de marquage.

Pour tous les matériaux, équipements ou procédés de construction faisant l'objet d'une procédure d'Avis technique, les assureurs ne prennent en garantie que ceux titulaires de cet Avis technique.

Dans certains cas, les assureurs peuvent, en plus de l'Avis technique, imposer des conditions particulières.

Dans le cas de mise en œuvre de matériaux, équipements ou procédés de construction soumis à Avis technique, l'entrepreneur aura intérêt à prendre contact avec son assureur à ce sujet.

1.1.4.1.3 Codes et règlements à observer dans le CCTP

Les Codes et règlements à observer pour l'exécution des ouvrages, seront ceux normalement utilisés par la profession et plus particulièrement :

Le code de l'Urbanisme :

- Le code de la construction et de l'habitation ;
- Les Règles de l'Art ;
- Les Normes Françaises (NF) et Européennes (EN) homologuées ;
- Les Cahiers des Charges des DTU (Documents Techniques Unifiés) et de leurs additifs publiés par le CSTB avec les différentes mises à jour et annexes ;
- Les Cahiers des Clauses Spéciales des DTU, les règles des DTU ;
- Les Règles Professionnelles ;

Éventuellement les ATEC, ATX ou ETN :

- La Nouvelle Réglementation Acoustique (NRA) ;
- La Réglementation Thermique (RT 2012) ;
- Documents techniques COPREC n° 1 et n° 2 "Contrôle technique des ouvrages" publiés au supplément 82.51 Bis de Décembre 1982 du Moniteur ;
- Les lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la construction ;
- Le code du travail (livre 2) ;
- Le code général des collectivités territoriales (livre 2) ;
- Le code de l'environnement (partie législative) ;
- Les règlements de sécurité ;
- Les réglementations incendie ;
- Loi du 11 février 2005 relatif à l'accessibilité des personnes handicapées ;
- La note de sécurité.
- Les prescriptions de la santé publique.
- Le règlement sanitaire duquel relève la ville de
- Les avis des Bâtiments De France ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales pour les travaux en marchés publics. Arrêté du 8 septembre 2009 ;
- Le résultat de la campagne de sol ;
- Les remarques du permis de démolir ;
- Les attendus du permis de construire ;
- La note de sécurité ;
- Les avis du coordonnateur de sécurité existants ou à venir ;
- Les avis et observations du contrôleur technique existants ou à venir.

Pour tous les documents énoncés ci-dessus, il est retenu la dernière édition publiée à la date des pièces écrites du marché de travaux. L'Entrepreneur est tenu de signaler au maître d'œuvre toute contradiction entre les documents cités ci-dessus et le projet (plans, Devis Descriptifs, etc...).

Les procédés et matériaux non traditionnels, non régis par les documents de référence cités ci-dessus doivent obligatoirement, lorsque ceux-ci sont instruits et prononcés par un groupe spécialisé du CSTB, posséder un Avis Technique ou un ATEX ("Appréciation Technique d'Expérimentation" pour les produits récents).

1.1.5.2.3.1 Commentaire

L'article 6 du code des marchés publics définit les spécifications techniques, il n'est pas catégorique dans l'interdiction des marques si l'on se réfère au paragraphe IV reproduit ci-après :

- *Les spécifications techniques ne peuvent pas faire mention d'un mode ou procédé de fabrication particulier ou d'une provenance ou origine déterminée, ni faire référence à une marque, à un brevet ou à un type, dès lors qu'une telle mention ou référence aurait pour effet de favoriser ou d'éliminer certains opérateurs économiques ou certains produits. Toutefois, une telle mention ou référence est possible si elle est justifiée par l'objet du marché ou, à titre exceptionnel, dans le cas où une description suffisamment précise et intelligible de l'objet du marché n'est pas possible sans elle et à la condition qu'elle soit accompagnée des termes ou équivalent.*

Le législateur à un regard sur deux niveaux :

L'article 6 du code des marchés publics définissant les spécifications techniques **est toujours en vigueur en 2023**. Cet article stipule que les prestations faisant l'objet d'un marché ou d'un accord-cadre sont définies dans les documents de la consultation par des spécifications techniques formulées soit par référence à des normes ou à d'autres documents équivalents accessibles aux candidats, soit en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles. Les spécifications techniques doivent être suffisamment précises pour permettre aux candidats de connaître exactement l'objet du marché et au pouvoir adjudicateur d'attribuer le marché. **Elles peuvent inclure des caractéristiques environnementales**.

Sachant qu'en principe, la référence aux marques est interdite. En tout état de cause, si exceptionnellement on y recourt parce que les spécifications ne peuvent être décrites d'une autre manière, il faut impérativement y ajouter les mentions " ou équivalent ".

- Pour les matériaux courants tels que parpaings, cloisons, peintures, etc. (liste non exhaustive) les spécifications techniques peuvent être réalisées sans avoir recours à des marques ;
- Pour les autres plus techniques, de forme ou de finitions, on peut citer une marque avec la mention ou équivalent.

Il est donc ainsi possible :

- **De citer des marques avec la mention ou équivalent**
- D'imposer une marque en sachant que le matériau prescrit participe à l'architecture du projet. Attention toutefois à respecter l'esprit du paragraphe IV de l'article 6 qui dit qu'il ne faut pas éliminer certains opérateurs économiques ou certains produits.

1.1.4.2 TYPE DE MARCHÉ DE TRAVAUX

1.1.4.2.1 Lot traité global et forfaitaire

Il est précisé aux soumissionnaires d'un ou plusieurs lots du présent AO, que dans le présent document il est fait le choix de traiter certains ouvrages à **prix global et forfaitaire**. Le prix forfaitaire rémunère le présent titulaire pour un ensemble de prestations, un ouvrage ou une partie d'ouvrage définis dans le marché et cela indépendamment des quantités mises en œuvre pour réaliser une prestation décrite dans le **CCTP**. Chaque ouvrage sera chiffré dans la **DPGF** et réalisé conformément aux plans d'appel d'offres de la maîtrise d'œuvre et suivant les indications du présent document. et elle est un document qui détaille les ouvrages du projet et leur prix unitaire. Elle permet de déterminer le montant global et forfaitaire du marché

Chaque soumissionnaire d'un ou plusieurs lots devra prendre connaissance des prestations des autres corps d'état dont les travaux seront exécutés en liaison avec les siens, et adapter son offre et ses propres travaux pour assurer une parfaite finition de l'ensemble de l'ouvrage.

Dans le cas où le soumissionnaire d'un ou plusieurs lots estimerait qu'il y a dans ce dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, le soumissionnaire devra en tenir compte dans l'établissement de son prix. Toute modification s'accompagnera d'une note explicative détaillée et jointe à son offre. De ce fait, si l'ouvrage concerné figure sur les plans, il ne pourra par la suite arguer d'un oubli de description et de localisation par l'auteur du présent document pour prétendre à un supplément concernant un ensemble

d'ouvrages traités globalement au prix forfaitaire et faisant l'objet du présent marché.

1.1.4.2.2 Lot traité au mètre

Il est précisé aux soumissionnaires d'un ou plusieurs lots du présent AO, que dans le présent document il est fait le choix de traiter certains ouvrages **au mètre "unitaire"**. Chaque partie composant l'ouvrage sera calculée et chiffrée suivant les plans de l'appel d'offres de la maîtrise d'œuvre et par prix unitaire. Le règlement sera effectué au présent titulaire en appliquant des prix unitaires aux quantités réellement exécutées. Les prix unitaires pourront être soit spécialement établis pour le marché considéré (bordereau), soit basés sur ceux d'un recueil existant. Chaque ouvrage sera alors réalisé conformément aux plans d'appel d'offres de la maîtrise d'œuvre et suivant les indications du présent document.

Chaque soumissionnaire d'un ou plusieurs lots devra prendre connaissance des prestations des autres corps d'état dont les travaux seront exécutés en liaison avec les siens, et adapter son offre et ses propres travaux pour assurer une parfaite finition de l'ensemble de l'ouvrage.

Dans le cas où le soumissionnaire d'un ou plusieurs lots estimerait qu'il y a dans ce dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, le soumissionnaire devra en tenir compte dans l'établissement de son prix. Toute modification s'accompagnera d'une note explicative détaillée et jointe à son offre. De ce fait, si l'ouvrage concerné figure sur les plans, il ne pourra par la suite arguer d'un oubli de description et de localisation par l'auteur du présent document pour prétendre à un supplément concernant un ensemble d'ouvrages traités globalement au prix forfaitaire et faisant l'objet du présent marché.

1.1.4.2.3 Obligation de résultat

Il est précisé aux soumissionnaires d'un ou plusieurs lots du présent AO, que dans le présent document qu'il devra exécuter l'ensemble de ses ouvrages en parfait état de finition suivant les plans de l'appel d'offres et conforme à son offre de prix. Il assurera également une parfaite coordination avec l'ensemble des attributaires des marchés dont les ouvrages viennent en interface avec les ouvrages décrits ci-dessous.

L'obligation de résultat est définie par le présent document

- L'obligation de résultat est une obligation en vertu de laquelle un débiteur est contraint d'atteindre un résultat précis et déterminé en avance. Le fait pour le débiteur de ne pas atteindre le résultat escompté engage automatiquement sa responsabilité. Dans le cadre d'une obligation de résultat, le débiteur ne pourra échapper à sa responsabilité qu'en démontrant la survenance d'un cas de force majeure l'ayant empêché d'atteindre le résultat escompté
- Lors de la mise en œuvre de ses ouvrages, L'entrepreneur devra respecter impérativement toutes les dispositions techniques, architecturales, géométriques ainsi que tous les documents qui lui ont été remis, de leurs annexes et dans les plans divers. Certaines techniques et travaux nécessaires à l'achèvement parfait des ouvrages peuvent être omis dans le dossier, dans ce cas l'attributaire d'un ou plusieurs lots devra alors par son savoir-faire propre à son ou de ses lots en faire la réalisation, et cela dans le respect des obligations de résultat et des normes en vigueur au moment des travaux.
- Il est à noter que tous les plans joints au présent dossier marché représentent graphiquement certains principes constructifs, architecturaux et structurels, en complément au présent document. Ces plans ont pour objet une définition architecturale des éléments des ouvrages à laquelle Une fois que le soumissionnaire d'un ou plusieurs lots est attributaire d'un ou plusieurs lots qu'il est tenu de se conformer : paramètres géométriques, formes et dimensions, continuités et alignements, l'aspect des parties visibles. Ces plans sont dits des plans guides et ne font pas office de plans d'exécution. Les définitions techniques détaillées qu'ils contiennent et qui vont au-delà des principes exposés dans l'article 7.2 "Description des ouvrages" ne sont qu'indicatives et non limitatives.

Chaque soumissionnaire d'un ou plusieurs lots qui est l'attributaire d'un ou plusieurs lots, qu'il devra proposer au maître d'œuvre ses plans d'exécution pour Visa avant tout démarrage de ses travaux et se reporter impérativement aux pièces générales du marché de ses annexes ainsi qu'aux documents dits particuliers de chacun des lots afin d'en avoir une parfaite connaissance.

1.1.4.2.4 Obligation de moyens

L'obligation de moyen est une obligation juridique en vertu de laquelle "dans le présent CCTP " L'attributaire d'un ou plusieurs lots s'engage à fournir tous les efforts nécessaires pour essayer d'atteindre l'objectif qui lui a été fixé et cela dans le sens où cette obligation de moyen n'entraîne pas l'obligation pour l'attributaire d'atteindre un résultat précis.

1.1.4.2.5 Contenu des prix

Il est précisé au soumissionnaire d'un ou plusieurs lots que dans le présent CCTP, que dernier a pour objet l'ensemble des prestations du présent lot, et il devra tous les travaux nécessaires au parfait et complet achèvement des ouvrages conformément aux règles de l'art. Les prix du marché comprendront implicitement :

- L'implantation et le calepinage appropriés, etc. ;
- Tous les moyens nécessaires à l'exécution de ses travaux ;
- L'amenée la fourniture, le stockage des matériaux ;
- Tous les réglages et mise au point éventuels ;
- Tous les essais et contrôles en cours et en fin de chantier ; Droits de voiries, de décharges et divers ;
- Dispositions diverses du CCAP, du bureau de contrôle, du SPS, de la législation du travail ;
- La main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de ses ouvrages, en fin de travaux et après réception ;
- L'établissement des plans d'exécution dans le cas où ils sont à la charge de l'attributaire du présent lot selon le CCAP ;
- La protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- La notice d'entretien et de maintenance des matériels ;
- Et tous les autres frais et prestations même non énumérées ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux, ainsi que les travaux suivants :
- Le nettoyage et l'enlèvement de toutes projections sur les parois verticales, plafonds et sols, etc. ainsi que de tous déchets et gravois résultant des travaux et leur enlèvement aux décharges publiques ;
- Les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux ;
- Le ramassage et la sortie des déchets et des emballages ;
- Le tri sélectif des emballages et déchets et enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur ;
- La notice d'entretien, s'il y a lieu.

Si l'opération comporte plusieurs Lots :

- La protection des ouvrages des autres corps d'état pouvant être détériorée ou salie par les travaux du présent Lot ;
- La quote-part du présent attributaire dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant.

1.1.4.2.6 Définition des unités et mode de métré

m² = surface en projection horizontale y compris pour pentes, rampes.

ml = mètres linéaires.

m3 = mètres Cubes .

ft = Forfaitaire

U = unitaire

Etc en fonction du type de lot.

Les quantités mentionnées dans le présent document tiennent compte des nécessités pour l'exécution du présent lot. Celles-ci sont dans les documents listés ci-dessous en fonction du choix du Maître d'œuvre.:

- DPGF : Décomposition du prix global et forfaitaire ;
- BPU : Bordereau de prix unitaire ;
- DQE : Détail quantitatif estimatif.

Il est entendu que les quantités indiquées dans les documents précités soient réputées avoir été contrôlées avant la remise de son offre par le titulaire du présent lot.

1.1.4.3 CONTENU DU PRIX DU MARCHÉ

Les soumissionnaires sont contractuellement réputés, avant la remise de leur offre :

- Avoir pris pleine connaissance de tous les documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites et lieux et des terrains d'implantation, des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités ;
- Avoir procédé à une visite détaillée des lieux et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, en accès et aux abords, à la topographie et à la nature des terrains (couche superficielle, venues d'eau, etc.), à l'exécution des travaux à pied d'œuvre ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyen de communication, de transport, lieux d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main-d'œuvre, énergie électrique, eaux, installations de chantiers, éloignement des décharges publiques ou privées, accès et pistes de chantiers, etc.) ;

Les soumissionnaires doivent avoir pris connaissance :

- De l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;

- De la présence de canalisations, conduites ou câbles de toute nature, ainsi que des travaux nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- De la réalisation simultanée d'autres ouvrages, ou de toute autre cause ;
- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence, notamment celles données par le CCTP s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels près du maître d'œuvre et le cas échéant du bureau de contrôle, et du bureau d'études techniques, et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (service de l'Équipement, services municipaux, service des Eaux, Électricité de France, Gaz de France, services de sécurité, de télécommunication, câble télédistribution, etc.).

Le prix du marché comprend toutes les dépenses nécessaires à la parfaite exécution des ouvrages confiés, y compris tous les frais, prévus ou non, pour arriver au parfait achèvement des travaux, sans aucune exception ni réserve, tous les travaux nécessaires au bon fonctionnement des ouvrages, les charges financières relatives aux exigences du bureau de contrôle, le cas échéant l'obtention des consuels et l'essai des équipements tels que prévus aux Avis techniques et au CCTP et les frais de compte prorata et inter-attributaire, qui ne saurait être modifiés pour quelque cause que ce soit. Le prix comprend également les études, notes de calcul et plans. Il comprend toutes les taxes fiscales et parafiscales en vigueur.

1.1.4.4 DÉSIGNATION DU LOT PRINCIPAL

1.1.4.4.1 Lot principal : Démolition / Curage

Le lot principal à qui incombera les installations de chantiers y compris leur entretien et leur démontage est :

Le lot Démolition / Curage

1.1.4.5 ATTRIBUTION DES MARCHÉS

1.1.4.5.1 Marché d'entreprises séparées

Le présent CCAP s'applique aux marchés des travaux traités par appel d'offres s'adressant à des entrepreneurs attributaires et dits séparés pour l'ensemble des travaux de bâtiment, les installations techniques et agencements. Lesdits attributaires des marchés séparés assument la responsabilité de leurs travaux jusqu'à l'expiration des garanties légales. Ces entrepreneurs attributaires participent donc aux dépenses dites communes de chantier (voir compte prorata).

1.1.5 DÉCOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE (DPGF)

1.1.5.1 LECTURE ET INTERPRÉTATION DU CADRE DE BORDEREAU

1.1.5.1.1 Lecture et étude cadre de bordereau

Un cadre de bordereau (DPGF) sera joint au dossier d'appel d'offres avec ou sans les quantités du maître d'œuvre et il servira de guide à la remise de prix des soumissionnaires d'un ou plusieurs lots. Ce cadre de bordereau énumère les diverses unités d'œuvre employées dans la construction.

La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) est un document qui décompose les différents éléments entrant dans le prix forfaitaire d'une prestation à réaliser par lot de chaque soumissionnaire.

La DPGF a une valeur contractuelle et doit être annexée au marché public. Elle permet de déterminer le coût global des travaux et de faciliter la comparaison des offres des soumissionnaires.

Chaque soumissionnaire est tenu de mettre ses propres quantités en suivant scrupuleusement ce cadre.

1.1.5.2 LECTURE ET INTERPRÉTATION DU QUANTITATIF

1.1.5.2.1 Lecture et étude du quantitatif

Un bordereau quantitatif (DPGF) sera joint au dossier d'appel d'offres et servira de guide à la remise de prix des soumissionnaires d'un ou plusieurs lots. Ce bordereau quantitatif énumère les diverses unités d'œuvre employées dans la construction et spécifie la quantité nécessaire de chacune d'elles. Les erreurs éventuelles de quantités portées sur cette décomposition et relevées après la remise de la soumission ne pourront en aucun cas conduire à un changement du prix global forfaitaire porté sur cette dernière.

Chaque soumissionnaire est donc tenu de vérifier ou de signaler toutes modifications de ces quantités avant la remise de prix, tout recours à posteriori contre la maîtrise d'œuvre étant exclu.

Il est donc réputé, avant la remise de son offre avoir apprécié toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité, en outre il doit contrôler toutes les indications du dossier de consultation, notamment des plans, des dessins et du CCTP.

Dan le cas ou le soumissionnaire est devenu l'attributaire d'un ou plusieurs lots, qu'il ne pourra par la suite se prévaloir de ces anomalies, erreurs ou omissions, pour justifier une augmentation du montant de son marché. Il exécutera donc, comme faisant partie de son marché, tous les travaux ou fournitures accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages envisagés.

1.1.6 RÉGLEMENTATION SÉCURITÉ INCENDIE

Le maître d'œuvre a tenu compte de ces exigences dans les documents particuliers du marché. Néanmoins il incombera à L'entrepreneur de s'assurer que les matériaux qu'il envisage de mettre en œuvre répondent bien aux exigences de la réglementation Sécurité contre l'incendie du local concerné, il en prendra la responsabilité.

En tout état de cause, il incombera à chaque adjudicataire du présent marché et/ou à son ou ses fournisseurs, d'apporter la preuve que la réaction au feu des matériaux et produits et le comportement au feu des ouvrages de son marché répondent à la réglementation incendie en vigueur.

1.1.6.1 RÉACTION AU FEU DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

En ce qui concerne les exigences de réaction au feu des matériaux et produits, il ne pourra être mis en œuvre que ceux répondant au classement requis par la réglementation pour l'emploi envisagé.
Les étiquetages d'identification des produits et matériaux devront toujours comporter l'indication de leur réaction au feu, attestée par un procès-verbal d'essai.

1.1.6.2 COMPORTEMENT AU FEU DES OUVRAGES

Pour ce qui concerne le comportement au feu des ouvrages mis en place, ceux-ci devront toujours répondre aux degrés coupe-feu et/ou degré pare-flamme et autres exigences, dans tous les cas ceux exigés par la réglementation en vigueur au moment de l'AO et en fonction du type de locaux, de l'implantation, de la situation, etc., de l'ouvrage considéré.

1.1.7 RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

Règlement, codes, lois, cahiers et avis applicable aux marchés privés.
ET
Règlement, codes, lois, cahiers et avis applicable aux marchés publics.
Ci-dessous :

1.1.7.1 RÈGLEMENT, CODES, LOIS, CAHIERS ET AVIS APPLICABLE AUX MARCHÉS PUBLICS

Tous les ouvrages seront exécutés suivant les règles de l'Art et devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels existants le premier jour du mois de la signature du marché et notamment :

- Éventuellement les ATEC, ATX ou ETN « Enquête de Technique Nouvelle ;
- **L'accessibilité aux handicapés :**
 - * La législation sur l'accessibilité aux handicapés. **La loi du 5 août 2015 (toujours en vigueur en 2023)** et elle ratifie l'ordonnance pour l'accessibilité aux handicapés, qui prévoit que dans les établissements d'une capacité d'accueil de plus de 200 personnes ;
- La loi Élan n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 **(toujours en vigueur en 2023)** et concerne les travaux privés et a voulu assouplir les normes d'accessibilité en modifiant, pour les demandes de permis de construire déposées à compter du 1er octobre 2019, le principe selon lequel tous les nouveaux logements doivent être accessibles. Désormais l'article L. 162-1 du Code de la construction et de l'habitation **(il est toujours en vigueur en 2023)** Il précise :
- Que les aides de l'État pour la construction ou l'acquisition d'un logement neuf sont soumises à des plafonds de ressources pour les bénéficiaires;
- Que 20 % des logements d'un même bâtiment d'habitation collectif doivent être accessibles, et les 80 % restants doivent, quant à eux être évolutifs (article R. 162-2 du Code de la construction et de l'habitation, issu du décret n° 2021-872 du 30 juin 2021) . Elle précise en sus:
 - * La rénovation énergétique des bâtiments ;
 - * La copropriété et la gestion des immeubles ;
 - * La location meublée et le bail mobilier ;

- * La lutte contre l'habitat indigne et les marchands de sommeil ;
- * L'accessibilité des logements aux personnes handicapées ;
- * L'encadrement des loyers dans les zones tendues.
- La Nouvelle Réglementation Acoustique (NRA) ;
- La Réglementation Thermique (RT 2012 et RE 2020) "**pour cette dernière voir (*) en bas du présent article**" ;
- Le cahier des clauses administratives générales CCAG travaux applicable depuis le 1er avril 2021 et cela au sens de l'article L.1111-2 du code de la commande publique;
- **Application de la NF P 03-002 du 3 Oct 2014.** Le présent document a pour objet de mettre à la disposition des intéressés un "Cahier des Clauses Admistratives Générales applicable aux travaux de génie civil faisant l'objet de marchés privés". Le présent document s'applique aux travaux neufs ainsi qu'aux travaux de transformation et de réparation de tous ouvrages de génie civil.
- **Application du code des marchés publics depuis le 1er avril 2019 " Code de la commande publique au 1 avril 2019"**
 _Ce nouveau code de la commande publique (CCP) et ses modifications suivant la loi n° 2021-1109 du 24/08/2021 :
 - * La création d'un nouveau seuil de 25 000 € HT pour les marchés publics ;
 - * La possibilité de recourir à la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence pour les marchés de faible montant ;
 - * La clarification des règles relatives aux marchés de partenariat ;
 - * La promotion des clauses sociales et environnementales dans les marchés publics ;
 - * La dématérialisation complète des procédures de passation des marchés publics .
- **La retenue de garantie** dans les marchés publics est prévue par l'article L2191-7 du code de la commande publique. Ce texte a remplacé l'ancienne loi n° 71-584 du 16 juillet 1971 qui réglementait les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3° du code civil. La retenue de garantie ne peut être supérieure à 5% du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution. Elle est restituée au titulaire à l'issue du délai de garantie, sauf si des réserves subsistent
- Le Code civil ;
- Le code de la construction et de l'habitation ;
- Le Code de la santé publique ;
- Le code de l'environnement (partie législative) ;
- Le code de l'Urbanisme ;
- Le Code des communes ;
- Le code du travail ;
- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le Code rural ;
- Les Eurocodes suivant chaque type de lot;
- Le règlement sanitaire duquel relève la ville de.....;
- La notice de sécurité ;
- Le résultat de la campagne de sol ;
- Les remarques du permis de démolir ;
- Les attendus du permis de construire ;
- Les avis des Bâtiments De France (ABF) ;
- Les avis du coordonnateur de sécurité existants ou à venir ;
- Les Normes Françaises (NF) et Européennes (EN) homologuées ;
- Les prescriptions de la santé publique ;
- Les réglementations incendie ;
- Les règlements de sécurité ;
- Les Règles de l'Art ;
- Les Règles Professionnelles ;
- Normes AFNOR ;
- Prescription technique du concessionnaire EDF ;
- Prescriptions techniques du CSTB ;
- Application de la Responsabilité Élargie du Producteur qui oblige les fabricants de Produits, Matériaux et Composants du Bâtiment à organiser et financer la collecte et traitement des déchets issus de leur produit(**REP PMCB**) ;
- Les textes concernant le respect de l'environnement pendant les travaux ;
- Les textes concernant les conséquences sur l'environnement des travaux du présent marché
- Les textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier ;
- Les Cahiers des Charges des DTU (Documents Techniques Unifiés) et de leurs additifs publiés par le CSTB avec les

- différentes mises à jour et annexes ;
- Les Cahiers des Clauses Spéciales des DTU, les règles des DTU ;
- Les essais des installations techniques de bâtiments réalisés par les entreprises sur le chantier avant la réception, afin de s'assurer de leur bon fonctionnement ,font désormais l'objet d'attestations d'essais de fonctionnement de l'AQC, qui remplace les anciens PV Coprec ;
- Les lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la construction Les lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la construction ;
- NF X 46-011,(de Déc 2020) pour les travaux de traitement de l'amiante modalités d'attribution et de suivi des certificats des entreprises. Elle est toujours en révision, elle aurait dû sortir en 2023 !;
- **Et en conclusion :** tous les autres textes dits réglementaires et législatifs ayant trait à la construction, à l'urbanisme, à la sécurité des biens et des personnes.

(*) Nota :

La RE 2020 "Réglementation Environnementale" est en vigueur et est obligatoire pour tous les bâtiments neufs depuis le 1er janvier 2022. et remplace la RT 2012..

Liste ci-dessus non limitative.**1.1.8.2.1 Si il y a une divergences entre ces différents documents, la hiérarchie est la suivante**

CCAP, CCTP, CCAG, CCTG, actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché, offre du titulaire.

Cette hiérarchie est établie par le cahier des clauses administratives.

Liste des documents remis ou pour consultation du présent projet:

- Plans EDL (DOE existant)
- Plans projets, visuels 3D
- Cahier des clauses particulières CCAP et CCTP
- Acte d'engagement
- DPGF
- Plannings prévisionnels
- Règlement de la consultation;

1.1.8 EXIGENCES FONDAMENTALES

Dans le présent projet les soumissionnaires ayant été attributaires de un ou plusieurs lots devront respecter l'ensemble des exigences réglementaires ou fondamentales qui s'appliquent aux projets de construction, notamment :

- La sécurité incendie ;
- L'accessibilité handicapé ;
- La protection contre le bruit ;
- La santé des occupants et la protection de l'environnement (amiante, plomb, radon, etc) ;

Chaque soumissionnaires devra dans tous les cas respecter la réglementation concernant :

- La réaction au feu des matériaux et produits devant être mis en œuvre ;
- Le comportement au feu des ouvrages en place .

Les étiquetages d'identification des matériaux et matériels devront toujours comporter l'indication de leur réaction au feu, attestée par un procès-verbal de classement.

Les réactions au feu des matériaux et matériels devront toujours répondre aux exigences de la réglementation de sécurité contre l'incendie selon le type de locaux concernés.

Le maître d'œuvre a tenu compte de ces exigences dans les documents particuliers du marché.

Il incombera à chaque attributaire d'un ou plusieurs lots de vérifier que les matériaux qu'il envisage de mettre en œuvre répondent bien aux exigences de la réglementation sécurité contre l'incendie du bâtiment et du local concerné et de fournir les procès-verbaux correspondants

Nota :

En tout état de cause, il incombe à l'attributaire d'un ou plusieurs lots et à son fournisseur d'apporter la preuve du classement au feu des matériaux et matériels concernés

1.2 OBJET ET CONNAISSANCE DES TRAVAUX

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessous les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots . Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document , ils sont reconnus ayant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

1.2.1.2 PROTECTION DES EXISTANTS

Protection des ouvrages existants

Avant toute exécution de travaux des existants, chaque attributaire d'un ou plusieurs lots devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles et nécessaires pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommage des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

De principe c'est l'attributaire du lot de Curage / démolition qui doit (sauf stipulation contraire dans le CCTP), pendant toute la durée des travaux, la protection mécanique contre les ébranlements et les chocs des arêtes et des saillies, contre les épaufrures et contre la dessiccation et le gel des divers revêtements avant la mise en service et l'enlèvement de la protection en fin de chantier. En outre, il doit la réfection des ouvrages défectueux constatés soit en cours de travaux, soit à la réception.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux qui sont utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois.

Devront particulièrement être protégés dans la mesure où ils ne sont pas à remplacer dans le cadre des travaux prévus :

- Les revêtements de sols et plus particulièrement ceux qui sont en tapis textile, moquette, parquets, ainsi que ceux en marbre ou en pierre, le cas échéant ;
- Les escaliers et plus particulièrement ceux en bois, et ceux qui sont avec revêtements textiles et moquette ;
- Les ouvrages en bois apparent, le cas échéant ;
- Les appareils sanitaires et robinetteries.

Selon la nature des travaux à réaliser, il devra être mis en place tous les dispositifs nécessaires à cet effet.

Mesures de conservation des ouvrages existants

Les protections à mettre en place seront fonction de la nature et de l'importance des travaux et de l'état de conservation des existants.

Ils pourront être, selon le cas, des planchers et bâches de protection, des garde-gravois, des recouvrements par film plastique, des écrans anti poussières, des films verticaux collés, et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires.

Chaque attributaire du présent marché devra maintenir la protection initialement mise en place par le lot Démolition / Curage et ou de la compléter par des protections plus adaptées à la conservation nécessaire des ouvrages existants et de ses propres ouvrages jusqu'à la réception de ses travaux.

Les ouvrages de protection communs seront à mettre en place par l'entreprise du lot de Démolition / Curage ou à défaut par un attributaire principal désigné par le maître d'œuvre.

Toutes ces protections devront être efficaces et devront être maintenues pendant toute la durée nécessaire. Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par l'attributaire qui lui semblent insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires.

En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition de l'attributaire concerné et cela en début de travaux.

Dans le cas contraire, l'attributaire incriminé aura à sa charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.

Prises en charge des frais de protection des existants

Les frais consécutifs aux mesures de protection et de conservation des existants seront à la charge de chaque lot dans les conditions suivantes :

- Les frais de protections propres à un corps d'état seront à la charge de ce corps d'état ;
- Les frais de protections communes seront à la charge de l'attributaire dit principal de Démolition / Curage
- Les frais de protections communes seront également à la charge de toutes les lots intervenant à l'intérieur du

bâtiment à partir du moment où le corps d'état intervenant estime que les protections collectives seraient insuffisantes pour son intervention

Mesures de conservation des abords

Les abords des bâtiments et plus particulièrement les espaces plantés devront être sauvegardés en leur état.

Espace boisé classé

Sans objet

États des lieux

Le maître d'ouvrage fera établir un état des lieux des existants avant le début des travaux et après finition de ceux-ci.

Cet état des lieux sera établi par huissier (si le maître de l'ouvrage l'estime nécessaire), en présence du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et des entrepreneurs concernés.

Chaque soumissionnaire doit dès sa visite sur site toutes les investigations complémentaires qu'il jugera utiles pour apprécier l'état des bâtiments mitoyens ainsi que l'état des abords et reste seul responsable des désordres qui pourraient intervenir en cours de chantier ou ultérieurement.

Les frais de ces états des lieux seront supportés par le maître d'ouvrage.

Plans des existants

Les plans des existants suivant sont annexés au dossier :

Ces documents graphiques :

- Sont des documents d'origine de la construction, ils sont donnés à titre strictement indicatif et n'ont aucune valeur ou caractère contractuel ;

Dimensions des existants

Les dimensions d'ouvrages indiquées dans le CCTP sont des dimensions approximatives données à titre strictement indicatif et non contractuel.

Il en est de même pour ce qui est des cotes et dimensions figurant sur les documents graphiques joints à titre indicatif, qui ne sont en aucun cas contractuelles.

Les soumissionnaires étant devenus attributaires d'un ou plusieurs des lots du présent marché sont contractuellement réputés avoir, avant la remise de leur offre, procédé sur le site au contrôle des dimensions des ouvrages de leur lot.

Au moment des travaux, les attributaires du présent marché procéderont sous leur seule responsabilité, à la totalité des levés de cotes qui leur sont nécessaires.

Travaux de dépose et de démolition

Les travaux de démolition ne font l'objet d'aucun DTU, ni CCTG et aucun document de référence contractuel ne peut être cité.

Les travaux de démolition devront en revanche respecter strictement les spécifications des « Spécifications techniques générales », les différentes réglementations les concernant et notamment :

- Les prescriptions du permis de démolir le cas échéant, coordonnateur sécurité et protection de la santé ;
- Les réglementations locales concernant les démolitions ou, à défaut, les instructions des services publics concernés et notamment du permis de démolir ;
- Toutes les réglementations concernant la sécurité, l'hygiène et la sécurité sur les chantiers, la protection de l'environnement, les limitations des bruits de chantier, etc.

Chaque attributaire sera censé être en possession et connaître parfaitement tous les documents contractuels applicables aux travaux de son marché, s'être rendue sur place et avoir effectué une visite détaillée des lieux pour établir leur offre.

Coupures des fluides - Consignation des réseaux

Il appartiendra à l'attributaire du lot Plomberie, Climatisation, CFO-CFA de prendre ainsi contact en temps voulu avec les services

techniques de la ville si nécessaire, les services concessionnaires ... avant tous travaux de déposes ou de démolitions, pour s'assurer que les coupures des fluides ont bien été effectuées et que les zones travaux sont bien isolés des réseaux.
Une attestation de bonne exécution de ces coupures de fluides sera exigée.

Les travaux de dépose et de démolition devront être réalisés avec soins pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés.

Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose, tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc.

Les méthodes et moyens de dépose sont laissés au choix des adjudicataires qui devront les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

Matériaux et matériels de récupération

Le maître d'ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et démolitions.

Ces matériels, matériaux et équipements sont, le cas échéant, définis au début des travaux.

Ils seront à déposer avec soin, à trier et à ranger par chaque adjudicataire dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui lui seront indiqués en temps utile.

Les sujétions de récupération font partie du prix du marché.

En dehors de ces matériaux récupérés et rangés, chaque attributaire du présent marché aura la liberté de récupérer tous les matériaux de son choix, mais il devra les évacuer du chantier en même temps que les gravois.

Tous les autres matériaux, quels qu'ils soient, en provenance des démolitions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, seront acquis à chaque attributaire dans leur lot respectif et qui pourra en disposer à son gré après enlèvement du chantier.

Échafaudages - Agrès - Protections - Etc.

Les prix du marché comprennent implicitement tous les échafaudages, agrès, etc., nécessaires pour réaliser les travaux, ainsi que tous les garde-corps, garde-gravois, platelages, écrans et tous autres nécessaires pour assurer la sécurité.

Bruits de chantier

Compte tenu des conditions du chantier, il devra être apporté une attention particulière aux bruits de chantier.

Les attributaires d'un ou de plusieurs lots du présent marché devront veiller à ce que les bruits de chantier ne dépassent en aucun cas les limites fixées par la réglementation, et ils auront à prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions existantes, il pourra être demandé aux attributaires de chaque lot de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans les prix des marchés.

Stockage de matériaux sur les planchers existants

En ce qui concerne le stockage de matériaux à court terme, qui est pour certains travaux indispensable à leur avancement normal, il appartiendra à chaque attributaire d'un ou de plusieurs lots du présent marché de prendre toutes dispositions pour éviter que les planchers existants prennent une flèche, si minime soit-elle.

En cas de non-respect par l'attributaire de cette prescription, le maître d'œuvre pourra immédiatement prendre les mesures qui s'imposent, aux frais de adjudicataire du lot responsable.

Nettoyages

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et les attributaires devront prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure et au minimum tous les soirs.

En fin de travaux, les attributaires d'un ou de plusieurs lots du présent marché devront enlever toutes les protections et effectuer tous les nettoyages nécessaires dans tous les locaux touchés par les travaux de même que dans ceux utilisés pour le passage des ouvriers, les approvisionnements et l'enlèvement des gravois.

En résumé, les attributaires de chaque lot devront, en fin de chantier, restituer les existants dans le même état de propreté que celui dans lequel ils les ont trouvés au démarrage du chantier.

En cas de non-respect par les attributaires de leurs obligations découlant des prescriptions concernant les nettoyages, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages par un intervenant extérieur de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles des attributaires d'un ou de plusieurs lots du présent marché, et aux frais de ces derniers.

Nettoyage en fin de chantier

Le nettoyage sera réalisé en deux phases :

Phase 1. Avant opérations préalables à la réception (OPR)

- Dépoussiérage, balayage, enlèvement des protections pour l'ensemble des locaux, vitrage, matériel et équipements, afin de permettre le contrôle quantitatif et qualitatif des ouvrages, appareils, châssis, etc.

Phase 2. Après levée des réserves d'OPR et avant réception

- Nettoyage final et complet de l'ensemble des locaux, appareils, vitres, équipements, etc., pour la livraison des locaux au maître d'ouvrage.

Nettoyage des espaces extérieurs et des voiries y compris évacuation des gravois

De manière quotidienne

Tout chantier devant impérativement, afin de travailler sereinement, être propre et ordonné, le maître d'œuvre aura tout pouvoir pour faire intervenir un intervenant extérieur spécialisé dont la prestation sera imputée, et ce en cas de défaillance constatée dans le délai de 24 h après demande du maître d'œuvre des attributaires incriminés du présent marché (pour leur non-intervention) .

Remise en état des lieux

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître d'ouvrage, au plus tard le jour de la réception des travaux.

Cette remise en état des lieux se fera dans les conditions suivantes :

- Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots du présent marché enlèvera ses propres installations, matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais ;
- L'attributaire du lot démolition / Curage ou dit aussi principal aura en plus à enlever, à ses frais, tous les ouvrages provisoires et installations réalisés par ses soins en début de chantier ;
- Cet attributaire dit principal aura également à enlever toutes les installations de chantier communes, bureaux de chantier, etc., réalisés par ses soins en début de chantier.

Il est d'autre part stipulé que tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition des attributaires ne seront pas démontées et les lieux remis en état, les attributaires resteront seuls responsables de tous les dommages causés aux tiers.

1.2.1.3 SAUVEGARDE DES PROPRIÉTÉS VOISINES CONTIGÜES

Sauvegarde des propriétés voisines contiguës

L'ensemble des attributaires devront toujours prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer dans tous les cas et cela, pendant la durée des travaux, ainsi que de la sauvegarde et le maintien en leur état de début de chantier les propriétés voisines contiguës .

Toutes dispositions devront être prises en temps voulu pour éviter dans tous les cas tous dommages ou désordres, si minimes soient-ils, aux existants, tant en ce qui concerne les détériorations et dommages en cours d'exécution des travaux, qu'en ce qui

concerne les désordres pouvant apparaître après finition de ces travaux.

Travaux à réaliser dans des établissements en service

Les travaux sont à réaliser sur des constructions situées dans l'enceinte d'un établissement existant.

Les différents services de cet établissement devront pouvoir fonctionner normalement pendant la durée des travaux.

Les attributaires du présent marché devront en fonction de leur lot prendre toutes dispositions pour permettre ce fonctionnement.

Sécurité des personnes

Toutes dispositions devront être prises pour assurer la protection et la sécurité des personnes ayant à circuler aux abords du chantier.

Clôtures intérieures des zones de chantier

Comme il est dit ci-avant, le chantier est situé à l'intérieur de l'enceinte d'un établissement en service.

Dans ces conditions, et afin de limiter dans la mesure du possible les perturbations au fonctionnement normal d'une part, et pour assurer la sécurité des personnes, d'autre part, il sera nécessaire d'installer les clôtures provisoires de chantier qui pourront évoluer selon la tranche de travaux dans laquelle nous nous situerons.

Ces clôtures devront isoler les zones de chantier à l'intérieur de l'enceinte au fur et à mesure de l'exécution des différentes phases de travaux.

L'attributaire du lot curage / démolition aura à sa charge :

- L'installation des clôtures comprises toutes fournitures ;
- L'entretien de ces clôtures pendant la durée du chantier ;
- La dépose et l'enlèvement des clôtures en fin de chantier et la remise en état d'origine de la zone concernée

Ces clôtures seront mises en place à la demande du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre au fur et à mesure de l'exécution des différentes phases du chantier, et leurs tracés seront mis au point par attributaire du lotet le maître d'œuvre en accord avec le maître d'ouvrage au début des travaux, et en cours de travaux.

1.2.2 PRISE DE CONNAISSANCE DU PROJET

1.2.2.1 VÉRIFICATION DES DOCUMENTS

1.2.2.1.1 Vérification des pièces écrites

Chaque soumissionnaire participant à un appel d'offres public est soumis à des obligations légales et réglementaires. Ainsi, il admet avoir une parfaite et totale connaissance du projet par le seul fait de soumissionner, non seulement il doit connaître les pièces contractuelles de son propre corps d'État mais également tous les documents ayant une incidence sur son propre lot et de ceux ayant un lien direct avec son lot ou de ses lots.

En ce qui concerne la vérification des pièces écrites dans les documents du maître d'œuvre, il est recommandé à chaque soumissionnaire de vérifier attentivement les documents fournis par le maître d'œuvre et de lui signaler par écrit toute erreur ou omission dès que possible. Dans les cas d'un manque de pièces lors de l'édition des devis descriptifs qui ne lui auraient pas été remis intégralement dans l'AO, celles-ci peuvent à tout moment être consultées au bureau de la maîtrise d'œuvre et ou lui être envoyées par e-mail.

Après examen, il doit nécessairement signaler à la maîtrise d'œuvre tout élément susceptible d'avoir une influence sur l'établissement du projet définitif, faute de quoi il sera réputé s'être engagé à subvenir à toutes prestations de son domaine d'activité, obligatoires à la perfection de l'achèvement de l'œuvre même si celles-ci ne sont pas explicitement décrites ou dessinées. Il doit proposer également, en temps utile, à la maîtrise d'œuvre toutes modifications aux dispositions du projet qui permettraient d'améliorer la qualité des travaux de sa profession ou de l'ensemble du bâtiment, sans que le prix forfaitaire soit modifié par une augmentation.

Dans le cas où les dimensions mentionnées dans le devis descriptif diffèreraient de celles portées sur les plans, le soumissionnaire

est tenu d'envisager pendant son étude la solution la moins onéreuse et elle est dite forfaitaire pour des ouvrages en parfaite finition .Il lui est fait également l'obligation et cela avant sa remise d'offre de faire par écrit toute remarque auprès du maître d'œuvre . Une fois qu'il passe de l'état de soumissionnaire à l'état d'attributaire d'un ou plusieurs lots, il ne pourra plus prétendre à aucun supplément en s'appuyant sur le fait que des ouvrages mentionnés sur les plans et sur le CCTP pourraient se présenter inexacts, incomplets ou contradictoires après la remise de son offre.

1.2.2.1.2 Vérification du quantitatif

Le dossier de consultation (AO) comprend **(sauf stipulation contraire dans le CCTP.)** un devis quantitatif établi par la maîtrise d'œuvre, en sus du devis descriptif. Le montant global forfaitaire proposé sera forcément basé sur les indications dudit devis. Toutefois, les candidats doivent fatalement indiquer toute constatation d'erreur et signaler l'incidence financière sur annexe, joint à l'offre en effet chaque soumissionnaire est soumis à des obligations dites légales et réglementaires.

Néanmoins, les concurrents disposent d'un délai se limitant à huit jours calendaires, à compter de la date limite de remise des offres, afin de contrôler les quantités indiquées au devis du DCE, ceci sans invitation particulière verbale ou écrite de la maîtrise d'œuvre et du maître d'ouvrage. Le soumissionnaire qui est devenu l'attributaire d'un ou plusieurs lots ne s'étant pas manifesté, ce délai passé, les quantités seront considérées acceptées et le montant global forfaitaire de l'offre sera estimée avalisée et en adéquation à la prestation définie par les pièces écrites et graphiques du dossier d'appel d'offres.

Tout recours engagé ultérieurement par l'un des attributaires du marché contre la maîtrise d'œuvre et le maître d'ouvrage concernant les quantités sera inévitablement considéré comme caduque.

1.2.2.2 COTES DE CONSTRUCTION

Chaque soumissionnaire du présent marché doit pendant la consultation de l'AO prendre connaissance des prescriptions des lots ayant un lien direct avec le présent lot . Il doit vérifier la concordance entre les plans soit :

- Dans le cas d'ouvrages existants ;

Ou

- De ceux devant être réalisés pour le présent projet après les travaux précités.

Les dimensions exactes des ouvrages à réaliser devront également tenir compte de la nature des façades qu'elles soient existantes ou à créer conformément aux plans et documents joints à l'appel d'offres. Et notamment pour les tolérances dimensionnelles, du traitement des points singuliers du présent lot avec les ouvrages avoisinants, de leur alignement, de leur fabrication et de leur mise en œuvre des éléments. Les cotes de construction seront relevées sur le chantier dans la mesure du possible par le titulaire suivant les possibilités du planning d'exécution des travaux TCE.

En effet, dans le cas où des travaux ont été réalisés avant son intervention et qu'il découvrirait, une anomalie soit au stade de son étude ou avant le début de ses travaux, il devra en informer immédiatement le Maître d'œuvre et de n'entreprendre ses travaux qu'après avoir eu l'aval du Maître d'œuvre. En cas de non-respect de cette prescription il ne pourra pas arguer d'une erreur ou omission pour demander un supplément de prix à son offre initiale.

1.2.3 PRISE DE POSSESSION DU SITE

1.2.3.1 CONSTATS D'HUISSIER

1.2.3.1.1 Constat d'huissier

A noter qu'un constat photographique sera réalisé par le maître d'ouvrage mais le maître d'ouvrage n'envisage pas la réalisation d'un constat d'huissier au vu de l'ampleur et nature des travaux

1.2.4 SOLIDITÉ DES OUVRAGES EXISTANTS

1.2.4.1 SOLIDITÉ DES EXISTANTS ET HÉBERGÉS

Les règles et obligations en matière de solidité des existants et hébergés dans le cadre d'un marché public peuvent varier en fonction de la nature et de la valeur du marché public concerné.

En général, avant toute intervention sur un site public, lors de son étude chaque soumissionnaire doit avoir effectué une analyse préalable des risques et des contraintes liés à l'environnement existant, notamment en matière de sécurité, de santé et d'environnement et cela afin que lesdites contraintes soient prises en compte dans son offre dite forfaitaire

Chaque soumissionnaire d'un ou plusieurs lots doit également respecter les règles et les normes applicables en matière de construction, de rénovation et de maintenance des bâtiments et des infrastructures publiques. En outre, chaque soumissionnaire d'un ou plusieurs lots doit se conformer aux exigences du maître d'œuvre en matière de formalisme des engagements, de modalités de contrôle et de la prise en compte des variations économiques.

Il est donc recommandé à chaque soumissionnaire d'un ou plusieurs lots de se familiariser avec les règles et les normes spécifiques applicables à leur marché public, ainsi qu'avec les exigences du maître d'œuvre en matière de sécurité, d'environnement et de qualité. Les soumissionnaires d'un ou plusieurs lots doivent également s'assurer qu'elles disposent des ressources nécessaires pour respecter ces exigences avant de soumissionner un appel d'offres public.

1.2.4.1.1 Appréciation de la solidité des ouvrages existants

Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots du présent projet, qu'il devra en fonction de son ou de ses lots, tout sondage approprié pour connaître les caractéristiques (les sections, autres) des éléments des ouvrages sur lequel il doit intervenir :

Exemple :

- * Changeant de destination avec une augmentation ou diminution de la charge d'exploitation ou la présence de nouveaux ouvrages ;
- * Création d'ouvrages neufs (cas de la surélévation). Les notes justificatives de la solidité de la structure existante avec les travaux neufs envisagés seront transmises pour avis technique (planchers, poutres, poteaux, fondations, etc.). Un phasage de démolition des cloisons existantes.
- * Modification par le remplacement d'ouvrages porteurs ;

Etc.

1.2.5 RÉALISATION DES OUVRAGES

1.2.5.1 OBLIGATION DES RÉSULTATS

L'obligation de résultat est un concept juridique qui implique qu'une partie à un contrat s'engage à atteindre un résultat déterminé contractuellement. En cas de manquement à cette obligation, la partie défaillante engage sa responsabilité contractuelle.

Il n'existe pas de texte de loi unique qui détermine l'obligation de résultat. Cependant, l'article 1137 du Code civil français traite des vices du consentement dans le cadre d'un contrat et définit le dol comme étant le fait pour un contractant d'obtenir le consentement de l'autre par des manœuvres ou des mensonges, ou par réticence dolosive c'est-à-dire par silence intentionnel.

Dans le cas où l'attributaire d'un ou plusieurs lots est dit débiteur, alors il sera condamné, s'il y a lieu, au paiement de dommages et intérêts soit à raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution, s'il ne justifie pas que l'exécution a été empêchée par la force majeure.

1.2.5.1.1 Engagement pour la réalisation de l'ouvrage

Dans le cadre contractuel de son marché, l'attributaire du présent lot devra exécuter l'ensemble de ses ouvrages en parfait état de finition suivant les plans de l'appel d'offres et conforme à son offre de prix. Il assurera également une parfaite coordination avec l'ensemble des autres titulaires des autres lots dont les ouvrages viennent en interface avec les ouvrages décrits ci-dessous. Il est soumis à une obligation de résultat, c'est-à-dire.

L'obligation de résultat est définie par le présent document.

- Il est à noter que tous les plans joints au présent dossier marché représentent graphiquement certains principes en complément au présent document. Ces plans ont pour objet de situer les prestations du présent lot dans le présent projet. Ces plans sont dits des plans guides et ne font pas office de plans d'exécution. Les définitions techniques détaillées qu'ils contiennent et qui vont au-delà des principes exposés et elles ne sont qu'indicatives et non limitatives ;
- Le présent lot devra livrer au maître d'ouvrage l'ensemble des ouvrages en complet et parfait état de finition en conformité avec la réglementation et les prescriptions du présent document, et il devra toutes les fournitures et prestations nécessaires, quelles qu'elles soient, pour obtenir ce résultat ;
- Lors de la mise en œuvre de ses ouvrages, l'attributaire devra respecter impérativement toutes les dispositions techniques, architecturales, géométriques ainsi que tous les documents qui lui ont été remis, de leurs annexes et dans les plans divers. Certaines techniques et travaux nécessaires à l'achèvement parfait des ouvrages peuvent être omis dans le dossier, dans ce cas l'attributaire devra alors par son savoir-faire propre à son lot en faire la réalisation, et cela dans le respect des obligations de résultat et des normes en vigueur au moment des travaux ;

- L'attributaire du présent lot devra proposer au maître d'œuvre ses plans d'exécution pour Visa avant tout démarrage de ses travaux et se reporter impérativement aux pièces générales du marché de ses annexes ainsi qu'aux documents dits particuliers de chacun des lots afin d'en avoir une parfaite connaissance.

1.2.6 DIAGNOSTICS

1.2.6.1 DIAGNOSTICS AMIANTE (pas de nécessité suite date permis de construire bâtiment)

Les soumissionnaires sont informés que dans le présent marché de démolition/déconstruction, le maître d'ouvrage qu'un diagnostic amiante a été fait et il est joint au présent document de l'AO.

Le diagnostic a été réalisé par : pas de nécessité au vue de la date de construction du bâtiment

1.2.6.2 DIAGNOSTIC EN MATIÈRE DE RECHERCHE DE MATÉRIAUX ET PEINTURES CONTENANT DU PLOMB "Crep" (pas de nécessité au vue de la date de construction du bâtiment)

Il est fait ici le rappel aux soumissionnaires sur l'état actuel de la réglementation,

Toutefois nous vous rappelons qu'au même titre que tout autre document relatif à la recherche des agents cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques, le présent rapport doit être transmis aux entreprises pour établir leur évaluation du risque selon :

En effet, l'altération de ces matériaux peut présenter un risque d'exposition au plomb des intervenants et doit être évalué le plus en amont possible du début des travaux / démolitions.

Ainsi dont définies les modalités de réalisation du diagnostic en matière de recherche de matériaux et peintures contenant du plomb est le **Décret n° 2023-828 du 28 août 2023**. Ce décret précise les modalités de mise en œuvre des traitements algorithmiques pour la recherche de matériaux et peintures contenant du plomb. Il est également appelé **CREP** (Constat de Risque d'Exposition au Plomb). Le CREP est un diagnostic obligatoire pour les biens immobiliers construits avant le 1er janvier 1949, lors de la vente ou la location d'un bien immobilier à usage d'habitation ou mixte. Il permet d'identifier les revêtements contenant du plomb et d'évaluer leur état de conservation. Le CREP doit être réalisé par un professionnel certifié. certaines inspections du travail réclament un diagnostic en matière de recherche de matériaux contenant du plomb.

Si des matériaux et peintures ont été diagnostiqués, alors le soumissionnaire devra formaliser (avec ou sans le retrait des matériaux) et respecter les règles élémentaires pour que la réalisation du chantier se fasse dans des conditions de sécurité optimales pour les salariés du soumissionnaire et le voisinage. Se reporter, entre autres :

- Fiche de Sécurité maladies professionnelles - plomb, OPPBTP n° en vigueur au moment du présent projet ;
- Cahier du CSTB n° en vigueur au moment du présent projet le plomb dans l'habitat ancien - diagnostic et techniques de réduction des risques ;
- Brochure de 1TNRS Intervention sur les peintures contenant du plomb. Prévention des risques professionnels d'avril 2003.

A titre informatif, les mesures spécifiques de protection des travailleurs intervenant sur les revêtements contenant du plomb sont précisées

- Dans le guide de l'Institut National de Recherche et de Sécurité (INRS) : inrs.fr/inrs « Intervention sur les peintures contenant du plomb – prévention des risques professionnels » ;
- Dans le guide de l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (OPPBTP) et de la Fédération Française du Bâtiment (FFB) : oppbtp.fr/documentation/ « Peintures au plomb – aide au choix d'une solution technique de traitement pour les professionnels du bâtiment » .
- Le constat de risque d'exposition au plomb (**Crep**), aussi **appelé diagnostic plomb**, est un document qui donne des informations sur la présence de plomb dans les logements. Votre logement est concerné par ce diagnostic s'il a été construit avant 1949. Le **Crep** doit être intégré au dossier de diagnostic technique (**DDT**). Le **DDT** doit être remis à l'acquéreur ou locataire en cas de vente ou location d'un logement. Des sanctions sont prévues notamment si le **Crep** n'est pas conforme à la réglementation

1.3 SPÉCIFICATIONS COMMUNES À TOUS LES LOTS

Prestations à la charge des entrepreneurs

Dans le cadre de l'exécution de leur marché, les entrepreneurs devront implicitement et d'une façon générale:

- Toutes leurs installations de chantier ;
- La fourniture, transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de leur marché ;
- L'établissement des plans de réservation et des plans de chantier ;
- L'établissement des plans d'exécution dans les cas où ils seront à leur charge selon CCAP ;
- Tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou descente) nécessaires à la réalisation des travaux ;
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc. dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- La fixation par tous moyens de leurs ouvrages ;
- L'enlèvement de tous les gravats de leurs travaux et les nettoyages après travaux ;
- La main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de leurs ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- La mise à jour ou l'établissement de tous les plans « comme construit » pour être remis au maître de l'ouvrage à la réception des travaux ;
- La remise de toutes les instructions et modes d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements ;
- Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuits, etc. nécessaires pour respecter les délais d'exécution ;
- La quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant ;
- Et tous les autres frais et prestations, même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.
- Seront également compris dans les prix des entrepreneurs les prestations mentionnées ci-après.

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessous les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots . Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document , ils sont reconnus ayant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

1.3.1 GÉNÉRALITÉS

Les prestations des entreprises concernent la fourniture de la totalité de la main-d'œuvre, des matériaux, de l'équipement, des échafaudages, des accessoires, du transport et toutes sujétions non explicitement mentionnées mais strictement nécessaires pour mener à bien jusqu'à l'achèvement complet et en stricte conformité avec les présentes spécifications et les indications des plans applicables, la fourniture et la pose de tous les ouvrages décrits (voir descriptifs)

Chaque soumissionnaire reconnaît avoir eu connaissance de tous les plans et documents du CCTP auquel il est joint des graphiques et écrits nécessaires à la description et à la compréhension du projet. Le présent chapitre donne des renseignements sur la nature des travaux à effectuer, sur leur nombre, dimensions, emplacements ladite description n'a pas un caractère limitatif et chaque soumissionnaire du présent marché de travaux devra à la lumière de son étude exécuter, comme étant compris dans son prix, sans exception, ni réserve, tous les travaux nécessités par sa profession et qui sont indispensables pour l'achèvement complet de son lot. Ainsi, en conséquence, le soumissionnaire une fois attributaire d'un ou de plusieurs lots ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions sur les plans et devis, qui puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux de son lot ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

Chaque soumissionnaire consulté dans le présent marché de travaux est considéré comme homme de l'art et qu'il maîtrise parfaitement toutes les techniques propres à son corps d'État en ayant les qualifications exigées dans le CCTP.

Dans le cas où le soumissionnaire constaterait des omissions ou des anomalies, il devra aviser par écrit, le Maître d'œuvre au plus tard avant la signature des marchés, de toutes réserves et remarques de sa part quant aux descriptions contenues dans le présent devis et qui lui semblent incompatibles avec l'art de la bonne construction. Il devra le cas échéant motiver les raisons de ses réserves et proposer une ou des solutions de remplacement qui ne devront en aucun être la cause de travaux supplémentaires pour tous les lots ayant un lien direct avec son lot.

1.3.1.1 TEXTES ET RÈGLEMENTS

Dans le présent marché de travaux , il est précisé à chaque commissionnaire que tous les ouvrages devront être conformes aux exigences des textes traitant de la construction en vigueur à la passation desdits marchés du présent projet et ces ouvrages seront considérés comme des ouvrages complets et cela même si dans le descriptif / DPGF, ils ne sont pas détaillés, de plus de leurs rappelés ci-après :

- Que tous les documents ne sont pas reproduits dans le présent descriptif afin de ne pas être la cause d'un document trop volumineux et ils sont tous supposés connus de chaque soumissionnaire , qu'il se doit de les respecter dans leur intégralité.

Textes législatifs

- La constitution ;
- Les lois ;
- Le code de l'urbanisme et de l'habitation ;
- Le Code civil ;
- Le code du travail .

Réglementaires

- Les décrets ;
- Les arrêtés ministériels ;
- Les arrêtés interministériels ;
- Les arrêtés préfectoraux ;
- Les arrêtés municipaux ;
- Les circulaires.

Règles techniques

- Les normes françaises AFNOR ;
- Les documents techniques unifiés (D.T.U) .
- Les règles ou recommandations professionnelles .
- Les règles ou recommandations des fabricants .
- Le permis de construire du bâtiment ou la déclaration de travaux

Chaque soumissionnaire devenant attributaire du présent marché pour un ou plusieurs lots devra s'assurer que ses ouvrages sont bien conformes aux prescriptions des textes, et éventuellement proposer au Maître d'œuvre toutes sujétions permettant de s'y conformer et cela sans que cela apporte des travaux supplémentaires aux autres lots ayant un lien direct avec le sien.

En effet , tous les matériaux non traditionnels employés devront avoir fait l'objet d'un avis technique accepté par la commission technique de la section. Le descriptif est là pour cadrer le projet et à faire une simple description des ouvrages, une insuffisance d'indications ne saurait justifier l'inobservation desdits prescriptions des documents ci-dessus.

1.3.1.2 CONDITIONS D'EXÉCUTION

Les divers descriptifs constituant le présent document du projet donnent pour l'ensemble des lots tous les renseignements utiles sur la nature des travaux à effectuer, sur leur nombre, dimensions, emplacement. Mais l'ensemble de cette description n'a pas de caractère limitatif et l'attributaire d'un ou plusieurs lots du présent projet devra exécuter, comme étant compris dans son prix, sans exception, ni réserve, tous les travaux nécessités par sa profession et qui sont indispensables pour l'achèvement complet de son lot.

En conséquence, l'attributaire d'un ou plusieurs lots ne pourra par la suite arguer que des erreurs ou omissions sur les plans et descriptifs du maître d'œuvre , qui puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux de son lot ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix .

1.3.2 SPÉCIFICATIONS D'ORDRE GÉNÉRAL.

Il est spécifier à tous les soumissionnaires que la nomenclature des travaux de chacun des lots a été analysée avec le plus grand soin possible. Le présent CCTP et les plans qui y sont joint ont pour but de renseigner les soumissionnaires de chacun des lots sur la nature, le nombre, et, les dimensions des ouvrages à réaliser. Si ce n'était l'avis de l'entrepreneur, il ne pourrait toutefois se prévaloir de la brièveté, ou, de l'absence d'une prestation pendant ou après la période d'exécution.

Dans le présent projet , le cadre quantitatif "DPGF", lorsqu'il est inclus dans les documents d'appel à consultation, a pour but de faciliter aux entreprises l'approche de l'opération et de permettre une bonne comparaison des diverses offres parvenant au maître d'ouvrage. Les quantités y figurant sont la base conduisant à la détermination du prix global et forfaitaire Il appartient donc aux

soumissionnaires de formuler leurs observations pendant la période d'étude de leur proposition; en tout état de cause, jamais après la remise de celle-ci. Ils devront dans ce laps de temps, indiquer au maître d'œuvre, toute erreur, oubli ou défaut de concordance entre les plans, le cahier des clauses techniques particulières - devis descriptif- et le cadre quantitatif (s'il lui en a été fourni un).

L'attributaire " adjudicataire" disposera ainsi d'un délai de 15 jours calendaires, décompté à partir de la date de notification de l'acceptation de son offre, pour procéder à la vérification complète de toutes les quantités y figurant.

Ainsi le fait d'avoir soumissionné, suppose que chaque soumissionnaire a obtenu tous les renseignements nécessaires à une parfaite réalisation de ses travaux, qu'il a visité les lieux, et, qu'il s'engage à exécuter ceux-ci dans les règles de l'Art; quand bien même il lui semblerait qu'ils ne sont pas parfaitement prévus et définis sur les documents d'appels d'offres, et ce, sans jamais pouvoir prétendre à aucun supplément sur les prix convenus, qui ne serait et ne pourrait d'ailleurs être financé.

L'attributaire " adjudicataire" devra impérativement et sous sa responsabilité la vérification soigneuse de toutes les cotes portées sur les divers documents et s'assurer de leur concordance tant entre les divers plans qu'avec les bâtiments existants, s'il s'agit de rénovation ou s'il existe une mitoyenneté.

Par le fait de débiter ses travaux de sa compétence, impliquera automatiquement son acceptation complète des lieux tels qu'ils sont. Il devra, pour éviter tout conflit avec les autres attributaires " adjudicataires" réceptionner les ouvrages sur lesquels il aura à travailler. S'il avait des réserves à formuler, il devra en demander l'inscription en procès-verbal au maître d'œuvre ou à l'inspecteur de travaux, avant tout commencement d'exécution de sa part. Passé ce délai, sa réclamation serait jugée irrecevable.

Il est fait également mention des règles énoncées dans les CCAG. et CCAP, l'attributaire " l'adjudicataire" reste ainsi responsable de tous les dégâts qui pourraient survenir aux ouvrages de son fait, de celui de son personnel et des intempéries: gel, déshydratation, etc... Pour pallier ces inconvénients, il lui appartient de prendre toutes précautions utiles : - Protections, bâches etc... - Protection contre le vol, qui sont implicitement contenues dans sa proposition. Il assurera directement ou par l'entremise d'un responsable compétent, une surveillance sérieuse de son chantier. En cas non concordance entre les divers documents de consultation et d'exécution, non signalées avant signature du marché, c'est la pièce la plus contraignante pour l'attributaire " l'adjudicataire" qui sera retenue pour l'exécution.

Ainsi compte tenu de ce qui précède, si en cours de chantier il est constaté des anomalies ou contradictions entre les différentes pièces du marché, la solution la plus contraignante pour l'entreprise pourra être tenue, sans contestation possible de l'entreprise, qui devra en accepter, et les contraintes d'exécution et éventuellement les plus-values correspondantes.

1.3.3 PRÉLIMINAIRES

L'attributaire du présent lot devra réaliser toutes les actions préliminaires nécessaires à la réalisation de son lot ainsi que celles des autres lots en liens direct ou indirect.

Nota:

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessous les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots . Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document , ils sont reconnus ayant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

1.3.3.1 ORIGINE DES TRAVAUX

1.3.5.1.3 Tertiaire

Les ouvrages du présent lot devront être réalisés suivant les plans fournis lors de l'AO ainsi que des directives du présent CCTP du maître d'œuvre.

1.3.3.2 IMPLANTATION - TOLÉRANCES

L'entrepreneur devenant l'attributaire d'un ou plusieurs lots il est le seul responsable de la mise en œuvre de ses ouvrages et cela dans les limites des tolérances admises dans le DTU du présent lot.

En cas d'erreur entraînant des reprises d'ouvrage et retards du planning, celle-ci supportera en totalité les conséquences financières.

il devra vérifier les zones de son intervention, ainsi que de tous les autres ouvrages en étroite relation avec les siens et notamment pour:

- Leur conformité aux DTU et règles de l'art ;
- Leurs implantations ;

- Leur altimétrie, entrant dans les limites des tolérances admises pour la mise en œuvre des divers matériaux employés à la réalisation du second œuvre ;

Le présent lot devra prendre connaissance de l'article 7 : Prise de possession du site bases contractuelles.

1.3.3.3 DÉMARCHES ET AUTORISATIONS

Il est précisé à l'attributaire du présent lot :

Que si dans le cadre du présent projet le présent attributaire est le seul intervenant :

- Qu'il lui appartiendra d'effectuer en temps utile, toutes démarches et toutes demandes nécessaires auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc. nécessaires à la réalisation des travaux. Tous les frais en résultant qui seront compris dans son offre..
- Qu'il devra fournir les copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches, devront être transmises au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

En effet, conformément à l'article correspondant du CCAP rendant applicable aux marchés dits privés de la norme NFP 03.001 et ceux du CCAG Travaux publics qui es applicable depuis le 01/04/2016 et suivant cas des prescriptions du PGCSPS seront chiffrés dans ce poste.

1.3.3.4 CONDITIONS TECHNIQUES IMPRÉVUES

Dans le présent document, il est précisé aux divers soumissionnaires qu'une fois attributaire du lot, il devra prendre en compte :

- Les dispositions du présent CCTP s'appliquent compte tenu de la connaissance du site et des données connues au moment de la remise des offres des entrepreneurs dits soumissionnaires.

Si des conditions techniques imprévues, dans l'appréciation de la situation effectivement rencontrée ou dans l'état du sol ou du sous-sol (réseau par exemple), imposent une modification importante des conditions du marché, l'attributaire du présent lot en avisera aussitôt le maître d'œuvre et lui soumettra les nouvelles dispositions techniques qu'il propose d'adopter.

1.3.3.5 PRISE DE POSSESSION DU SITE BASES CONTRACTUELLES

1.3.4.6.2 Situation du chantier

Les soumissionnaires sont contractuellement réputés avoir parfaite connaissance :

- De tous les critères et paramètres concernant l'implantation géographique du site, la situation, les dimensions, etc. du présent projet.

Ils devront, compte tenu de leurs parfaites connaissances, procéder au contrôle des supports ayant un lien direct avec le présent lot et qu'ils répondent à la description faite dans DESCRIPTION DES TRAVAUX et de suppléer (*) au éventuelles omissions et cela suivant les règles de l'art et DTU propres du présent lot.

(*) Dans le cas contraire : le soumissionnaire établira son offre comprenant les incidences des modifications qu'il aura apportées pour rendre le projet conforme à la réglementation.

Le soumissionnaire établira son offre sur la base du projet remis et joindra, en annexe à cette offre, une seconde offre comprenant les incidences des modifications qu'il aura apportées pour rendre le projet conforme à la réglementation.

Si l'attributaire remet uniquement une offre sur la base du projet remis, cette offre sera réputée répondre à la réglementation en vigueur.

1.3.4.6.3 État du chantier

Les travaux ne pourront être effectués que si les différentes conditions sont toutes satisfaites, sauf instructions différentes du maître d'œuvre.

Ces différentes conditions à satisfaire sont énumérées dans le NF DTU du présent lot.

La réalisation du présent se fera :

- En site libre.

1.3.4.6.4 Côtes de construction

Les dimensions exactes des ouvrages à réaliser devront également tenir compte :

- De la fonction qui leur a été attribuée sur les plans et documents d'appel d'offre et en particulier pour les tolérances de côtes qui peuvent être différentes suivant le type des matériaux ou des matériels utilisés ;
- De leur bonne position avec les autres types d'ouvrages avoisinants et cela afin de réaliser une mise en œuvre parfaite des divers matériaux ou des matériels du présent projet ;
- Les côtes définitives de construction des divers locaux elles seront relevées sur le chantier par l'attributaire. En effet les cotes mentionnées sur les plans sont indicatives et en fonction de l'exécution propre des ouvrages de chaque lot.

1.3.4.6.5 Cantonnement, installation de chantier

Le cantonnement de chantier sera assuré par la mise à dispositions par la Maîtrise d'Ouvrage au sein de l'établissement, comprenant :

- Vestiaires, réfectoire, sanitaires ..

1.3.4.6.6 Local ou locaux de stockage

Stockage à réaliser sur zone chantier (en intérieur uniquement). Espace limité.

1.3.3.6 RÉCEPTION DES SUPPORTS DES AUTRES LOTS**Réception des supports**

L'entrepreneur attributaire du présent lot devra procéder à la réception des supports ayant un lien direct avec le sien..

Pour cette réception, l'entrepreneur du présent lot vérifiera que les ouvrages répondent bien aux exigences des DTU et aux Règles professionnelles, et plus particulièrement au DTU du présent lot.

Cette réception sera faite en présence du maître d'œuvre, de l'entrepreneur ayant réalisé les supports et de l'entrepreneur du présent lot.

Supports non conformes

En cas de supports ou parties de supports non conformes, l'entrepreneur du présent lot fera par écrit au maître d'œuvre, ses réserves et observations avec justifications à l'appui.

Il appartiendra alors au maître d'œuvre de prendre toutes décisions en vue de l'obtention de supports conformes.

Le maître d'œuvre pourra être amené à prescrire des travaux complémentaires nécessaires.

Selon leur nature, ces travaux complémentaires seront réalisés, soit par le lot ayant exécuté les supports, soit par le présent lot, mais les frais en seront toujours supportés par l'entrepreneur ayant exécuté les supports.

Dans le cas où le présent intervient après un autre lot, alors, le présent lot doit réceptionner le support sur lequel ses travaux seront à réaliser. Une fois les travaux entrepris, le présent ne pourra arguer d'un mauvais état dudit support pour tout recours auprès du lot :

- Dalles BA ;
- Murs béton ou autres matériaux

Ou

- Autres

Etc.

1.3.4.7.1 Réception des planchers

Dans le cas où le présent à des ouvrages incorporés dans les planchers de toutes natures, il devra fournir ses propres plans d'incorporation " réservations" au le lot Gros-Œuvre. Néanmoins, l'attributaire du présent lot devra réceptionner lesdits planchers avant l'exécution de ses travaux, en présence de l'attributaire du Gros-Œuvre et de la maîtrise d'œuvre.

Dans le cas où une mise en œuvre de l'attributaire du présent lot serait réalisée sans réception du support, celui-ci serait considéré comme tacitement réceptionné. De ce fait, l'ensemble des travaux de reprise de planéité, ragréage, etc. serait à la charge du présent lot.

1.3.4.7.2 Réception cloisons sèches et traditionnelles

Dans le cas où le présent à des ouvrages incorporés dans les supports bois, il devra fournir ses propres plans d'incorporation " réservations" au le lot Cloisons sèches / Plâtrerie - Menuiserie. Néanmoins, l'attributaire du présent lot devra réceptionner ces supports bois avant l'exécution de ses travaux, en présence de l'attributaire du lot et de la maîtrise d'œuvre.

Dans le cas où une mise en œuvre de l'attributaire du présent lot serait réalisée sans réception du support, celui-ci serait considéré comme tacitement réceptionné. De ce fait, l'ensemble des travaux de reprise de planéité, ragréage, etc. serait à la charge du présent lot.

1.3.3.7 Responsabilité vis à vis des tiers

Le titulaire du présent lot sera ainsi responsable jusqu'à l'achèvement des travaux :

- Du maintien en bon état des installations de toute nature effectuée ;
- Il devra en conséquence, prévoir toutes les mesures qui s'imposent afin de ne pas occasionner de dommages, ni de motiver de réclamations de quelque nature que ce soit de la part des tiers ;
- Dans les cas d'un préjudice quelconque à leur endroit, la réparation intégrale serait à la charge de l'attributaire du présent lot dans le cas express d'une non-connaissance du lot incriminé.

En aucun cas, la responsabilité du Maître d'Ouvrage ne pourra être recherchée.

1.3.3.8 Règles de calcul

Elles ne sont pas énumérées, elles sont réputées connues par les soumissionnaires , puis comme attributaire d'un ou plusieurs lots et ils sont réputés comme homme de l'art.

1.3.3.9 Planning

L'attributaire d'un ou plusieurs lots du présent projet est informé que le planning joint avec l'AO n'est pas contractuel pour le moment . Ils donnent néanmoins des précisions sur la durée des interventions . Seules les dates de début et de fin d'intervention de chaque lot peuvent évoluer mais pas la durée des interventions.

1.3.4.11.1 Pénalités de retard

En cas de retard dans l'exécution du planning, chaque attributaire s'expose à une pénalité calendaire :

- De 76€ TTC par jour de retard

1.3.4 CHOIX DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

Ces choix seront réalisés :

- Selon le cas, le choix des matériaux et produits à mettre en œuvre est du ressort du maître d'œuvre, ou à proposer par l'entrepreneur.
- Produit défini par le maître d'œuvre par une marque nommément désignée « ou équivalent »

Pour les marchés publics :

- S'agissant, non pas de spécifications techniques ou de normes, mais de « marques », le principe est leur interdiction afin d'éviter toute discrimination ou pratique anticoncurrentielle limitant l'égal accès des sociétés à la commande publique.
- Cependant, une marque peut être mentionnée dès lors qu'elle l'est à titre purement indicatif, qu'elle ne servira pas de justification pour éliminer des candidats, et qu'elle est accompagnée de la mention « ou équivalent ».

Nota:

Ainsi sont énumérées succinctement ci-avant et ci-dessous les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots . Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document , ils sont reconnus ayant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

1.3.5 RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR ATTRIBUTAIRE

Responsabilité :

- Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots restera toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre.

il lui incombera de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de chantier, dont notamment :

- Nature et type de matériaux répondant aux impératifs de l'utilisation ;

- Pose en intérieur ou à l'extérieur ;
- Conditions particulières rencontrées pour le chantier ;
- Compatibilité des matériaux entre eux, etc.
- Pour les matériaux et produits proposés par le maître d'œuvre, l'entrepreneur sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères ci-dessus. Dans le cas contraire, il fera par écrit au maître d'œuvre les observations qu'il jugera utiles.
- Le maître d'œuvre prendra alors les décisions à ce sujet.

Nota:

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessus les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots . Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document , ils sont reconnus ayant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

1.3.6 RESPONSABILITÉ VIS A VIS DES TIERS

Les règles et réglementations qui peuvent affecter la responsabilité de l'entreprise vis à vis des tiers dans les marchés publics en 2023 sont définies par le Code de la commande publique. Le décret n° 2022-1683 du 28 décembre 2022 portant diverses modifications du code de la commande publique est **entré en vigueur le 1er janvier 2023.**

De plus, chaque attributaire d'un ou plusieurs lots sera ainsi responsable jusqu'à l'achèvement des travaux du présent lot :

- Du maintien en bon état des installations de toutes natures effectuées ;
 - Il devra en conséquence, prévoir toutes les mesures qui s'imposent afin ne pas occasionner de dommages, ni de motiver de réclamations de quelque nature que ce soit de la part des tiers ;
 - Dans les cas d'un préjudice quelconque à leur endroit, la réparation intégrale serait à la charge de l'attributaire concerné.
- **En aucun cas, la responsabilité du Maître d'Ouvrage ne pourra être recherchée.**

Nota:

Ainsi sont énumérées succinctement ci-avant et ci-dessus les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots . Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document , ils sont reconnus ayant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

1.3.7 REMISE DE LA PROPOSITION, REPRÉSENTATION DU DEVIS ESTIMATIF

Le soumissionnaire, lors de sa remise de son offre , le devis estimatif sera ainsi présenté en suivant l'ordre logique du descriptif et les articles du bordereau quantitatif lorsqu'il est fourni. Il devra remettre son prix en le décomposant article par article. Toute autre présentation, ou absence de détail motiverait le rejet pur et simple de la proposition.

Tous les matériaux, éléments, ou ensembles envisagés, devront satisfaire aux spécifications techniques ainsi qu'aux diverses normes particulières homologuées de chacun des lots. Dans le cas où un soumissionnaire souhaite proposer : soit, des matériaux différents, soit, un système constructif tendant à favoriser la rapidité de l'exécution, sans toutefois nuire à la qualité de la prestation, il ne pourrait le faire sans que les dits matériaux soient conformes aux exigences légales plus hautes citées. D'autre part, il devrait en tenir le maître d'œuvre informé pendant la période d'étude de sa proposition. Cette variante pourrait alors figurer en appendice de sa proposition, mais seulement en variante, avec un court exposé des motifs. Le maître d'œuvre jugera du bien-fondé, et transmettra au Maître de l'ouvrage, avec tout avis nécessaire, pour décision. Ainsi , ces matériels, ou équipements, proposés devront faire l'objet de présentation sous forme d'échantillons, chaque fois que les Maîtres de l'ouvrage et d'œuvre, l'exigeront.

1.3.8 PLANS DE RÉCOLEMENT

Le plan de récolement est dit un document qui décrit les travaux effectués sur un chantier de construction. Il permet ainsi de vérifier que les travaux ont été effectués conformément aux plans et aux spécifications .

En 2023, les règles et obligations en matière de plans de récolement pour les marchés publics et privés sont régies par le Code de la commande publique. Les règles applicables aux marchés publics ont été modifiées en 2023. **Depuis le 1er janvier 2023,** les candidats ou soumissionnaires à un marché public peuvent transmettre à l'acheteur une copie de sauvegarde des documents transmis par voie électronique lors de la procédure de passation du marché.

Les plans de récolement seront à établir par l'entrepreneur, à l'échelle :

- 1/100ème ;
- 1/ 50ème

Sur ces plans figureront tous les ouvrages du marché

L'établissement des plans de récolement n'est pas rémunéré par un prix spécial. Celui-ci est implicitement compris dans les prix du marché.

1.3.9 PRÉPARATION - COORDINATION

OPC : Ordonnancement - Pilotage - Coordination

Les travaux étant réalisés en lots séparés, la coordination des travaux comprendra l'ordonnancement et le pilotage qui seront assurés par LA SOCIETE EXACT

Cette mission comprendra :

- Gestion de tous les intervenants, organisation et coordination de toutes leurs interventions dans le cadre des délais et des objectifs fixés dans les plannings, ainsi que dans le respect des contraintes techniques, de qualité et des règles de l'art ;
- Établissement du planning détaillé tous corps d'état
- Établissement des bordereaux de suivi des plans visés disponibles ;
- Déclenchement des visites qualitatives auprès des services concernés et gestion des travaux curatifs éventuels ;
- Organisation des visites de pré-réception et réception, gestion des levées de réserves.

Période de préparation :

- L'article 28.1 du CCAG Travaux traite de la période de préparation des travaux. Cette période est incluse dans le délai d'exécution du marché et correspond à la période durant laquelle, avant l'exécution des travaux, certaines dispositions préparatoires doivent être prises et certains documents nécessaires à la réalisation des ouvrages doivent être établis. Il précise également que la période de préparation commence à la date fixée par l'ordre de service prescrivant les dispositions préparatoires et s'achève à la date fixée par l'ordre de service prescrivant le début de l'exécution des travaux ;
- En ce qui concerne les règles en 2023, le CCAG Travaux a été modifié par l'arrêté du **30 mars 2021** portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux. Cet arrêté est entré en vigueur le **1er octobre 2021** et est donc applicable en 2023.

Il est donc procédé au cours de cette période, à la désignation par l'adjudicataire (*personne ayant pouvoir d'engager l'entreprise, ce représentant étant l'interlocuteur du maître d'œuvre*) du choix de chaque attributaire d'un ou plusieurs lots ;

- Désignation des sous-traitants ;
- Établissement et présentation des plans d'exécution des ouvrages, spécifications techniques détaillées, notes de calculs et études de détails nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions de l'article 29.1.1 du CCAG Travaux traite des documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les documents précités.
- Fournir les études de synthèse correspondantes (cf. art. du **CCAP**) ;
- Fourniture de l'ensemble des échantillons des matériaux que l'entreprise se propose de mettre en œuvre ;
- Dans les **dix jours** suivant la notification du marché, l'attributaire du lot Démolition / curage devra remettre au maître d'œuvre un plan d'installation et de circulation du chantier, lequel plan tiendra compte, le cas échéant, des directives du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

Plans d'exécution :

Les missionnaires sont consultés quant au « projet de base » sur la base d'un dossier DCE comprenant les plans définissant le principe des ouvrages, qui sont ceux inclus dans le dossier marché tous corps d'état.

Chaque missionnaire devenant attributaire d'un ou plusieurs lots et a par conséquent à sa charge la réalisation des POE correspondants (Plans d'exécution des ouvrages) qui devront être portés au visa du bureau de contrôle et à l'approbation du maître d'œuvre, l'entreprise gardant la responsabilité du projet d'exécution de l'ouvrage.

En conséquence, les plans d'exécution, plans d'atelier et de chantier, notes de calculs, études de détail, spécifications techniques détaillées, seront fournis par chaque attributaire d'un ou plusieurs lots à ses frais et seront soumis à l'approbation du maître d'œuvre qui devra les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 2 semaines après leur réception.

Au cours de leur diffusion, en vue de leur approbation, les plans et autres documents seront transmis en informatique :

- au maître d'œuvre qui vérifiera l'exactitude et/ou la fidélité à ce qu'il souhaite voir mettre en œuvre
- au contrôleur technique qui vérifiera plans et notes de calcul et donnera son avis.

Cotes du projet

En complément de l'**article 24 du CCAG travaux**, Cet article stipule que les vérifications sont effectuées selon les indications stipulées dans les documents particuliers du marché. Le maître d'œuvre indique s'il y a lieu de procéder à des vérifications sur le chantier, dans les usines, magasins ou carrières du titulaire et des sous-traitants ou fournisseurs. Les vérifications sont exécutées par le maître d'œuvre.

Dans le présent que chaque attributaire d'un ou plusieurs lots sera tenu de vérifier soigneusement toutes les cotes portées aux plans et aux dessins qui lui seront fournis par le maître d'œuvre et de s'assurer de la concordance entre les différents plans d'ensemble ou de détails, le **CCTP** les ouvrages existants, afin de réaliser correctement les interfaces entre les ouvrages.

Chaque attributaire devra de plus en fonction de son ou ses lots s'assurer sur place de la possibilité de respecter les cotes données et signaler toutes les erreurs ou omissions au maître d'œuvre qui opérera, s'il y a lieu, les mises au point ou rectifications nécessaires.

Chaque attributaire restera ainsi seul responsable de son ou de ses lots y compris de ses éventuelles erreurs, ainsi que des modifications qu'entraînerait pour lui l'inobservation des clauses ci-dessus. À tout moment, l'architecte pourra demander l'intervention d'un géomètre expert, à la charge de l'entreprise, pour contrôle des implantations de l'entreprise.

Visa du contrôleur technique

Tous les plans et notes de calcul sont à la charge de chaque attributaires en fonction de leur lot et ils devront être visés, après contrôle par le contrôleur technique mentionné au **CCAP** suivant les missions qui lui sont imparties.

1.3.10 DIFFUSION DES DOCUMENTS DE CHANTIER

Tous les documents comporteront un cartouche avec un numéro et indice, défini par le maître d'œuvre. La liste des documents établis par l'ensemble des intervenants sera tenue à jour de manière permanente. Liste et documents à jour seront diffusés de manière hebdomadaire à l'ensemble des intervenants par l'**OPC**.

Les plans ne seront définitivement approuvés que si leur diffusion complète a bien été assurée.

Hypothèses de calcul

Sont celles propres à chaque Eurocode en vigueur.

Charges d'exploitation

Suivant norme NF EN 1991-1-1 « Charges d'exploitation des bâtiments ». **Eurocode 1** - Actions sur les structures - Partie 1-1 : actions générales - Poids volumiques, poids propres, charges d'exploitation des bâtiments

1.3.11 ÉCHAFAUDAGE / MATÉRIEL DE LEVAGE

Chaque attributaire prévoira en fonction de leur lot tous les moyens d'échafaudage et de levage nécessaires à l'exécution de ses travaux

LE BON ÉTAT DES ÉCHAFAUDAGE ET MATÉRIEL DE LEVAGE

Chaque attributaire a des obligations au regard des normes de sécurité sur l'ensemble des moyens utilisés en accessibilité en hauteur. Ainsi, les obligations relatives à l'utilisation des échafaudages et du matériel de levage en parfait état de sécurité sont régies par le Code du travail. Les **articles R4323-69 à R4323-80** du Code du travail définissent les règles relatives aux échafaudages, L'article R4323-69 stipule que les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Le contenu de cette formation est précisé aux articles R. 4141-13 et R. 4141-17.. En effet, les employeurs doivent s'assurer que tous les échafaudages et matériels de levage utilisés par ses travailleurs ont été révisés d'un point de vue de la sécurité des personnes (**conformément à l'article 3 de l'arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux vérifications des échafaudages précisent les éléments qui doivent être examinés pour assurer la sécurité des travailleurs**) et que lesdits utilisateurs ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées.

En cas d'infraction, les sanctions peuvent varier en fonction de la gravité de l'infraction. Les employeurs peuvent être condamnés à une amende allant jusqu'à 75 000 euros et/ou à une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 2 ans. Les travailleurs peuvent également être sanctionnés pour non-respect des règles relatives à l'utilisation des échafaudages et du matériel de levage.

1.3.12 LIVRAISON ET STOCKAGE

Chaque attributaire devra le transport à pied d'œuvre et le stockage sur chantier de tous les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation de ses travaux, et ce quelle que soit la distance. Le transport à pied d'œuvre comprendra :

- Toutes manutentions, appareils de levage, coltinages nécessaires ;
- Tous emballages, protections et autres ;
- Toutes installations en cours de transport, de chargement et de déchargement.

Le stockage sur chantier sera limité au vu des espaces de stockage très limités.

En tout état de cause, l'attributaire restera responsable des dégradations et détournements de ses approvisionnements.

Sur simple injonction du maître d'œuvre, chaque attributaire devra évacuer les locaux dans lesquels les matériaux auront été stockés et qui pourraient gêner la bonne marche du chantier.

Si cette recommandation n'est pas respectée, le maître d'œuvre pourra, 8 jours après la mise en demeure, procéder à leur enlèvement, les faire transporter à la décharge publique, les déposer sur des terrains en location, et/ou vendre aux enchères publiques les matériaux non enlevés, matériels ou déchets se trouvant dans les locaux et le tout aux frais de chaque attributaire et sans qu'il puisse faire une réclamation.

Il ne sera alloué à chaque attributaire aucune indemnité pour les déménagements, même successifs. Les stockages se feront dans les enceintes de chantier, tout autre emplacement sera soumis à l'accord express du maître d'œuvre et du maître de l'ouvrage.

1.3.13 DOCUMENTS DOE A FOURNIS APRÈS EXÉCUTION

Les modalités de remise de ces documents seront définies au **CCAP**.

L'élaboration du dossier des ouvrages exécutés (plans de récolement, schémas, notices, hypothèses de calculs, etc.) seront à la charge de l'entreprise sous la forme définie ci-après, contrôlé, vérifié et complété.

Présentation du DOE:

- Pour chaque corps d'état, le Dossier des ouvrages exécutés sera fourni sous forme de fichier informatique plus 1 exemplaire papier (pièces écrites, notice et plans), comme indiqué au paragraphe suivant.
- Pour un lot donné, chaque exemplaire du dossier DOE se présentera sous la forme d'un ou plusieurs classeurs qui contiendront tous les documents (pièces écrites et plans perforés).

Le classeur devra être soigneusement étiqueté avec toutes les références nécessaires :

- Intitulé de l'opération ;
- Nom du lot en clair ;
- Numéro du lot ;
- Nom de l'entreprise ;
- Numéro d'ordre du classeur.
- Un sommaire

Tous les documents devront comporter, sur le cartouche, la mention DOE, en gros caractères.

Ces plans seront complétés par une série réduite des vues en plan des niveaux, facilement maniables.

Contenu du DOE

Le contenu de base commun à tous les lots techniques et ceux non techniques est défini ci-après, les documents particuliers à certains lots à rajouter étant définis dans les CCTP correspondants (stock de pièces détachées, quelques matériaux de rechange, etc.).

A) Pour les lots techniques

Le dossier DOE comprendra les pièces suivantes :

- **Pièces écrites :**
 - * Listes des matériels et des produits réellement mis en œuvre avec les fiches commerciales et techniques accompagnées de plans permettant leur repérage à l'intérieur du bâtiment, avec des marques et des produits, adresse et téléphone des fournisseurs, et localisation dans les bâtiments ;
 - * Avis techniques et ATEX éventuels ;
 - * Notice rappelant les hypothèses de calcul pour toutes les zones ;
 - * Notices de fonctionnement des installations ;
 - * Notices d'entretien des installations indiquant la périodicité de ces entretiens.

Pièces graphiques :

- Tous les plans d'exécution des ouvrages ;
- Tous les plans d'atelier et de chantier.

Toutes ces pièces graphiques devront être remises également sur support informatique (CD) compatible avec le logiciel AutoCAD®

B) Pour les lots de finition

Par opposition aux lots techniques, ce sont tous les autres lots de travaux.

Le dossier DOE comprendra les pièces suivantes :

Pièces écrites :

- Liste des produits mis en œuvre ;
- Référence commerciale ;
- Fiche technique ;
- Adresse fournisseur et téléphone ;
- Avis techniques et ATEX éventuels ;
- Notices d'entretien des produits.

Pièces graphiques :

- Plans de repérage des matériaux ;
- Carnets de détails pour les menuiseries intérieures et extérieures.

Tous ces documents devront être remis au maître d'œuvre le jour de la réception des ouvrages.

Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) le cas échéant

En vue de l'élaboration du **DIUO** par le coordonnateur **CSPS**, les attributaires fourniront en parallèle au **DOE**, et ce pour chacun des corps d'état concerné, une notice technique accompagnée de plans, dessins, croquis, etc. contenant toutes les recommandations utiles pour l'exploitation et l'entretien des ouvrages. Cette notice devra souligner notamment celles des dispositions constructives qui joueront un rôle important dans la sécurité, telles que (liste non exhaustive à compléter en fonction du **CGCS** et des demandes du coordonnateur SPS) :

- Surcharges admissibles des planchers par zone ;
- Précautions pour les percements et scellements ;
- Maintien en position fermée des portes qui contribuent à l'enclousonnement des escaliers ;
- Fixation des éléments démontables de faux-plafonds ;
- Réfection périodique de peintures intumescents ;
- Puissance maximum pouvant être demandée à chaque point de livraison du courant électrique, etc.

Chaque attributaire participera obligatoirement aux réunions animées par le coordonnateur **CSPS** pour la mise au point du **DIUO** et complètera les fiches qui lui seront remises à cet effet par le coordonnateur.

1.3.14 LIAISONS ENTRE CORPS D'ÉTAT

Chaque liaison entre les différents entrepreneurs concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- Chaque attributaire prendra contact avec tous les autres corps d'état afin d'obtenir tous renseignements en ce qui concerne les ouvrages de finition et d'équipements dont l'exécution aura une incidence sur la réalisation de ses propres travaux ;
- Chaque attributaire réclamera au maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations ;
- Chaque attributaire se mettra en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'état dont les travaux seront liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui seront nécessaires ;
- Chaque attributaire devra travailler en bonne intelligence avec les autres attributaires intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble ;
- Tous les attributaires seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

À aucun moment durant le chantier, aucun attributaire ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour

la poursuite de leurs travaux.

1.3.15 TRAVAUX SPÉCIAUX

Dans tous les cas où il est prévu dans le marché certains travaux spéciaux pour lesquels l'attributaire du marché n'a pas la qualification professionnelle, le maître d'œuvre sera en droit d'exiger que les travaux concernés soient sous-traités à un autre entrepreneur spécialiste qualifié.

Le choix du sous-traitant sera alors à soumettre au maître d'ouvrage pour accord.

1.3.16 EMPLOI DE TRAVAILLEURS DÉTACHES DE L'UNION EUROPÉENNE (UE)

Chaque soumissionnaire d'un ou plusieurs lots est informé que l'emploi en détachement de travailleurs est une pratique qui permet à une entreprise d'envoyer temporairement des travailleurs dans un autre pays de l'Union européenne (UE) tout en continuant à les employer et à les rémunérer dans leur pays d'origine.

En 2023, les règles et normes en matière de détachement de travailleurs sont régies par la directive européenne 2018/957/UE. Cette directive a pour objectif de renforcer la protection des travailleurs détachés et de garantir une concurrence loyale entre les entreprises. Ladite directive 2018/957/UE prévoit que les travailleurs détachés doivent bénéficier des mêmes conditions de travail et d'emploi que celles applicables aux travailleurs locaux, notamment en matière de salaire, de durée du travail, de congés payés, de santé et de sécurité au travail. En outre, ladite directive prévoit que les États membres doivent mettre en place des mesures pour lutter contre la fraude et le dumping social.

À partir du 30 juillet 2024, la durée maximale du détachement sera limitée à 12 mois, avec une possibilité de prolongation d'une année supplémentaire dans des cas exceptionnels.

Les travailleurs détachés sont donc des salariés envoyés par leur employeur dans un autre pays de l'Union européenne pour y effectuer une mission temporaire **sera limitée à 12 mois en 2024**. Selon le site Service-public.fr, le statut de salarié détaché concerne un salarié amené à travailler temporairement à l'étranger, pour le compte de son employeur français, avec lequel il conserve un lien contractuel pendant le temps de sa mission. En tant que salarié détaché, celui-ci bénéficie toujours du régime français de sécurité sociale et du régime unique d'assurance-vieillesse.

1.3.17 ÉCHANTILLONS

Obligations :

- Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots est tenu de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui seront demandés par le maître d'œuvre.
- Ceux-ci doivent être montés en panoplie, disposés sur un chevalement et soigneusement fixés, plombés le cas échéant, pour éviter toute substitution.
- Ils seront entreposés par chaque attributaire d'un ou plusieurs lots dans un local spécial annexé au bureau du maître d'œuvre.
- Les échantillons seront inscrits sur un registre et seront numérotés.
- Le registre comportera une case réservée à la signature du maître d'œuvre, qui sera seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier, et une case réservée pour la signature du maître de l'ouvrage, qui manifestera ainsi son acceptation.
- Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'attributaire d'un ou plusieurs lots, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par les signatures ci-dessus visées.

1.3.18 LUTTE CONTRE LE BRUIT

BRUITS DE CHANTIERS

Le chantier est situé dans un bâtiment où les bruits de chantier peuvent apporter une gêne de voisinage.

Dans ce cas, la lutte contre le bruit devient une priorité pour l'attributaire du présent lot. La limitation des bruits de chantier devra être traitée par l'attributaire du présent lot dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet.

Le présent lot est soumis à une obligations de résultat :

- Dans le cadre contractuel de son marché, l'attributaire du présent lot sera tenu à une obligation de résultat ;
- Il devra prendre toutes dispositions nécessaires concernant les bruits de chantier, pour que les niveaux de bruits aériens émis restent dans les limites fixées par la réglementation.

Responsabilités en cas d'infractions :

- En cas d'infractions constatées, l'attributaire du présent lot sera seul et unique responsable, et il devra en supporter toutes les conséquences. Il devra immédiatement prendre toutes les dispositions qui s'imposent. Le maître d'ouvrage ne pourra en aucun cas être appelé en responsabilité, quelles que soient les infractions commises par l'attributaire du présent lot.

1.3.20.1 LOCAUX DE TRAVAIL

Il sera fait l'application de l'article R. 235-11 du code du travail relatif à la correction acoustique des locaux de travail, ainsi que tous autres textes officiels et **il est toujours en vigueur en 2023**. Cet article est défini dans l'arrêté du 30 août 1990 pris pour l'application de l'article R. 235-11 du code du travail et relatif à la correction acoustique des locaux de travail. Cet arrêté précise que le maître d'ouvrage d'un bâtiment doit intégrer des traitements de correction acoustique à la conception du lieu de travail ou lors d'un réaménagement, dès lors que des salariés sont susceptibles d'être soumis à des niveaux d'exposition sonore quotidiens supérieurs à 85 dB (A).

Etc.

1.3.19 RÈGLES D'EXÉCUTION GÉNÉRALES**Tous les travaux devront être exécutés :**

- Selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage ;
- À ce sujet, il est formellement précisé à chaque soumissionnaire qu'il leur sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art et qu'il ne lui sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

Dans le cas où une démolition est nécessaire et si tous les travaux effectués sont reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'attributaire dit défaillant, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne lui sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués « dits non traditionnels » devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis technique.

1.3.20 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATÉRIAUX**Généralités :**

- Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre seront toujours neufs et de première qualité en l'espèce indiquée.
- Les matériaux, quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter de défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.
- Dans le cadre des prescriptions du CCTP le maître d'œuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.
- Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à Avis Technique, les entrepreneurs ne pourront mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un Avis Technique.
- Pour les produits ayant fait l'objet d'une certification par un organisme certificateur, les entrepreneurs ne pourront mettre en œuvre que des produits titulaires d'un certificat de qualification.

Produits de marque

- Pour certains matériels et produits, le choix du concepteur ne peut être défini d'une manière précise sans faire référence à un matériel ou produit d'un modèle d'une marque. Les marques et modèles, indiqués ci-après dans le CCTP avec la mention « ou équivalent », ne sont donc donnés qu'à titre de référence et à titre strictement indicatif.
- Les soumissionnaires auront toujours toute latitude pour proposer des matériels et produits d'autres marques et modèles, sous réserve qu'ils soient au moins équivalents en qualité techniques, de durée, dimensions, formes, aspects, etc.

Responsabilité de l'entrepreneur soumissionnaire

- Ainsi, en passant de soumissionnaire à l'attributaire d'un ou plusieurs lots il est reconnu comme intégralement

responsable de la fourniture des matériaux et de leur mise en œuvre, il conserve le droit de refuser l'emploi de matériaux ou composants préconisés par le maître d'œuvre, s'il juge ne pas pouvoir en prendre la responsabilité.

- Il devra alors justifier son refus par écrit avec toutes justifications à l'appui.

Agréments - Essais - Analyses

- Pour tous les matériaux et produits fabriqués soumis à un Avis Technique du CSTB chaque attributaire ne pourra mettre en œuvre que des matériaux titulaires de cet Avis Technique, et il devra toujours être en mesure, à la demande du maître d'œuvre, d'en apporter la preuve.
- Chaque attributaire sera également tenu de produire, à toute demande du maître d'œuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés.
- À défaut de production de ces procès-verbaux, le maître d'œuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur défaillant.

1.3.21 RÉSERVATIONS - PERCEMENTS - REBOUCHAGES - SCELLEMENTS - RACCORDS, ETC.

Prescriptions générales :

- Ainsi, en passant de soumissionnaire à l'attributaire d'un ou plusieurs lots du présent marché, les attributaires auront implicitement à leur charge l'exécution de tous les percements, passages, trous, réservations, scellements, rebouchages, incorporations au coulage, etc. nécessaires à la complète et parfaite finition de leurs ouvrages.
- Dans les maçonneries, tous les trous, percements, saignées, etc. seront exécutés par les attributaires des corps d'état concernés. Le site étant un bâtiment existant, chaque lot aura à sa charge la réalisation des percements, saignées et autres dans les éléments maçonnés si besoin ainsi que les travaux de rebouchage autour des réseaux. Le cas échéant chaque entrepreneur sera responsable de la nécessité ou non de faire réaliser une étude structure avant la réalisation de ces travaux (nécessité en fonction du diamètre de perçement, sa localisation...). Les frais d'étude structure seront implicitement inclus dans l'offre de l'attributaire. Le maître d'œuvre pourra à tout moment demander un justificatif à l'attributaire du lot permettant de confirmer la réalisation du perçement, saignée ou autre sans créer de désordre structurel aussi minime qu'il soit.
- Dans les cas, l'attributaire fera valider la réalisation technique et demandera l'accord du bureau de contrôle
- Les scellements, rebouchages, etc. seront toujours à effectuer par l'attributaire du corps d'état concerné.

Tranchées - Gains - dans des maçonneries et cloisons :

- Mêmes prescriptions que pour les percements.
- Dans les cloisons minces, les saignées et tranchées ne devront en aucun cas avoir une profondeur supérieure à la demi-épaisseur de la cloison brute.
- Dans le cas de cloisons en matériaux creux, les saignées et tranchées ne devront jamais pénétrer dans la paroi opposée du matériau creux.

Scellements :

- Dans le cas général, les scellements se feront au mortier de ciment et sable fin, et les cales en bois dans les scellements sont interdites.
- Dans le cas de scellement dans des parois extérieures en matériaux isolants, le scellement devra, dans la mesure du possible, être réalisé avec des matériaux identiques.
- Dans les éléments montés au plâtre et ceux enduits au plâtre, les scellements se feront au plâtre.
- Les scellements devront toujours être arasés de 0,010 environ en retrait du nu fini, afin de réserver l'épaisseur nécessaire pour le raccord.

Rebouchages

Mêmes prescriptions que pour les scellements en ce qui concerne les matériaux à employer et l'arasement.

Fourreaux :

- Les fourreaux seront soit en tube acier peint au minium de plomb, soit en PVC. Ils seront de diamètre immédiatement supérieur à celui des tuyaux pour lesquels ils sont prévus, sauf dans le cas où, pour des raisons de dilatation, un jeu plus important doit être prévu.
- Dans les locaux susceptibles d'être lavés à l'eau, le fourreau devra dépasser le niveau du sol fini de 15 mm.
- Dans tous les autres cas, leur longueur devra être telle que leur extrémité affleure le nu fini de l'ouvrage dans la mesure du possible, mais en aucun cas il ne sera toléré des fourreaux en retrait par rapport au nu fini de l'ouvrage.
- Dans tous les fourreaux disposés dans des parois ou planchers séparatifs de deux locaux privatifs, l'espace entre le tuyau et le fourreau devra être calfeutré par un matériau souple adéquat, assurant l'isolement phonique.

Raccords :

- Les raccords seront exécutés par les corps d'état assurant les travaux d'enduits et de revêtements (maçonnerie - plâtrerie - carrelage - revêtements minces - peinture - etc.).
- Les raccords seront toujours réalisés en matériau strictement de même nature que le parement concerné.
- La finition des raccords devra être parfaite, leur arasement strictement au même nu, aucune marque de reprise ne devra être visible, etc.

Respect des isolements phoniques

- Dans tous les cas de percements, saignées, rebouchages, scellements, fourreaux, etc., les attributaires "adjudicataires" devront veiller à respecter la valeur d'isolement phonique de la paroi concernée. Ils devront prendre toutes dispositions nécessaires pour maintenir la valeur d'origine de l'isolement phonique de la paroi.

1.3.22 PROTECTION DES OUVRAGES**Protection des ouvrages des autres corps d'état :**

- Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots dont l'exécution de ses propres travaux risque de causer des détériorations ou des salissures aux ouvrages finis déjà en place devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ces ouvrages finis;
- Cette prescription s'applique notamment plus particulièrement aux appareils sanitaires, aux quincailleries, aux ouvrages en bois apparent, aux appareillages électriques, aux revêtements en carrelage, en plastique ou autres, etc., qui ne devront subir aucun dommage, si minime soit-il ;
- Faute par lui de se conformer à cette prescription, l'attributaire dit responsable en subira toutes les conséquences financières et autres;
- Mise en place d'une protection adaptée à chaque ouvrage par tous les attributaires de leurs propres ouvrages ;
- Les attributaires de revêtements de sols devront assurer la protection de leurs revêtements de sols jusqu'à la réception ;
- Pour les sols en carrelage, marbre, etc., cette protection pourra être assurée par mise en place de sciure de bois, ou par tout autre moyen efficace ;
- En ce qui concerne les sols en tapis textile ou moquette, la protection pourra être assurée par la mise en place d'une couche de papier fort collé aux joints;
- Pour les sols en plastique, parquets, etc., la mise en place de papier fort pourra convenir ;
- Mêmes spécifications en ce qui concerne les marches d'escaliers, où plus particulièrement le nez de marche devra être protégé ;
- Les appareils sanitaires devront également être parfaitement protégés, notamment en rives et sur les arêtes, par une bande de papier fort collé, pelables appropriés ;
- En ce qui concerne les ouvrages de menuiserie en bois, toutes les arêtes, qui du fait de leur position risquent d'être épafrées, notamment les huisseries, bâtis et autres montants, devront être protégées au droit des arêtes par des petits liteaux fixés par pointes ;
- Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux et jusqu'à la réception des travaux;
- En ce qui concerne les menuiseries en alliage léger ou en autres métaux à parement fini, elles devront obligatoirement être protégées par un film plastique collé "dit aussi pelable qui est conçu pour être facilement détachable de ladite surface protégée ";
- Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par les entrepreneurs respectifs.

1.3.23 NETTOYAGE DE CHANTIER

Les sols seront livrés par le démolisseur et le cloisonneur aux attributaires de second œuvre parfaitement nettoyés, exempts de toutes traces de mortier ou de plâtre, soigneusement balayés.

Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots intervenant sur le chantier devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux dans un local ou groupe de locaux donnés, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols.

Chaque attributaire aura à sa charge la sortie de ses gravois après nettoyage et la mise en tas de l'emplacement prévu à cet effet aux abords du chantier.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et chaque adjudicataire devra prendre ses dispositions à ce sujet.

Seront également à la charge chaque entreprise le nettoyage et le maintien en bon état de propreté des abords du chantier.

Tous les frais de nettoyage ci-dessus resteront à la charge de chaque attributaire

Dans le cas de non-respect des prescriptions ci-dessus, le maître d'œuvre et / ou le maître d'ouvrage pourront à tout moment faire procéder, par l'un des attributaires de l'opération ou par un intervenant extérieur de leur choix, au nettoyage et sortie de gravois, les frais en seront supportés par l'attributaire en cause

1.3.24 SIGNALISATION

Sur demande expresse du maître d'œuvre.

Ou toute installation de signalisation non demandée par le maître d'œuvre, mais estimée utile par l'attributaire " dit également adjudicataire" pour la protection de son matériel ou de ses matériaux ou pour la sécurité du chantier, ne sera pas facturée et sera considérée comme incluse dans les frais de l'entreprise compris dans les prix unitaires du bordereau.

1.3.25 ÉCHAFAUDAGES/ ET LEVAGES

1.3.25.1 ÉCHAFAUDAGES

Tous les prix du « Bordereau de prix » comprennent les échafaudages quels qu'ils soient, pour travaux exécutés jusqu'à 4 m de hauteur depuis le niveau du sol du lieu de l'intervention.

Les échafaudages ne sont donc facturables que pour des travaux exécutés à plus de 4 m de hauteur depuis le niveau du sol du lieu d'intervention.

1.3.26 PROTECTIONS INTÉRIEURES

Par un bâchage

Protections verticales ou horizontales en bâche toile ou plastique.

Sur demande expresse du maître d'œuvre.

Compris toutes fixations et lestage, montage et coltinage aux étages, descente et enlèvement.

Mode de mesurage : surface réelle de bâche nécessaire et effectivement utilisée.

- Double transport, mise en place et dépose;
- Déplacement et réinstallation sans descente au sol = 15 % de l'installation de base;
- Déplacement et réinstallation avec descente au sol = 50 % de l'installation de base;
- Location journalière.

1.3.42.1 PROTECTION DES OUVRAGES

Dans le cas de travaux de revêtements de sol, l'attributaire concerné devra assurer la protection de ses revêtements de sol jusqu'à la réception.

Pour les sols en carrelage, marbre, etc., cette protection pourra être assurée par mise en place de sciure de bois, ou par tout autre moyen efficace.

En ce qui concerne les sols en tapis textile ou moquette, la protection pourra être assurée par la mise en place d'une couche de papier fort collé aux joints.

Pour les sols en plastique, parquets, etc., la mise en place de papier fort pourra convenir.

Les mêmes spécifications concerneront les marches d'escaliers où plus particulièrement le nez de marche devra être protégé.

Dans le cas de travaux de plomberie-sanitaires, l'attributaire devra ainsi protéger tous les appareils sanitaires, et notamment ceux en rives et sur les arêtes, par une bande de papier fort collé.

Dans le cas de travaux de menuiserie en bois, toutes les arêtes des ouvrages qui, du fait de leur position, risquent d'être épauprées, notamment les huisseries, bâtis et autres montants, devront être protégées au droit des arêtes par des petits liteaux fixés par pointes.

Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.

Dans le cas de travaux de menuiserie en alliage léger ou en autres métaux à parement fini, les ouvrages devront obligatoirement être protégés par un film plastique collé.

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par chaque attributaire et elles seront comprises dans son offre.

1.3.27 COTES DES DOCUMENTS GRAPHIQUES

1.3.27.1 VÉRIFICATION DES COTES

Pour l'exécution des travaux, aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les documents. Avant tout début d'exécution, l'attributaire sera tenu de vérifier toutes les cotes portées sur les plans et de s'assurer de leurs concordances entre les différents niveaux et le CCTP, de se garantir sur place de la possibilité de respecter les cotes données et de signaler à la maîtrise d'œuvre, erreurs ou omissions qui pourraient être constatées.

De la même façon, il signalera les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation ou l'usage auquel les ouvrages sont destinés. S'il y a lieu, la maîtrise d'œuvre examinera les mises au point ou rectifications nécessaires. L'attributaire ne pourra, en aucun cas, modifier de son propre gré, le projet. Les dimensionnements portés sur les documents graphiques ne devront être changés sans l'accord de la maîtrise d'œuvre que cette modification soit nécessitée par une erreur de dimensionnement primitif, une mise au point ultérieure ou par une variante proposée par l'entrepreneur.

1.3.28 OUVRAGES EXPLICITEMENT DÉCRITS

1.3.28.1 OUVRAGES EXPLICITEMENT DÉCRITS

1.3.28.1.1 Ouvrages explicitement décrits

Le CCTP définit l'essentiel des ouvrages à exécuter par l'attributaire "dit également adjudicataire". Même décrits tous les détails de construction et ouvrages complémentaires nécessaires à la finition des ouvrages sont dus par celui-ci et font partie intégrale du prix global.

1.3.29 OUVRAGES IMPLICITEMENT COMPRIS

Ouvrages implicitement décrites :

Le CCTP de chacun des lots définit les ouvrages et les prestations dus par chaque attributaire dans le cadre du lot considéré.

La mention "fourniture et mise en œuvre de ..." et la mention "dû au titre du présent lot" seront implicitement sous-entendue en l'absence de toute mention contraire. L'attributaire **d'un ou plusieurs lots** devra à sa charge et à ses frais tous les ouvrages et prestations nécessaires au complet achèvement de l'ouvrage.

1.3.30 TERMINOLOGIES POUVANT ÊTRE EMPLOYÉES DANS CE DOCUMENT

1.3.30.1 DANS LES DOCUMENTS PARTICULIERS DES MARCHÉS, SONT APPELÉS

Dans les documents particuliers des marchés, sont appelés :

- ABF : les Architectes des Bâtiments de France ;
- ACMH : les Architectes en Chef des Monuments Historiques ;
- CTBA : le Centre Technique du Bois et de l'Ameublement ;
- CCTG : le Cahier des Clauses Techniques Générales ;
- CCTP : le Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- CCAG : le Cahier des Clauses Administratives Générales ;
- CCAP : le Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- BPU-DE : le Bordereau de Prix Unitaires - Détail Estimatif ;
- CCS : le Cahier des Clauses Spéciales attaché au DTU ;
- DTU : les Documents Techniques Unifiés ;
- DPGF : Décomposition du prix global et forfaitaire ;
- BPU : Bordereau de prix unitaire ;
- DQE : Détail quantitatif estimatif ;
- AO : Appel d'Offres ;
- DIUO : Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage ;
- MOE : maître d'œuvre.

ET

Ceux mentionnés dans l'article 17 : GLOSSAIRE

1.3.31 CHARTE ARCHITECTE / ATTRIBUTAIRES DES LOTS

Il est précisé aux attributaires d'un ou plusieurs lots chaque lot, que des réunions de chantier sont hebdomadaires et toutes les attributaires "dit également adjudicataires" convoqués sont tenus d'y assister, du début à la fin suivant l'ordre de l'horaire lui étant assigné, et cela afin de se tenir informé de l'avancement et des modifications éventuelles de son lot, si un impératif technique d'un autre lot apporte des ajustements pour chaque lot. Ainsi, il en découle que toute absence ou retard, non motivés, à une réunion de chantier seront immédiatement sanctionnés suivant les informations du présent document.

Chaque attributaire s'engage, et cela sans restriction ni contestation possible à intervenir immédiatement sur simple demande de l'architecte, pour effectuer une prestation susceptible de retarder le chantier. Chaque attributaire "dit également adjudicataire" s'engage à respecter soigneusement les prestations des autres corps d'état, faute de quoi le montant des reprises et réparations sera immédiatement retenu sur le montant des sommes dues à l'entreprise ayant détérioré.

Dans le cas où un attributaire ne se présente pas à la date de réunions de chantier, il se verra appliqué une pénalité de **90€ HT**.

1.3.32 DÉPLACEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER

Sont à charge de chaque attributaire :

- Ainsi, tous les déplacements d'installations de chantier et dépôts divers :
- * Matériels, magasins, bureaux, matériaux etc.

Ces déplacements se feront au fur et à mesure de l'avancement des travaux et en fonction des besoins propres des différents corps d'état et ou suivant l'ordre du maître d'œuvre ou de son représentant.

1.3.33 QUALIFICATION PROFESSIONNELLE ET ÉTUDES TECHNIQUES SPÉCIFIQUES.

Il est demandé au soumissionnaire de justifier de ses qualifications à l'OPQCB ou CIP pour les artisans et petites entreprises du bâtiment, et de références en rapport avec la nature et l'importance des travaux à réaliser dans ce projet. Les soumissionnaires ont à prévoir dans leurs prestations leurs études spécifiques qu'ils feront établir par un BET qualifié, mais le fait d'exécuter les travaux sans rien y changer, ne les privent en aucune manière de leur responsabilité professionnelle personnelle. Sont dues cependant les études suivantes : Dans tous les cas, les entreprises titulaires doivent, comme étant inclus dans leur prix :

- Les plans, documents, notes techniques, etc... lorsqu'ils ne leur sont pas fournis par le maître d'œuvre ou un bureau d'études désigné par le maître de l'ouvrage.
- Les documents prévus à l'article 29 du CCAG Travaux de 2021 (*qui concerne le dossier d'ouvrages exécutés (DOE) que chaque titulaire du marché doit remettre en fin de travaux au maître d'œuvre, puis ce dernier au maître d'ouvrage*) ;
- Les documents prévus à l'article du CCAP ;
- Plans de réservations et des ouvrages à intégrer dans ceux d'un autre corps d'État ;

Et plus généralement tout plan, schéma et document dont l'approbation préalable à toute exécution serait jugée indispensable par le maître d'œuvre

1.3.34 CONTRÔLE TECHNIQUE

Le contrôle technique sera conforme au décret n° 78-1146 du 7 décembre 1978, concerne l'agrément des contrôleurs techniques et le contrôle technique obligatoire prévus aux articles L. 111-2-5 et L. 111-26 du code de la construction et de l'habitation.

Suivant le décret n° 78-1146 du 7 décembre 1978, article R. 111-38 sont soumises obligatoirement au contrôle technique prévu à l'article L. 111-23 les opérations de constructions ayant pour objet la réalisation :

- Établissements recevant du public tels que les hôtels, les restaurants, les magasins, etc., doivent être contrôlés par un contrôleur technique agréé avant leur ouverture au public.
- L'article R. 123-2 du Code de la construction et de l'habitation définit les établissements recevant du public comme étant des bâtiments, locaux et enceintes dans lesquels des personnes sont admises, soit librement, soit moyennant une rétribution ou une participation quelconque, ou dans lesquels sont tenues des réunions ouvertes à tout venant ou sur invitation, payantes ou non.

Nota :

- Les honoraires afférents au contrôle technique sont toujours à la charge du Maître d'Ouvrage ;
- Ainsi les travaux tous corps d'état seront obligatoirement soumis au contrôle d'un organisme dit spécialisé en fonction de la spécificité chacun des lots.

1.3.35 RÉUNIONS DE CHANTIER

Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots sont informés que les réunions de chantier devront être suivies régulièrement par tous les attributaires en fonction des directives et du pointage du maître d'œuvre sur la page de garde de chaque compte rendu de réunion .

Ces réunions de chantier permettant à chaque attributaire de pouvoir formuler leurs suggestions ou des problèmes qu'ils auraient pu rencontrer dans la préparation de leur lot et cela sans pouvoir dépasser le délai du planning.

En cas d'absence non justifiée , il sera fait à chaque attributaire incriminé l'application d'une amende forfaitaire par absences non justifiées ou **retards de 90€ HT.**

1.3.36 PLANNING D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Lors de l'AO il a été joint un planning dit prévisionnel pour définir le début et la fin des travaux du présent marché .Lors de la signature du marché de chaque lot , il a été validé le planning d'exécution des travaux en parfait accord entre toutes les parties.

1.3.37 QUALIFICATIONS

Dans l'AO il est demandé à chaque soumissionnaire du présent marché d'avoir la qualification appropriée a sont lot et notamment :

- QUALIBAT ;
- QUALIFELEC ;
- QUALIGAZ ;
- RGE.
- Etc.

1.4 ÉTUDES PRÉPARATOIRES

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessous les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots . Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document , ils sont reconnus ayant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

1.4.1 DOCUMENTS TECHNIQUES À OBSERVER

1.4.1.1 VÉRIFICATION DES DIMENSIONS DES EXISTANTS PAR CHAQUE ATTRIBUTAIRE DU PRÉSENT PROJET

L'attributaire de chaque lot participant au présent projet devra vérifier toutes les dimensions d'ouvrages indiquées dans le CCTP et qui ne sont que des dimensions dites approximatives et seulement données à titre strictement indicatif et en aucun cas contractuelles. Il en est de même pour ce qui est des cotes et des dimensions figurant sur les documents graphiques joints à titre indicatif, qui ne sont en aucun cas contractuelles.

Ainsi chaque attributaire et en fonction de lot est réputé contractuellement réputé avoir, avant la remise de leur offre, procédé sur le site au contrôle des dimensions des ouvrages de leur lot. Au moment des travaux, les divers attributaires procéderont, sous leur seule responsabilité, à la totalité des levées de cotes qui leur sont nécessaires.

1.4.2 DOCUMENTS À FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR

1.4.2.1 A LA REMISE DE L'OFFRE

1.4.2.1.1 Documentations et fiches techniques

L'attributaire " dit également adjudicataire" joint à son offre la documentation complète et les fiches techniques détaillées des matériaux et fabrications proposés répondant aux spécifications du présent document.

1.4.2.1.2 Produits retenus

l'attributaire " adjudicataire" joint à son offre la liste détaillée et complète des produits qu'il aura retenus y compris ceux figurant en base dans le CCTP de consultation.

1.4.2.2 A LA MISE AU POINT DU MARCHÉ

1.4.2.2.1 Documents complémentaires éventuels

Les documents complémentaires, éventuellement demandés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, sont fournis par l'attributaire " dit également adjudicataire" en nombre suffisant et sous la forme requise, avec toutes précisions nécessaires, conformément aux prescriptions du **CPS**. (Cahier des **P**rescriptions **S**péciales).

1.4.2.3 PENDANT LA PÉRIODE DE PRÉPARATION

1.4.2.3.1 Remise de documents de l'entreprise

Pendant la période de préparation et avant tout commencement d'exécution, l'ensemble des documents établis par l'attributaire " dit également adjudicataire" est soumis à l'avis du maître d'œuvre. Le visa du maître d'œuvre n'enlève pas à l'attributaire " adjudicataire" la responsabilité de la conformité des ouvrages aux plans du marché. Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) doit être soumis à l'avis du coordonnateur **CS**PS après la visite d'inspection commune préalable à toute intervention sur le site.

1.4.2.4 ÉTABLISSEMENT DE PLANS D'EXÉCUTIONS

1.4.2.4.1 Obtention des documents

L'attributaire " dit également adjudicataire" pourra obtenir, contre remboursement, toutes les séries de documents du dossier de la maîtrise d'œuvre nécessaire à ses études et à la conduite de son chantier. Il devra constamment se préoccuper d'avoir à sa disposition et à celle de son personnel, les plans et détails dans leur plus récente mise à jour. Il veillera également à annuler les exemplaires périmés

1.4.2.4.2 Établissement de plans d'exécutions

La maîtrise d'œuvre définit les principes fonctionnels des ouvrages, les plans d'exécution sont à la charge de l'entrepreneur.

L'attributaire " adjudicataire" établit à ses frais tous les plans des ouvrages y compris les plans dits d'atelier et de chantier (façonnage et fabrication) avec les nomenclatures correspondantes, les notes de calculs, les détails et épures, les caractéristiques des matériels proposés, tous documents indispensables à la parfaite définition et exécution des ouvrages et à la mise en œuvre coordonnée de l'ensemble des ouvrages impliqués.

Il dressera ces documents à un temps suffisant pour ne pas retarder le déroulement des travaux et les soumettra à l'approbation de la maîtrise d'œuvre et du Bureau de contrôle auxquels il les diffusera gratuitement. La maîtrise d'œuvre se réserve le droit de demander à l'attributaire " adjudicataire" toutes les justifications complémentaires. Il se réserve également le droit de lui faire supporter toutes rectifications ou modifications sur le dossier d'exécution soumis à l'acceptation dans le cas de non-conformité au projet architectural.

L'attributaire " dit également adjudicataire" ne pourra arguer de ces rectifications ou modifications pour motiver un retard dans l'exécution des ouvrages. L'attributaire " dit également adjudicataire" se conformera aux rectifications que la maîtrise d'œuvre et le bureau de contrôle jugeront utile d'apporter à ces dessins et en tenir compte dans l'exécution des ouvrages. La vérification des plans par la maîtrise d'œuvre et le bureau de contrôle ne saurait en rien diminuer la responsabilité L'attributaire " dit également adjudicataire"

1.4.2.5 AVANT LA RÉCEPTION

1.4.2.5.1 Remise de documents avant réceptions

Les plans et autres documents conformes à l'exécution, ainsi que les notices d'exploitation et les contrats de maintenance, sont remis au maître d'œuvre par l'Entrepreneur, il est joint la nomenclature des pièces du dossier.

1.4.3 MODIFICATIONS EN COURS DE TRAVAUX

1.4.3.1 MODIFICATIONS EN COURS DE TRAVAUX

1.4.4.1.1 Modifications diverses

Les différences plus ou moins légères de cotations, modifications dues à des mises au point ou découlant des besoins de mise en œuvre, etc., ne pourront en aucun cas, être considérées comme ouvrant droit à demande de supplément. Si avant exécution, des modifications d'implantation, de distribution, de parcours, de canalisations, sont jugées nécessaires pour des raisons techniques ou si elles découlent des besoins de mise en œuvre ne pourront, également, prétendre à supplément. L'exécution des ouvrages respectera rigoureusement les indications des documents d'exécution approuvés.

1.4.4 VARIANTES

1.4.4.1 VARIANTES CHIFFRÉES

1.4.4.1.1 Variantes et/ou options

Le soumissionnaire pourra apporter des propositions de variantes qui lui sembleraient plus adaptées tant dans le domaine économique que sur l'ouvrage. Toutefois, celles-ci ne seront prises en considération que si ledit soumissionnaire a effectivement chiffré la solution de base et les options prévues au CCTP. Néanmoins, le soumissionnaire devra justifier auprès de la maîtrise d'œuvre et du maître d'ouvrage ses variantes et supporter à ses frais les plans de détails d'exécution, ainsi que toutes incidences techniques et financières sur les autres lots.

Les modifications financières ne seront pas prises en compte pour un service et un niveau de qualité au moins égal. Les réservations sont prévues par trémies dans l'emprise totale des gaines techniques, avec rebouchages assurés par l'attributaire du lot de Gros-œuvre. Si, pour des raisons de facilités techniques, il serait décidé d'utiliser des mannequins pour des réservations plus élaborées, les frais de reprises d'étude seront à la charge de l'attributaire du lot de Gros-œuvre, ainsi que la fourniture des mannequins

1.5 INSTALLATION GÉNÉRALE DE CHANTIER " DÉSIGNATION DU LOT "

D'une façon générale, une installation de chantier comprend :

- Outre les prestations définies au **CCAG**, et notamment pour l'amenée et le repli du matériel et des bâtiments de chantier, et qu'en fin de travaux de la remise en état des lieux pour réception du présent projet. Dans cette prestation il est compris la réalisation et l'entretien des accès existants ou spécialement créés à l'initiative de l'entrepreneur pour ses travaux.
- La répartition desdites prestations et des coûts s'y rattachant concernant l'organisation générale du chantier, les matériels et les locaux sont définis dans les prescriptions communes de l'opération.
- L'ensemble des règlements relatifs à l'hygiène et à la sécurité sont bien entendus applicables et l'installation de chantier mise en place ainsi que les modes opératoires adoptés y seront conformes sans qu'il soit nécessaire que la description en soit faite dans les articles ci-dessous.

La charge du lot " en principe est au lot Curage / Démolition " :

Clôture de chantier

- Une clôture de chantier sera mise en place et entretenue pendant la durée des travaux.

Généralités

- Les divers dispositifs de clôture à mettre en place devront faire l'objet d'un accord de la maîtrise d'œuvre et des utilisateurs.

Descriptif de la clôture

- Cette clôture sera d'une hauteur de **2 m** au minimum.

Modularité des panneaux

- La modularité des panneaux doit permettre une souplesse d'implantation de la clôture en fonction des obstacles éventuels et du relief. Elle doit permettre l'insertion ou la suppression aisée de portes d'accès pour piétons ou pour véhicules de chantier.

Elle doit être facilement démontable

- Relief de la face apparente des panneaux

Matériaux des panneaux

- Panneaux en acier avec reliefs ou de Type Héras ou équivalent
- Les ossatures des panneaux de remplissage ainsi que celle des supports de signalisation et d'information devront être en métal traité anticorrosion et résistantes aux chocs.

Sécurité

- Aucune partie saillante ne doit pouvoir entraîner un risque de blessure aux personnes circulant à proximité immédiate.
- Les parties saillantes ou tranchantes de la clôture doivent être éliminées.
- À cet effet, une lisse horizontale doit recouvrir la partie supérieure du panneau de remplissage de la clôture.

Espace libre en partie basse

- La zone comprise entre le sol et la partie inférieure des panneaux ne doit pas excéder 11 cm de façon à éviter tout débordement des déblais à l'extérieur des emprises des chantiers.

Adaptation au relief

- Le mode d'assemblage des éléments entre eux doit permettre l'adaptation de la clôture au profil du terrain.

Adaptation de dispositifs urbains divers

- La pose des clôtures sera accompagnée de l'implantation de dispositifs divers nécessaires au fonctionnement du site pendant la durée du chantier : panneaux de signalisation routière et piétonne et panneaux d'information, réceptacles de propreté, bornes de protection.
- La fixation de ces dispositifs à la clôture ou au sol devra être démontable et se faire soit directement sur un élément de

structure porteuse de la clôture, soit indirectement par l'intermédiaire d'un accessoire adapté dont la couleur sera la même que celle de la clôture.

Socles et fixation au sol

- Les socles et fixations au sol doivent maintenir les éléments de clôture en position verticale de façon à résister à la poussée du vent ou des passants.
- Si les socles maintiennent la clôture grâce à leurs masses, le dépassement de ceux-ci par rapport à l'extérieur de l'emprise ne doit pas être supérieur à 10 cm.
- Les scellements sont réalisés par procédés adéquats.
- À l'issue du chantier, aucun élément en saillie ne doit rester en place et les sols devront être remis en état d'origine ou conforme au projet.

L'adjudicataire chargé de cette réalisation établira son prix en prenant en compte :

- L'entretien ;
- Toutes démarches administratives réglementaires ;
- Le démontage et la remise en état des lieux en fin de chantier.
- Cette clôture sera maintenue et entretenue durant la totalité des travaux de tous les lots.

À la charge du lot Démolition /curage

Plans d'installation de chantier / Plan d'organisation de chantier

- L'entreprise définira l'organisation du chantier en respectant les règlements de sécurité et le plan d'installation de chantier devra être présenté au maître d'œuvre OPC et SPS pour approbation dans le respect du planning établi pour la période de préparation du chantier et joint au DCE.

Le plan d'organisation de chantier comportera :

- Les accès au chantier ;
- L'aire réservée aux cantonnements des entreprises, aux bureaux de chantier ;
- Les accès, les circulations ;
- Les aires de préfabrication et de stockage des matériaux et des composants avant montage ;
- La position et l'encombrement des engins de manutention ;
- Les installations communes d'hygiène et de sécurité ;
- L'emplacement et le type des clôtures de chantier ;
- L'emprise au sol des stockages, matériels, installations de chantier.

Seront mise à disposition par le maître d'ouvrage : (vestiaires, réfectoires, bureaux, sanitaires)

- Suivant des surfaces et implantation à confirmer pendant la période de préparation dans le cadre de l'élaboration et du phasage des installations de chantier. Ils respecteront les prescriptions du PGC. La surface de ces installations et leur implantation devra recevoir l'approbation du coordonnateur SPS, du maître d'œuvre, de l'OPC et figurer sur le plan d'organisation du chantier, en fonction des emplacements disponibles.

À la charge du maître d'ouvrage

Dépenses de fonctionnement et de consommations :

Les dépenses de fonctionnement et de consommation telles que :

- Électricité;
- Chauffage;
- Eau;
- Téléphone, fax;
- Gardiennage, contrôle d'accès.
- Consommable sanitaires
- Fourniture des clés de chantier ou badges (accès chantier)

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessus les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots . Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document , ils sont

reconnus ayant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

1.6 TEXTES RÉGLEMENTAIRES ET NORMES

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessous les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots. Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document, ils sont reconnus ayant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

1.6.1 RAPPEL DE LA RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS

Il est rappelé ici la réglementation essentielle applicable dans le domaine de la construction, à laquelle tous les attributaires seront soumis pour :

- 1 **Marchés privés suivant la NF P 03-001 D'octobre 2017.**
- 2 **Marchés publics suivant celle au moment du projet.**

Il est rappelé ci-dessous les textes essentiels à ce sujet :

- Code civil - article 1793

« Lorsqu'un attributaire est chargé de la construction à forfait d'un bâtiment d'après un plan arrêté et convenu avec le propriétaire du sol, il ne peut demander aucune augmentation de prix, ni sous le prétexte de l'augmentation de la main-d'œuvre ou des matériaux, ni sous celui de changements ou d'augmentations faits sur ce plan, si ces changements ou augmentations n'ont pas été autorisés par écrit et le prix convenu avec le Maître d'ouvrage ».

Lorsqu'un architecte ou un entrepreneur s'est chargé de la construction à forfait d'un bâtiment, d'après un plan arrêté et convenu avec le propriétaire du sol, il ne peut demander aucune augmentation de prix, ni sous le prétexte de l'augmentation de la main-d'œuvre ou des matériaux, ni sous celui de changements ou d'augmentations faits sur ce plan, si ces changements ou augmentations n'ont pas été autorisés par écrit, et le prix convenu avec le propriétaire.

1.6.1.1 RÉGLEMENTATIONS CONCERNANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DU MARCHÉ

Obligation de respect de la réglementation ;

La réalisation des travaux des présents marchés devra impérativement respecter tous les textes, dispositions, spécifications, prescriptions et autres, régissant les travaux objet des marchés.

Sont rappelés ci-après les différents textes, documents et autres constituant cette réglementation.

Tous ces textes, documents et autres constituant cette réglementation sont « pièces contractuelles » des présents marchés (sauf précisions contraires ci-après).

Les textes, documents et autres constituant la réglementation à respecter ne sont pas joints matériellement aux marchés, mais chaque entrepreneur est contractuellement réputé parfaitement les connaître.

Par la signature de son marché, chaque attributaire d'un ou plusieurs lot du présent marché s'engage à respecter cette réglementation.

Cette réglementation est constituée par :

- Les textes législatifs (lois) et les textes réglementaires (décrets, arrêtés, etc.) ;
- Les textes et règlements généraux ;
- Les textes et documents techniques.

Obligations contractuelles :

- Seront documents contractuels pour l'exécution du ou des présents marchés tous les documents énumérés ci-dessous ;
- Textes législatifs et textes réglementaires ;
- Toutes les lois, décrets, arrêtés, circulaires et autres concernant tout ou parties des travaux des présents marchés
- Les réponses ministérielles apportent un éclairage à un moment donné sur un sujet qui peut intéresser les acteurs de l'acte de construire ;
- La réponse à une question écrite n'a pas de valeur normative.

Textes et règlements généraux

Devront être respectés ces textes et règlements dans la mesure où l'exécution des travaux des présents marchés entre dans leur domaine d'application :

- Éventuellement les ATEC, ATX ou ETN « Enquête de Technique Nouvelle ;
- La législation sur l'accessibilité aux handicapés. La loi du 5 août 2015 ratifie l'ordonnance pour l'accessibilité aux

- handicapés, qui prévoit que dans les établissements d'une capacité d'accueil de plus de 200 personnes ;
- La notice de sécurité ;
- La Nouvelle Réglementation Acoustique (NRA) ;
- La Réglementation Thermique (RT 2012 et RE 2020) "**pour cette dernière voir (*) en bas du présent article**" ;
- **Marchés Privés :**
 - * *Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés privés (Norme NF P03.001 d'Octobre 2017) ;*
- **Marchés Publics :**
 - * *Application du code des marchés publics 2016 (décret 2016-360) applicable à compter du 01/04/2016 .*
 - * *Application du nouveau CCAG TRAVAUX Entrée en vigueur : le présent arrêté entre en vigueur le 1er avril 2021 . Il s'applique aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence envoyé à la publication à compter de cette date. Toutefois, jusqu'au 1er octobre 2021, les acheteurs publics peuvent faire référence au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux dans sa rédaction antérieure au présent arrêté ;*
- Le Code civil ;
- Le code de la construction et de l'habitation ;
- Le Code de la santé publique ;
- Le code de l'environnement (partie législative) ;
- Le code de l'Urbanisme ;
- Le Code des communes ;
- Le code du travail ;
- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le Code rural ;
- Le nouveau code de la commande publique (CCP) du 1/04/20 19 et des modifications suivant la loi n° 2021-1109 du 24/08/2021 ;
- Le règlement sanitaire duquel relève la ville de Rennes
- Le résultat de la campagne de sol ;
- Les attendus du permis de construire ;
- Les avis des Bâtiments De France (ABF) ;
- Les avis du coordonnateur de sécurité existants ou à venir ;
- Les avis et observations du contrôleur technique existants ou à venir ;
- Les Cahiers des Charges des DTU (Documents Techniques Unifiés) et de leurs additifs publiés par le CSTB avec les différentes mises à jour et annexes ;
- Les Cahiers des Clauses Spéciales des DTU, les règles des DTU ;
- Les essais des installations techniques de bâtiments réalisés par les entreprises sur le chantier avant la réception, afin de s'assurer de leur bon fonctionnement ,font désormais l'objet d'attestations d'essais de fonctionnement de **l'AQC**, qui remplace les anciens PV Coprec ;
- Les lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la construction ;
- Les Normes Françaises (NF) et Européennes (EN) homologuées ;
- Les prescriptions de la santé publique ;
- Les réglementations incendie ;
- Les règlements de sécurité ;
- Les Règles de l'Art ;
- Les Règles Professionnelles ;
- Les remarques du permis de démolir ;
- Les textes concernant le respect de l'environnement pendant les travaux ;
- Les textes concernant les conséquences sur l'environnement des travaux du présent marché
- Les textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier ;
- Loi du 11 février 2005 relatif à l'accessibilité des personnes handicapées ;
- NF X 46-011, Travaux de traitement de l'amiante modalités d'attribution et de suivi des certificats des entreprises ;
- Normes AFNOR ;
- Prescription technique du concessionnaire EDF ;
- Prescriptions techniques DU CSTB
- Règles de calcul et DTU .

(*) Nota :

La RE 2020 "Réglementation Environnementale" est en vigueur et est obligatoire pour tous les bâtiments neufs depuis le 1er janvier 2022. et remplace la RT 2012.

Liste ci-dessus non limitative.

Texte suivant la commande publique applicable au 1/04/2019 :

- A partir du 1/04/2019 application de la commande publique constitue un enjeu économique essentiel dans la passation et l'exécution des contrats, ainsi que de susciter la meilleure prise en compte de la dimension économique des marchés publics
- Le décret n° 2018-1225 du 25/12/2018 portant diverses mesures relatives aux contrats de la commande publique vise à soutenir l'innovation dans la commande publique ; ce texte crée une expérimentation de trois ans permettant aux acheteurs de passer des marchés négociés pour leurs achats innovants d'un montant inférieur à 100 000 €.
- Le décret du 26/12/2018 définit les modalités de l'obligation de déclaration à l'observatoire économique de la commande publique des procédures d'expérimentation en matière d'achats innovants, prévue à l'article 2 du décret n° 2018-1225. Il porte également des mesures relatives à la révision de prix, à l'augmentation du montant des avances et à la diminution de celui de la retenue de garantie dans les marchés publics passés par l'État avec des PME, ainsi qu'à la dématérialisation de la commande publique.

Nota:

Liste ci-dessus est réputée non limitative, mais qu'à titre d'information, les soumissionnaires sont reconnus ayant une parfaite connaissance des divers textes , loi , décret en vigueur au moment de leur offre de prix et cela même dans le cas d'abrogation entre le moment de la présente rédaction et la date de l'AO.

1.6.1.2 RÉGLEMENTATION EUROPÉENNE

Les directives européennes s'imposent aux États membres quant à leurs objectifs

Elles sont applicables aux travaux des présents marchés pour toutes celles qui ont été transposées pour qu'elles deviennent applicables dans l'ordre juridique français.

Ci-dessous la réglementation générale ; les CCTP des différents lots précisent la réglementation applicable pour chacun des lots

- Directive « Produits de construction »
- Directive 89/106/CEE du 21 décembre 1988, modifiée par la directive 93/68/CEE du Conseil du 22 juillet 1993 transposée en France par le décret no 92-647 du 8 juillet 1992, remanié par le décret no 95-1051 du 20 septembre 1995 et le décret no 2003-947 du 3 octobre 2003. qui a été également **modifié par le décret n° 2022-1000 du 2 août 2022** concernant l'Aptitude à l'usage des produits de construction ;
- Un « produit de construction » est défini comme suit par La directive qui définit un produit de construction est la directive 89/106/CEE du Conseil. Cette directive a été abrogée et **remplacée par le règlement (UE) n°305/2011** qui établit les conditions de commercialisation des produits de construction sur le marché de l'Union européenne. Selon ce règlement, un produit de construction est défini comme un produit fabriqué en vue d'être incorporé, assemblé, utilisé ou installé de façon durable dans des ouvrages tant de bâtiment que de génie civil .
- La directive impose à ces « produits de construction » sont incorporés :
 - * 1. Résistance mécanique et stabilité ;
 - * 2. Sécurité en cas d'incendie ;
 - * 3. Hygiène, santé et environnement ;
 - * 4. Sécurité d'utilisation ;
 - * 5. Protection contre le bruit ;
 - * 6. Économie d'énergie et isolation thermique.

Marquage CE

- Le marquage CE indique que le produit est conforme aux normes nationales applicables qui transposent les normes harmonisées, à un agrément technique européen ou à l'une des spécifications techniques nationales indiquées à l'article 4-3 de la directive et que le système d'attestation de conformité établi par la décision de la Commission concernant le produit a été appliqué. Le marquage CE est une marque de conformité qui indique que le produit est conforme aux exigences essentielles de sécurité, de santé et de protection de l'environnement applicables aux produits commercialisés dans l'Union européenne . Les normes nationales applicables qui transposent les normes

harmonisées sont énoncées dans les textes des directives/règlements d'harmonisation techniques ou des mesures nationales qui les ont transposées .

- Il existe plusieurs textes réglementaires d'harmonisation technique (directives ou règlements) qui prévoient l'apposition du marquage CE, couvrant de vastes catégories de produits. Voici une liste indicative de textes réglementaires (directives et règlements) prévoyant le marquage CE pour les travaux de bâtiment :
 - * 1. Matériel électrique basse tension: 2014/35/UE ;
 - * 2. Produits de construction: Règlement UE 305/2011 ;
 - * 3. Compatibilité électromagnétique (CEM): 2014/30/UE ;
 - * 4. Appareils brûlant des combustibles gazeux: Règlement UE 2016/426 ;
 - * 5. Rendement des chaudières à eau chaude alimentées en combustibles liquides ou gazeux: 92/42/CEE ;
 - * 6. Explosifs à usage civil: 2014/28/UE ;
 - * 7. Appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles (ATEX): 2014/34/UE ;
 - * 8. Ascenseurs: 2014/33/UE.

Remarque:

Le marquage CE ne remplace pas les marques de qualité, l'objet du marquage CE est de répondre aux exigences réglementaires et d'assurer la libre circulation des produits en cause dans l'Espace économique européen.

Guides d'agrément techniques européens :

Les **Guides d'agrément techniques européens (ETAG)** sont des documents qui définissent les critères d'évaluation technique pour les produits de construction. Les **Documents d'évaluation européens (EAD)** sont des documents qui décrivent les méthodes d'évaluation technique pour les produits de construction. Les **EAD** sont élaborés par l'Organisation européenne pour l'évaluation technique dans la construction (**EOTA**). Les **EAD** et les **ETAG** sont consultables sur le site de l'**EOTA**.

En France, l'Évaluation Technique Européenne (ETE) a été mise en place par le Règlement Produits de Construction (règlement (UE) n°305/2011). L'**ETE** succède progressivement aux Agréments Techniques Européens (**ATE**). Les **ATE** en cours de validité peuvent être utilisés par les fabricants en tant qu'**ETE** pour établir la déclaration de performance et marquer CE les produits conformes :

- Ils sont établis par l'**EOTA** et confirment l'aptitude à l'usage de produits de construction ;
- Agréments techniques européens (**ATE**) ;
- Ils sont établis par l'**EOTA** et sont généralement délivrés après la rédaction d'un « Guide d'agrément européen » d'un produit de construction, en principe pour les produits non normalisés (comme les Avis techniques en France) ;
- **Euro-agréments** ;
- Ils sont établis par l'**UEAtc**, procédure qui constitue un prolongement des agréments nationaux existants (ils ne doivent pas être confondus avec les Agréments techniques européens).

Attestation de conformité

Les produits qui font l'objet d'une attestation de conformité sont présumés conformes aux spécifications techniques au sens de l'article 4 de la directive. Cette conformité est établie au moyen d'essais ou d'autres vérifications sur la base des spécifications techniques, conformément à l'annexe III de la directive.

Normes harmonisées

- Les normes européennes harmonisées, dont les références sont publiées au Journal officiel des Communautés européennes (JOCE) définissent les spécifications techniques dont les professionnels ont besoin pour produire et mettre sur le marché des produits conformes aux exigences essentielles.
- La conformité à ces normes n'est pas obligatoire mais les administrations nationales sont obligées de reconnaître aux produits conformes aux normes harmonisées, une présomption de conformité aux exigences essentielles.
- Les références correspondantes des normes françaises transcrivant les normes européennes harmonisées pouvant être utilisées pour l'application de la réglementation sont publiées au Journal officiel de la République française (JORF ou JO).

Règles de calcul « Eurocodes »

Les 10 règles de calcul Eurocodes ont déjà été éditées en tant que prénormes européennes et intégrées à titre expérimental dans les collections nationales :

- Eurocode 0 : Bases de calcul des structures ;
- Eurocode 1 : « Actions sur les structures », définit les principes généraux de calcul et de chargement des structures à construire **"Celui-ci ayant remplacé les anciennes règles NV 65"** ;
- Eurocode 2 : « Calcul des structures en béton », définit les principes généraux de calcul des structures en béton ;
- Eurocode 3 : « Calcul des structures en acier », définit les principes de calcul des structures en acier ;

- Eurocode 4 : « Calcul des structures mixtes acier-béton » ;
- Eurocode 5 : « Calcul des structures en bois » ;
- Eurocode 6 : « Calcul des ouvrages en maçonnerie » ;
- Eurocode 7 : « Calcul géotechnique » ;
- Eurocode 8 : « Conception et dimensionnement des structures pour leur résistance aux séismes » ;
- Eurocode 9 : « Calcul des structures en alliages d'aluminium ».

Les Eurocodes sont élaborés en deux temps :

- Tout d'abord, les Eurocodes sont rédigés et publiés en tant que prénorme européenne (ENV), afin d'être expérimentés pour une durée de trois ans sur des projets de construction. Durant cette période, les règles nationales coexistent avec les Eurocodes ;
- À ce stade, la publication par l'Afnor comprend l'Eurocode, sous la forme du texte de la prénorme européenne (ENV) tel qu'adopté dans sa totalité par le CEN, accompagné du Document d'application nationale (DAN). Ce dernier ne fait pas l'objet d'un document séparé mais est intégré tout au long du texte et doit être utilisé conjointement.

Ensuite, les Eurocodes sont convertis en normes européennes (EN) :

- Ces règles Eurocodes sous forme de normes européennes expérimentales ne sont pas applicables pour le moment, sauf si elles sont citées dans les documents particuliers du marché ;
- Les normes européennes fondées sur les Eurocodes ne sont pas des normes harmonisées. Elles restent des normes volontaires et, par conséquent, les États ne sont pas obligés d'abandonner leurs règles nationales concernant les mêmes domaines. Il leur sera seulement demandé, s'ils décident de conserver ces règles, de faire en sorte qu'elles n'empêchent pas l'utilisation, en alternative, des Eurocodes ;
- Réaction au feu des matériaux « Euroclasses » ;
- En application de la directive européenne 89/106 du 21 décembre 1988, l'Union européenne a fait paraître une série de normes harmonisées. Elle a été transposée en droit français par le Règlement Produits de Construction (règlement (UE) n°305/2011) ;
- Parmi ces normes, la norme DIN EN 13823 d'avril 2023 : Essais de réaction au feu des produits de construction - Produits de construction à l'exclusion des revêtements de sol exposés à une sollicitation thermique provoquée par un objet isolé en feu - Version allemande EN 13823:2020+A1:2022.

En annexe à cet arrêté, il y a trois tableaux donnant les EUROCLASSES admissibles au regard des catégories M mentionnées dans les règlements de sécurité contre l'incendie (valable tant que la réglementation française n'a pas été révisée pour intégrer directement les euroclasses):

Classes selon NF EN 13501-1+A1			Exigence
A1	-	-	Incombustible
A2	s1	d0	M0
A2	s1	d1	
A2	s2	d0	M1
	s3	d1	
B	s1	d0	M1
	s2	d1	
	s3		
C	s1	d0	M1
	s2	d1	
	s3		
D	s1	d0	M3
	s2	d1	
	s3		M4 (non gouttant)
Toutes classes autres que E-d2 et F			M4

Ces textes européens ont été transcrits en droit français par l'arrêté du 21 novembre 2002 relatif à la réaction au feu des produits de construction et d'aménagement - Euroclasses qui distingue deux catégories :

- Les produits de construction ;
- Les produits d'aménagement ;

L'annexe 1 de l'arrêté précise que les produits de construction sont classés suivant la norme européenne EN 13-501-1 (Euroclasse). Suivant l'annexe 2 les matériaux d'aménagement sont classés par les normes françaises de la série NF P92-5XX.

Certains produits ou matériaux n'ont pas besoin d'essais pour justifier leurs réactions au feu. On appelle cela les classements

conventionnels, ils sont définis dans l'annexe 3 de l'arrêté du 21 novembre 2002.

- **Les produits de construction comprennent deux familles :**
- Les produits pour revêtements de sol ;
- Les autres produits.

Les produits d'aménagement ne font pas partie des Euroclasses, ils restent dans le domaine du classement « M » français.

Les produits de construction relèvent des Euroclasses :

- Le classement de ces produits est donné à l'Annexe 1 des produits de construction autres que les revêtements de sol sont classés de A à F. Les revêtements de sol sont classés de AFL à FFL.

Deux autres critères ont été ajoutés :

- La production de gouttelettes ou particules enflammées au cours des essais : critères d0 à d2 ;
- La production de fumée définie par les critères S1 à S3.

Les textes réglementaires français relatifs à la sécurité incendie ne vont pas être repris, car l'Annexe 4 de l'arrêté susvisé fixe la correspondance entre le classement « M » et les Euroclasses.

Classification française

- En France, il existe un classement sous norme NF P92-507, composé de 5 catégories qui définissent la réaction au feu des matériaux : ils vont de M0 pour l'incombustible à M4 pour désigner les matériaux les plus inflammables jusqu'à leur propension à la propagation du feu. Cette classification, qui correspond au temps de résistance d'un matériau à une température donnée, est établie par des laboratoires agréés par le ministère de l'Intérieur, comme le CSTB et le LNE dont les sites délivrent de plus amples informations ;
- La combustibilité est la chaleur émise par combustion complète du matériau, tandis que l'inflammabilité est la quantité de gaz inflammable émise par le matériau ;
- Aujourd'hui la classification française est appliquée pour les matériaux d'aménagement seulement. Les autres matériaux sont classés suivant les euroclasses et la norme EN 13-501-1.

Combustibilité	Inflammabilité	Exemples	Types
M0	incombustible		pierre, brique, ciment, tuiles, plomb, acier, ardoise, céramique, plâtre, béton, verre, laine de roche, Staff
M1	incombustible	inflammable	matériaux composites, PVC rigide, dalles minérales de faux-plafonds, certains bois ignifugés, certains polyesters ignifugés, isolant paille enduit.
M2	incombustible	difficilement inflammable	moquette murale, panneau de particules
M3	incombustible	moyennement inflammable	bois (y compris lamellé-collé), revêtement sol caoutchouc, moquette polyamide, laine
M4	incombustible	facilement inflammable	papier, polyester, polypropylène, tapis fibres mélangées
NC		non classé	

Les directives européennes s'imposent aux États membres quant à leurs objectifs. Transposées en droit français, leurs exigences deviennent alors applicables dans le cadre de la réalisation de travaux du présent marché.

Le Règlement Produit de Construction (**RPC**, règlement (UE) n° 305/2011) s'applique à un produit de construction lorsqu'il est mis à disposition sur le marché, ce qui signifie fourni sur le marché de l'Union dans le cadre d'une activité commerciale (à titre onéreux ou gratuit).

Les exigences relatives à un produit de construction sont précisées dans des spécifications techniques harmonisées. Ces spécifications techniques harmonisées sont :

- Les normes harmonisées ;
- Les documents d'évaluation européens.

Le **Règlement Produit de Construction (RPC)** impose que tout produit de construction, lors de sa mise à disposition sur le marché, conforme à une norme harmonisée ou à une Évaluation Technique Européenne dont il a fait l'objet à la demande du fabricant, fasse l'objet de l'établissement d'une déclaration de performances et soit marqué CE. Le fabricant s'engage sur la performance de son produit.

Dans le cas d'un produit de construction pas couvert ou pas totalement couvert par une norme harmonisée, le fabricant peut

demander une Évaluation Technique Européenne (ETE). La démarche est alors volontaire ; par contre, une fois l'ETE obtenue, le fabricant devra établir une déclaration de performance et marquer CE du produit.

L'attributaire du présent lot aura le choix entre des produits bénéficiant d'une déclaration de performance et marqués CE et des produits non concernés par cette disposition. Dans tous les cas, il devra choisir un produit ayant des performances adaptées à l'ouvrage qu'il doit réaliser.

Les dérogations à l'établissement d'une déclaration de performances font l'objet de l'article 5 du règlement (UE) n° 305/2011 : « Par dérogation à l'article 4, paragraphe 1, et en l'absence de dispositions nationales ou de l'Union exigeant la déclaration des caractéristiques essentielles là où il est prévu que les produits de construction soient utilisés, un fabricant peut s'abstenir d'établir une déclaration des performances lorsqu'il met sur le marché un produit de construction couvert par une norme harmonisée, lorsque :

- Le produit de construction est fabriqué individuellement ou sur mesure selon un procédé autre que la production en série, en réponse à une commande spéciale, et est installé dans un ouvrage de construction unique identifié, par un fabricant qui est responsable de l'incorporation en toute sécurité du produit dans les ouvrages de construction, dans le respect des règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables ;
- Le produit de construction est fabriqué sur le site de construction en vue d'être incorporé dans l'ouvrage de construction respectif conformément aux règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables ;
- Le produit de construction est fabriqué d'une manière traditionnelle ou adaptée à la sauvegarde des monuments selon un procédé non industriel en vue de rénover correctement des ouvrages de construction officiellement protégés comme faisant partie d'un environnement classé ou en raison de leur valeur architecturale ou historique spécifique, dans le respect des règles nationales applicables. »

En conséquence, la déclaration de performance et le marquage CE ne sont pas requis pour une partie d'ouvrage élémentaire façonnée par l'entrepreneur qui la met en œuvre lui-même sur site.

Les éléments d'information nécessaires à la mise en application du marquage CE en lien avec le RPC sont disponibles sur le site www.rpcnet.fr.

Liste ci-dessus est réputée non limitative, mais qu'à titre d'information, les soumissionnaires sont reconnus ayant une parfaite connaissance des divers textes, loi, décret en vigueur au moment de leur offre de prix et cela même dans le cas d'abrogation entre le moment de la présente rédaction et la date de l'AO.

1.6.1.3 QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES – RESSORTISSANTS EUROPÉENS ET EXTRA-COMMUNAUTAIRES

Ainsi il est précisé à tous les entreprises européennes ou extra-communautaire, dès lors qu'elle intervient en France, doit :

- Appliquer la réglementation française en matière de **santé et de sécurité des travailleurs conformément à ce que prévoit l'article Code du travail au moment de l'AO du présent marché de travaux.**

En conséquence, l'entreprise soumissionnaire installée dans un autre État membre ou hors de l'Union européenne et souhaitant effectuer sur le territoire français des travaux de retrait ou d'encapsulation de matériaux amiantés doit se conformer à la réglementation française et aux normes françaises y afférentes.

Cette entreprise soumissionnaire, qui peut par ailleurs détenir une certification dans son pays d'origine, doit apporter la preuve de l'équivalence au dispositif français de ses mesures de formation, de prévention, de ses obligations documentaires et de la procédure de certification de son pays d'origine (**article Code du travail au moment de l'AO du présent marché de travaux.**)

Ces entreprises soumissionnaires établies hors de France peuvent y détacher du personnel afin d'exercer une prestation temporaire. Le recours à la prestation de services doit alors respecter les règles du Code du travail en matière de détachement prévues aux articles **Code du travail au moment de l'AO du présent marché de travaux.** : déclaration préalable, prestation temporaire, lien préexistant entre le salarié et son employeur, activité non permanente en France, respect du noyau dur de la réglementation du travail, etc.

Suivant l'article du code du travail en vigueur au moment du présent marché en France, les employeurs détachant des salariés en France sont tenus d'effectuer une déclaration préalable de détachement auprès de l'inspection du travail du lieu où débute la prestation. La télédéclaration, qui est disponible sur le site internet **SIPSI**, et elle est obligatoire depuis octobre 2016. De plus, lorsqu'un salarié détaché est victime d'un accident du travail, une déclaration est envoyée à l'inspection du travail du lieu où s'est produit l'accident.

Le détachement temporaire de salariés en France par des entreprises établies hors de France est soumis à plusieurs conditions et formalités obligatoires. Les salariés détachés doivent bénéficier des dispositions prévues par le droit du travail français dans un certain nombre de matières. Pour détacher des salariés en France, l'entreprise doit obligatoirement accomplir plusieurs formalités, notamment :

1. La déclaration préalable de détachement de salariés en France .
2. La désignation d'un représentant ;
3. La carte d'identification professionnelle obligatoire dans le secteur du BTP ;

Les salariés détachés temporairement sur le territoire national bénéficient, des dispositions du « noyau dur » du droit du travail, si elles sont plus favorables que leur contrat de travail ou la législation de l'État d'envoi. Pour les matières listées ci-dessous, les dispositions légales et les stipulations conventionnelles de branche d'application générale leur sont applicables, comme elles le sont aux salariés employés par les entreprises de la même branche d'activité établies en France :

- 1 Libertés individuelles et collectives dans la relation de travail ;
- 2 Discriminations et égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- 3 Protection de la maternité, congés de maternité et de paternité et d'accueil de l'enfant, congés pour événements familiaux ;
- 4 Conditions de mise à disposition et garanties dues aux salariés par les entreprises exerçant une activité de travail temporaire ;
- 5 Exercice du droit de grève ;
- 6 Durée du travail, repos compensateurs, jours fériés, congés annuels payés, durée du travail et travail de nuit des jeunes travailleurs ;
- 7 Rémunération au sens de l'article L. 3221-3, paiement du salaire, y compris les majorations pour les heures supplémentaires ;
- 8 Règles relatives à la santé et sécurité au travail, âge d'admission au travail, emploi des enfants ;
- 9 Travail illégal ;
- 10 Remboursements effectués au titre de frais professionnels correspondants à des charges de caractère spécial inhérentes à sa fonction ou à son emploi supportés par le salarié détaché, lors de l'accomplissement de sa mission, en matière de transport, de repas et d'hébergement .

1.6.1.4 RÉGLEMENTATION EUROPÉEN PRODUITS DE CONSTRUCTION - MARQUAGE CE ET RPC

Les directives européennes s'imposent aux États membres quant à leurs objectifs. Transposées en droit français, leurs exigences deviennent alors applicables dans le cadre de la réalisation de travaux du présent marché.

Le **Règlement Produit de Construction (RPC)**, règlement (UE) n° 305/2011 s'applique à un produit de construction lorsqu'il est mis à disposition sur le marché, ce qui signifie fourni sur le marché de l'Union dans le cadre d'une activité commerciale (à titre onéreux ou gratuit).

Les exigences relatives à un produit de construction sont précisées dans des spécifications techniques harmonisées. Ces spécifications techniques harmonisées sont :

- Les normes harmonisées ;
- Les documents d'évaluation européens.

Le **Règlement Produit de Construction (RPC)** impose que tout produit de construction, lors de sa mise à disposition sur le marché, conforme à une norme harmonisée ou à une Évaluation Technique Européenne dont il a fait l'objet à la demande du fabricant, fasse l'objet de l'établissement d'une déclaration de performances et soit marqué CE. Le fabricant s'engage sur la performance de son produit.

Dans le cas d'un produit de construction pas couvert ou pas totalement couvert par une norme harmonisée, le fabricant peut demander une Évaluation Technique Européenne (ETE). La démarche est alors volontaire ; par contre, une fois l'ETE obtenue, le fabricant devra établir une déclaration de performance et marquer CE du produit.

Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots du présent projet aura le choix entre des produits bénéficiant d'une déclaration de performance et marqués CE et des produits non concernés par cette disposition. Dans tous les cas, il devra choisir un produit ayant des performances adaptées à l'ouvrage qu'il doit réaliser.

Les dérogations à l'établissement d'une déclaration de performances font l'objet de l'article 5 du règlement (UE) n° 305/2011 : « Par dérogation à l'article 4, paragraphe 1, et en l'absence de dispositions nationales ou de l'Union exigeant la déclaration des caractéristiques essentielles là où il est prévu que les produits de construction soient utilisés, un fabricant peut s'abstenir d'établir une déclaration des performances lorsqu'il met sur le marché un produit de construction couvert par une norme harmonisée, lorsque :

- Le produit de construction est fabriqué individuellement ou sur mesure selon un procédé autre que la production en

série, en réponse à une commande spéciale, et est installé dans un ouvrage de construction unique identifié, par un fabricant qui est responsable de l'incorporation en toute sécurité du produit dans les ouvrages de construction, dans le respect des règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables ;

- Le produit de construction est fabriqué sur le site de construction en vue d'être incorporé dans l'ouvrage de construction respectif conformément aux règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables ;
- Le produit de construction est fabriqué d'une manière traditionnelle ou adaptée à la sauvegarde des monuments selon un procédé non industriel en vue de rénover correctement des ouvrages de construction officiellement protégés comme faisant partie d'un environnement classé ou en raison de leur valeur architecturale ou historique spécifique, dans le respect des règles nationales applicables. »

En conséquence, la déclaration de performance et le marquage CE ne sont pas requis pour une partie d'ouvrage élémentaire façonnée par l'entrepreneur qui la met en œuvre lui-même sur site.

Les éléments d'information nécessaires à la mise en application du marquage CE en lien avec le RPC sont disponibles sur le site www.rpcnet.fr.

Nota:

Liste ci-dessus est réputée non limitative, mais qu'à titre d'information, les soumissionnaires sont reconnus ayant une parfaite connaissance des divers textes, loi, décret en vigueur au moment de leur offre de prix et cela même dans le cas d'abrogation entre le moment de la présente rédaction et la date de l'AO.

-

1.6.1.5 LA COMMANDE PUBLIQUE EST EN VIGUEUR DEPUIS LE 1ER JANVIER 2023

Le décret n° 2022-1683 du 28 décembre 2022 portant diverses modifications du code de la commande publique est en vigueur depuis le 1er janvier 2023 1. Ce décret a pour objectif de simplifier les procédures de passation des marchés publics et d'améliorer la trésorerie des entreprises. Il prévoit notamment la possibilité pour les candidats à un marché public de transmettre une copie de sauvegarde de leur offre par voie dématérialisée, ainsi que les mesures d'application des dispositions créant un nouveau cas de réservation des marchés et concessions pour les entreprises implantées en milieu pénitentiaire et employant des personnes détenues .

Etc.

Nota:

Liste ci-dessus est réputée non limitative, mais qu'à titre d'information, les soumissionnaires sont reconnus ayant une parfaite connaissance des divers textes, loi, décret en vigueur au moment de leur offre de prix et cela même dans le cas d'abrogation entre le moment de la présente rédaction et la date de l'AO.

1.6.2 CODES ET RÈGLEMENTS

Les Codes et règlements à observer pour l'exécution des ouvrages, seront ceux normalement utilisés par la profession et plus particulièrement :

1.7.2.1 RÉGLEMENTATIONS ET DOCUMENTS CITÉS DANS LES CCTP

Connaissance des réglementations et des documents contractuels. Chaque soumissionnaire d'un ou plusieurs lots est contractuellement réputé parfaitement connaître les réglementations et les documents contractuels applicables aux travaux de son marché.

En ce qui concerne les DTU, CCTG, il faut entendre tous les fascicules, additifs, amendements, errata, modificatifs, etc., connus à la date précisée ci-dessous, sauf spécifications expresses différentes dans le CCAP.

Dates de prise d'effet des CCTG, DTU, normes, etc.

Pour les marchés publics, du CCAG Travaux :

- Les textes des CCTG et CCAG à retenir sont ceux qui sont en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix ou

Pour les marchés privés, CCAG (NF P03-001 du 20 Octobre 2017) :

- Les normes applicables sont celles dont le mois de prise d'effet figurant sur le document est antérieur de trois mois à celui du lancement de la consultation, sauf indication contraire indiquée dans les normes.
- Par extension, il est ici formellement stipulé que pour les autres documents contractuels cités, les dates de prises d'effet seront les mêmes que celles ci-dessus, sauf indication contraire portée dans le document.
- Les textes législatifs ne peuvent être mis en application qu'après publication au JO (à moins que le législateur n'ait expressément prévu une autre date de mise en vigueur). Les textes réglementaires peuvent être applicables dans un certain délai après sa parution au JO ou à une date précisée.

Remarque

Dans le cas éventuel de divergence ou discordance implicite ou explicite entre les spécifications du CCTP et les clauses et prescriptions des DTU/CCTG et des normes, il est précisé :

En ce qui concerne les CCTG, DTU ou normes :

- Pour toutes les prescriptions ayant trait aux matériaux, aux techniques de construction, aux règles de mise en œuvre, à la coordination des travaux, aux règles de sécurité, etc., ce sont les prescriptions des DTU et des normes qui prévaudront ;
- Pour toutes les clauses à caractère administratif et financier et autres dispositions qui pourraient avoir une influence sur le caractère forfaitaire du marché, ce sont les clauses du CCTP qui prévaudront.

Pour ce qui est des textes « Consistance des travaux » ou autres textes ayant le même objet, figurant dans les DTU/CCTG, ce sont toujours les spécifications du CCTP qui prévaudront.

Les soumissionnaires sont reconnus avoir une parfaite connaissance des Marchés :

- **Publics, du CCAG Travaux ;**
- **Privés, CCAG (NF P03-001 du 20 Octobre 2017).**

1.6.3 LES RÈGLES DE L'ART**1.6.3.1 MATÉRIAUX****1.6.3.1.1 Qualité des matériaux**

Sauf dérogations apportées par le Devis Descriptif, tous les matériaux sont de première qualité, mis en œuvre suivant les règles de l'Art.

Chaque attributaire est tenu de produire, à la demande du maître d'œuvre, toutes justifications sur la provenance et la qualité des matériaux. La soumission de chaque attributaire doit prendre en compte toutes les redevances à des Brevets et il ne pourra y avoir de réclamation à ce sujet. Dans le cadre du dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage, chaque attributaire d'un ou plusieurs lots est tenu de transmettre au coordonnateur **CSPS** toutes les documentations et fiches techniques des produits et matériaux mis en œuvre dans la construction de l'ouvrage. Ces documents doivent comporter les garanties, les fréquences, les méthodes d'entretien et d'intervention.

1.6.3.2 DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES**1.6.3.2.1 Documents techniques unifiés (DTU)**

L'attributaire d'un ou plusieurs lots est réputé par le fait de soumissionner devra se conformer aux divers textes des Documents Techniques Unifiés français de son ou ses lots en vigueur et de connaître ceux ayant un lien direct et cela afin de pouvoir faire la réception de travaux réalisés avant son intervention.

Nota:

Le simple fait du démarrage de ses travaux a pour valeur l'acceptation du ou des supports de toute nature. En cas de non-conformités, cela lui impose donc d'en avertir le Maître d'œuvre par e-mail ou autres moyens appropriés afin que de dernier puisse prendre toute mesure contre l'attributaire incriminé.

Toutes dérogations devront faire l'objet d'un accord du maître d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre. La valeur de ces textes sera la date de délivrance du permis de construire.

Toutes dérogations devront faire l'objet d'un accord du maître d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre. La valeur de ces textes sera la date de délivrance du permis de construire.

1.6.3.2.2 Les cahiers des clauses techniques générales (CCTG)

Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots du présent marché devra respecter les fascicules du Cahier des Clauses Techniques

Générales en vigueur au moment de la délivrance du permis de construire.

1.6.3.2.3 Le cahier des clauses administratives générales CCAG travaux applicable depuis le 1^{er} avril 2021 et le CCAG des marchés privés, CCAG

Chaque soumissionnaire d'un ou plusieurs lots et ainsi participant au projet reconnaît avoir pris connaissance :

A) Marchés Publics:

- CCAG travaux qui est en application au 1 Avril 2021 suivant l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux.

b) Marchés Privés

- Pour les marchés privés, CCAG (NF P03-001 du 20 Octobre 2017)

1.6.4 LES NORMES

1.6.4.1 LES NORMES FRANÇAISES (Y compris RE2020)

1.6.4.1.1 Normes estampillées NF

Chaque soumissionnaire devenant attributaire d'un ou plusieurs lots devra respecter l'ensemble des normes françaises pour l'exécution de ses ouvrages et chaque matériau faisant référence à une de ces normes devra être estampillé NF.

1.6.4.1.2 Documents techniques unifiés (DTU)

Il est fait ici le rappel à chaque soumissionnaire qu'un DTU constitue un cahier des clauses techniques types applicables contractuellement à des marchés de travaux de bâtiment. Le marché de travaux doit, en fonction des particularités de chaque projet, définir dans ses documents particuliers, l'ensemble des dispositions nécessaires qui ne sont pas définies dans les DTU ou celles que les contractants estiment pertinentes d'inclure en complément ou en dérogation de ce qui est spécifié dans les DTU. En particulier, les DTU ne sont généralement pas en mesure de proposer des dispositions techniques pour la réalisation de travaux sur des bâtiments construits avec des techniques anciennes. L'établissement des clauses techniques pour les marchés de ce type relève d'une réflexion des acteurs responsables de la conception et de l'exécution des ouvrages, basées, lorsque cela s'avère pertinent, sur le contenu des DTU, mais aussi sur l'ensemble des connaissances acquises par la pratique de ces techniques anciennes.

L'exécution des ouvrages devra être exécutée suivant la dernière mise à jour de DTU de leur propre lot ainsi que de ceux avoisinants et qu'ils se réfèrent, pour la réalisation des travaux, à des produits ou procédés de construction, dont l'aptitude à satisfaire aux dispositions techniques des DTU est reconnue par l'expérience. Lorsque le présent document se réfère à cet effet à un Avis Technique ou à un Document Technique d'Application, ou à une certification de produit, le titulaire du marché pourra proposer au maître d'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuve en vigueur dans d'autres États Membres de l'Espace économique européen, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités par des organismes signataires des accords dits «EA», ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à la norme **NF EN /IEC 17065 Décembre 2012 et qui remplace la EN 45011**. Le titulaire du marché devra alors apporter au maître d'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence. L'acceptation par le maître d'ouvrage d'une telle équivalence est définie par le Cahier des Clauses Spéciales des DTU (CCS).

Toute norme mentionnée dans le présent document n'est qu'indicative, celle applicable est celle en vigueur au moment de l'AO du présent marché public et ou privé.

1.6.4.2 LES NORMES EUROPÉENNES

1.6.4.2.1 Normes estampillées CE

Dans le présent projet, chaque soumissionnaire devenant attributaire d'un lot ou de plusieurs lots qu'il devra respecter les normes européennes (Eurocodes) pour l'exécution de ses ouvrages et chaque matériau faisant référence à une de ces normes devra être estampillé CE.

1.6.4.2.2 Normes européennes EN

Dans le présent projet, il est précisé aux soumissionnaires qu'ils trouveront dans le catalogue AFNOR, toutes les normes Européennes auxquelles, ils devront satisfaire. En effet elles sont reprises dans la collection des normes françaises, avec la référence NF EN. Elles annulent et remplacent les normes nationales en contradiction.

1.6.4.3 LES NORMES INTERNATIONALES

1.6.4.3.1 Normes internationales ISO

Les soumissionnaires sont informés que toutefois ces normes n'ont toutefois qu'une influence marginale, mais seront appréciées par

le maître d'ouvrage pour des productions avec ce label.

1.6.5 DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS

1.6.5.1 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES RÉGLEMENTAIRES

1.6.5.1.1 Prescriptions techniques réglementaires

Les dispositions particulières à chacun des lots sont précisées dans leurs spécifications techniques respectives. Sauf disposition particulière indiquée dans le présent document, la conception, les calculs, la fabrication en usine, l'exécution sur chantier, la mise en œuvre et le réglage de l'ouvrage, la nature et la qualité des matériaux, la protection de l'ouvrage, la réception et les essais de tout ou partie de l'ouvrage sont, dans leur ensemble, conformes aux normes, règlements, prescriptions techniques et recommandations professionnelles en (*) vigueur.

(*) Toute norme mentionnée dans le présent document n'est qu'indicative, celle applicable est celle en vigueur au moment de l'AO du présent marché public et ou privé.

1.6.5.2 TEXTES PROPRES A LA SPÉCIFICITÉ DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Sans objet

1.6.5.3 RÈGLES PROFESSIONNELLES

Il est fait le rappel au soumissionnaire que lorsque celui-ci sera attributaire de un ou de plusieurs lots du présent marché qu'il devra respecter, pour les ouvrages concernés, les « Règles professionnelles de son lot et de ceux ayant un lien direct avec le présent lot »

Le soumissionnaire est contractuellement réputé en avoir eu connaissance. La liste faisant référence pour le présent marché est celle en cours à la date de signature dudit marché.

Dans le cas où l'attributaire souhaiterait mettre en œuvre d'autres moyens ou procédés, matériaux que ceux préconisés dans le présent document, il devra :

- Vérifier, auprès de son assureur, si celui-ci ne fait pas l'objet de conditions spéciales de souscription d'assurance.
- Si cela est le cas, faire part par écrit au maître d'ouvrage de l'ouvrage concerné par cette mise en observation ainsi que des démarches effectuées pour garantir l'assurance des prestations objet du présent marché ;
- Il devra, si c'est le cas, faire part, par écrit au maître d'ouvrage, de l'ouvrage concerné par cette "mise en observation" ainsi que des démarches effectuées pour garantir l'assurance des prestations objet du présent marché. En tout état de cause, l'attributaire ne pourra, en aucun cas, mettre en œuvre des ouvrages qui ne seraient pas couverts par ses assureurs.

Nota :

Dans le cas où dans un lot il a été constaté la présence de matériaux amiantés dans les divers ouvrages du présent projet, chaque attributaire devra mettre en place tous les moyens nécessaires pour **satisfaire à la norme NF X46-101** est obligatoire depuis le **1er janvier 2020** pour les organismes certificateurs de qualification en matière d'attribution, de suivi et de retrait des certificats de qualification des entreprises dans le domaine du traitement de l'amiante friable (matériaux ou produits friables contenant de l'amiante **et elle remplace la norme NF X46-011**, l'attributaire d'un ou plusieurs lots devra avoir une certification en vigueur au moment des travaux.

1.6.5.4 RÉGLEMENTATION SÉCURITÉ INCENDIE

Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots devra respecter les exigences fixées par la réglementation incendie propre pour chaque lot concerné, et il devra respecter l'ensemble des exigences fixées par la réglementation incendie, concernant le comportement au feu et la protection de son installation de son ou de ses lots etc..

Lorsqu'une résistance au feu est requise, les règles pour la justification de la protection et du dimensionnement des éléments formant l'ouvrage de toute nature et sont contenues dans les Eurocodes appropriés à chacun des lots.

Le présent attributaire devra prendre toute mesure nécessaire pour ne pas être le responsable d'un incendie pendant l'exécution de son lot et la durée légale de responsabilité de recours, il devra respecter notamment :

Établissements recevant du public :

- Règlement de sécurité incendie dans les ERP : Livre 2 Dispositions applicables aux établissements des quatre

- premières catégories ;
- Titre 1 Dispositions générales - Chapitre 1 Généralités - Articles GE1 à GE10 ;
- Titre 1 Dispositions générales - Chapitre 2 Construction - Section 5 Façades - articles CO 19 à CO 22 (arrêté du 25 juin 1980 et modifié).

Le soumissionnaire devra inclure dans son offre, tous éléments non-portés au présent CCTP nécessaires à la parfaite réalisation des ouvrages décrits.

Rappel des dispositions applicables aux établissements des quatre premières catégories suivant les arrêtés et lois en vigueur

Le titulaire doit suivre et respecter l'ensemble des exigences fixées par la réglementation incendie, notamment :

- La réaction au feu des matériaux et produits devant être mis en œuvre ;
- Le comportement au feu des ouvrages en place.

Le choix du type des matériaux en fonction du type des travaux devra répondre aux prescriptions découlant de la classification du bâtiment (fonction de son type) et satisfaire au Code du Travail.

1.6.5.5 EUROCODES EN VIGUEUR

Dans la présente description chaque soumissionnaire d'un ou plusieurs lot du présent projet et devenant attributaire, il est réputé avoir une pleine connaissance de chaque Eurocode approprié à son ou ses lots.

Les Eurocodes

Ils sont un ensemble de normes européennes qui harmonisent les méthodes de calcul utilisées pour vérifier la stabilité et le dimensionnement des différents composants de bâtiments ou de structures. Ils visent à harmoniser les techniques de construction en Europe et à faciliter le libre accès des entreprises aux marchés des autres États membres. Les Eurocodes sont répartis en 10 familles, chacune couvrant un aspect spécifique du dimensionnement et de la justification des structures de bâtiment et de génie civil :

- Eurocode 0 : Base de calcul des structures ;
- Eurocode 1 : Actions sur les structures ;
- Eurocode 2 : Calcul des structures en béton ;
- Eurocode 3 : Calcul des structures en acier ;
- Eurocode 4 : Calcul des structures mixtes acier-béton ;
- Eurocode 5 : Calcul des structures en bois ;
- Eurocode 6 : Calcul des ouvrages en maçonnerie ;
- Eurocode 7 : Calcul géotechnique ;
- Eurocode 8 : Calcul des structures pour leur résistance aux séismes ;
- Eurocode 9 : Calcul des structures en aluminium .

Nota:

Liste ci-dessus est réputée non limitative, mais qu'à titre d'information, les soumissionnaires sont reconnus ayant une parfaite connaissance des divers textes, loi, décret en vigueur au moment de leur offre de prix et cela même dans le cas d'abrogation entre le moment de la présente rédaction et la date de l'AO.

1.7 SÉCURITÉ ET CONTRAINTES SUR SITE

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessous les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots. Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document, ils sont reconnus ayant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

1.7.1 DÉPENSES LIÉES À LA MISSION "SANTÉ SÉCURITÉ"

Les dépenses d'intérêt commun liées à la mission "santé-sécurité" (santé, sécurité, équipements communs, consommation commune, ...) sont définies et réparties dans le PGCSPPS (Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé) établi par le coordonnateur de sécurité **CSPS** désigné par le Maître d'ouvrage.

Chaque soumissionnaire devenant attributaire d'un ou plusieurs lots devra se référer obligatoirement à ces documents afin de déterminer l'affectation et la répartition des dépenses communes.

Les prestations affectées à chaque entreprise seront incluses dans l'offre de prix et réputées rémunérées par le prix du marché.

1.7.2 HYGIÈNE, SÉCURITÉ, PROTECTION DE LA SANTÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Sécurité et protection de la santé sur les chantiers

Les chantiers sont soumis, en matière de sécurité et de protection de la santé, aux dispositions législatives en vigueur à ce sujet. Sauf dans le cas d'intervention d'un seul intervenant (Lot) sur toute la durée du chantier, un coordinateur interviendra.

Chaque soumissionnaire devenant attributaire d'un ou plusieurs lots sera contractuellement tenu de prendre toutes dispositions qui s'imposent à leur lot et de répondre à toutes les demandes du coordinateur concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

Tous les frais en découlant pour les attributaire du présent projet sont contractuellement réputés compris dans le montant de leurs marchés.

Sécurité des ouvriers lors des travaux de terrassements

Ainsi chaque attributaire d'un ou plusieurs lots doit prendre toutes dispositions pour respecter la réglementation ci-dessous.

Hygiène, sécurité et conditions de travail :

Les règles d'hygiène et sécurité des travailleurs seront conformes au code du travail, 4ème partie : Santé et sécurité au travail (partie Législative créé par l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative). La partie législative du code du travail (annexes I et II à la présente ordonnance) fait l'objet d'une publication spéciale annexée au Journal officiel de ce jour)

Coordination sécurité :

Les principales obligations de l'entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant seront celles ci-dessous (non limitatives) :

- De respecter et appliquer les principes généraux de prévention, articles L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1 ;
- De rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes officiels (IT, CRAM, et OPPBTP) au coordonnateur ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage, articles L. 4532-9, L. 4532-18, R. 4532-56 à R. 4532-74, 4ème partie livre V ;
- De participer et laisser participer les salariés au CISSCT, De respecter les obligations résultant du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPPS.), articles L. 4531-1, L. 4531-2, L. 4532-18, L. 4534-1 et décrets non codifiés ;
- De respecter les obligations issues de la 4ème partie du code du travail, notamment les grands décrets techniques (7 mars 2008, etc.) ;
- De viser le RJC et répondre aux observations ou notifications du coordonnateur, articles R. 4532-38 à R. 4532-41.

Directive européenne

Une nouvelle directive 2001/45 CE du 27 juin 2001 est parue, il s'agit de la directive sur le travail en hauteur.

Les buts de cette directive sont de diminuer sensiblement le nombre d'accidents, d'assurer une même protection pour tous les travailleurs européens et d'alléger le coût économique des accidents.

Compte tenu des nombreuses règles pour la protection contre les chutes de hauteur contenues dans la réglementation française, la

directive entraîne assez peu de modifications, à cela près que les règles et conditions d'utilisation des équipements les plus courants (échelles, échafaudages) sont désormais applicables à tous les secteurs. Ceci dit, les textes renforcent les prescriptions en échafaudage par exemple, en introduisant des prescriptions pratiques quant aux techniques de cordes.

Protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante

Décrets :

- Décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail (titre III : Hygiène, sécurité et conditions du travail) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques ;
- modifiant le décret N° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis ;
- Décret n° 97-1219 du 26 décembre 1997 modifiant le décret N° 96-98 du 7 février 1996 modifié relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante ;
- Décret n° 2001-840 du 13 septembre 2001 modifiant le décret N° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis et le décret N° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante ;
- modifiant le décret N° 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante et le décret N° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante ;
- Décret N°2008-244 du 7 mars 2008) modifiées et complétées.

Norme :

- NF X46-020 Août 2017 : Diagnostic amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis - Mission et méthodologie.

Pour tous les travaux pouvant exposer les ouvriers à des risques d'inhalation de poussières d'amiante :

- Flocages d'amiante ;
- Calorifugeage en amiante ;
- Matériaux contenant de l'amiante tels que ouvrages de couverture, bardages, tuyaux, gaines, etc., en fibrociment et autres ;
- Faux-plafonds en plaques contenant de l'amiante ;
- Revêtements de sols en vinyle-amiante

L'attributaire de chaque lot doit prendre toutes dispositions pour respecter les réglementations en vigueur.

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessus les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots . Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document , ils sont reconnus ayant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

1.7.2.1 AUTORITÉ ET MOYENS DU COORDONNATEUR CSPS

1.7.2.1.1 Autorité du coordonnateur CSPS

Le rôle du coordonnateur CSPS devra informer le maître d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entrepreneurs, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantier.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur SPS devra prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

1.7.2.1.2 Moyens donnés au coordonnateur CSPS

Le coordonnateur CSPS. a libre accès au chantier. L'attributaire d'un ou de plusieurs lots du présent projet communique directement au coordonnateur CSPS :

- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier.
- Dans les 5 jours qui suivent la notification du marché, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.

- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats.
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur.
- La copie des déclarations d'accident du travail.

L'attributaire d'un ou de plusieurs lots du présent projet s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur CSPS. et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 1.5 du présent CCAP.

L'attributaire informe le coordonnateur CSPS

- De toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entrepreneurs et lui indique leur objet,
- De ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

L'attributaire d'un ou de plusieurs lots du présent projet donnera suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre l'attributaire concerné et le coordonnateur CSPS. est soumis au maître d'ouvrage.

A la demande du coordonnateur CSPS l'attributaire d'un ou de plusieurs lots du présent projet vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

L'attributaire s'engage ainsi à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

1.7.2.2 OBLIGATION GÉNÉRALES DE CHAQUE L'ENTREPRENEUR ATTRIBUTAIRE DU PRÉSENT MARCHÉ

Les prix du marché comprendront implicitement tous les types d'échafaudages, agrès, etc. nécessaires et appropriés en fonction du lot concerné et cela afin de réaliser lesdits travaux du présent marché, ainsi que tous les garde-corps, garde-gravos, platelages, écrans, etc. nécessaires pour assurer la sécurité de son personnel et de tout autre intervenant susceptible de les utiliser.

1.7.2.2.1 Pour chaque entrepreneur

Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots, en ce qui le concerne, est tenu de prendre ou de faire prendre toutes dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène, la santé et la sécurité des travailleurs et la sécurité publique, en répondant à toutes les obligations mises à sa charge par les textes réglementaires en vigueur.

1.7.2.2.2 Spécialement

Spécialement, l'attributaire d'un ou plusieurs lots doit procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel qu'il utilise sur le chantier tels que les échafaudages garde-corps ou filets, engins de levage, installations électriques, etc., ou charger de ces vérifications, sous sa responsabilité, une personne ou un organisme compétent.

L'article R4323-72 du Code du travail stipule que les échafaudages doivent faire l'objet de vérifications périodiques. Les employeurs sont tenus de faire contrôler les échafaudages conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. Cet article exige également que les assemblages soient réalisés de manière sûre, à l'aide d'éléments compatibles d'une même origine et dans les conditions pour lesquelles ils ont été testés. Ces éléments font l'objet d'une vérification de leur bon état de conservation avant toute opération de montage d'un échafaudage.

Échafaudages			
Contrôle	Fréquence	Obligatoire ou Recommandé	Référence
Examen, montage et installation	Avant mise en service	Obligatoire	R 4323-72
Examen, montage et installation	Journalière	Obligatoire	R 4323-72
Examen approfondi de l'état de conservation	3 mois	Obligatoire	Arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux vérifications des échafaudages

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et

par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Le contenu de cette formation est précisé aux articles R. 4141-13 et R. 4141-17. Il comporte, notamment :

Article R4323-69 :

- 1° La compréhension du plan de montage, de démontage ou de transformation de l'échafaudage ;
 - 2° La sécurité lors du montage, du démontage ou de la transformation de l'échafaudage ;
 - 3° Les mesures de prévention des risques de chute de personnes ou d'objets ;
 - 4° Les mesures de sécurité en cas de changement des conditions météorologiques qui pourrait être préjudiciable aux personnes en affectant la sécurité de l'échafaudage ;
 - 5° Les conditions en matière d'efforts de structure admissibles ;
 - 6° Tout autre risque que les opérations de montage, de démontage et de transformation précitées peuvent comporter.
- Cette formation est renouvelée dans les conditions prévues à l'article R. 4323-3. La formation à la sécurité dont bénéficient les travailleurs chargés de l'utilisation ou de la maintenance des équipements de travail est renouvelée et complétée aussi souvent que nécessaire pour prendre en compte les évolutions de ces équipements.

Création Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V) et valide en 2023

Article R4323-70 :

- La personne qui dirige le montage, le démontage ou la modification d'un échafaudage et les travailleurs qui y participent disposent de la notice du fabricant ou du plan de montage et de démontage, notamment de toutes les instructions qu'ils peuvent comporter.
- Lorsque le montage de l'échafaudage correspond à celui prévu par la notice du fabricant, il est réalisé conformément à la note de calcul à laquelle renvoie cette notice.
- Lorsque cette note de calcul n'est pas disponible ou que les configurations structurelles envisagées ne sont pas prévues par celle-ci, un calcul de résistance et de stabilité est réalisé par une personne compétente.
- Lorsque la configuration envisagée de l'échafaudage ne correspond pas à un montage prévu par la notice, un plan de montage, d'utilisation et de démontage est établi par une personne compétente.
- Ces documents sont conservés sur le lieu de travail.

Article R4323-71 :

- Une protection appropriée contre le risque de chute de hauteur et le risque de chute d'objet est assurée avant l'accès à tout niveau d'un échafaudage lors de son montage, de son démontage ou de sa transformation.

Article R4323-72 :

- Tous les matériaux constitutifs des éléments d'un échafaudage sont d'une solidité et d'une résistance appropriées à leur emploi.
- Tous les assemblages sont réalisés de manière sûre, à l'aide d'éléments compatibles d'une même origine et dans les conditions pour lesquelles ils ont été testés.
- Ces éléments font l'objet d'une vérification de leur bon état de conservation avant toute opération de montage d'un échafaudage.

Article R4323-73 :

- La stabilité de l'échafaudage doit être assurée ;
- Tout échafaudage est construit et installé de manière à empêcher, en cours d'utilisation, le déplacement d'une quelconque de ses parties constituantes par rapport à l'ensemble.

Article R4323-74 :

- Tous les échafaudages fixes sont construits et installés de manière à supporter les efforts auxquels ils sont soumis et à résister aux contraintes résultant des conditions atmosphériques, notamment des effets du vent. Ils sont ancrés ou amarrés à tout point présentant une résistance suffisante ou protégés contre le risque de glissement et de renversement par tout autre moyen d'efficacité équivalente ;
- La surface portante a une résistance suffisante pour s'opposer à tout affaissement d'appui.

Article R4323-75 :

- Lors du déplacement ou le basculement inopiné des échafaudages roulants lors du montage, du démontage et de l'utilisation est empêché par des dispositifs appropriés ;
- Aucun travailleur ne doit demeurer sur un échafaudage roulant lors de son déplacement.

Article R4323-76 :

- La charge admissible d'un échafaudage est indiquée de manière visible sur l'échafaudage ainsi que sur chacun de ses planchers.

Article R4323-77 :

- Les échafaudages sont munis sur les côtés extérieurs de dispositifs de protection collective tels que prévus à l'article R. 4323-59.

Article R4323-78 :

- Les dimensions, la forme et la disposition des planchers d'un échafaudage sont appropriées à la nature du travail à exécuter et adaptées aux charges à supporter. Elles permettent de travailler et de circuler de manière sûre. Les planchers des échafaudages sont montés de telle sorte que leurs composants ne puissent pas se déplacer lors de leur utilisation. Aucun vide de plus de 20 centimètres ne doit exister entre le bord des planchers et l'ouvrage ou l'équipement contre lequel l'échafaudage est établi ;
- Lorsque la configuration de l'ouvrage ou de l'équipement ne permet pas de respecter cette limite de distance, le risque de chute est prévenu par l'utilisation de dispositifs de protection collective ou individuelle dans les conditions et selon les **modalités définies aux articles R. 4323-58 à R. 4323-61**. Il en va de même lorsque l'échafaudage est établi contre un ouvrage ou un équipement ne dépassant pas d'une hauteur suffisante le niveau du plancher de cet échafaudage

Article R4323-79 :

- Des moyens d'accès sûrs et en nombre suffisant sont aménagés entre les différents planchers de l'échafaudage.

Article R4323-80 :

- Lorsque certaines parties d'un échafaudage ne sont pas prêtes à l'emploi notamment pendant le montage, le démontage ou les transformations, ces parties constituent des zones d'accès limité qui sont équipées de dispositifs évitant que les personnes non autorisées puissent y pénétrer.

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessus les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots . Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document , ils sont reconnus ayant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

1.7.2.3 RESPONSABILITÉS VIS-A-VIS DES OUVRIERS ET DES TIERS**1.7.2.3.1 Chaque entrepreneur doit exercer une surveillance continue**

Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, doit exercer une surveillance continue sur le chantier à l'effet d'éviter tous accidents aux ouvriers travaillant sur ledit chantier, à quelque corps d'état qu'ils soient rattachés, ainsi qu'aux personnes employées à un titre quelconque sur le chantier.

1.7.2.3.2 Chaque entrepreneur est responsable de tous les accidents

Chaque entrepreneur est responsable de tous les accidents ou dommages qu'une faute dans l'exécution de ses travaux ou le fait de ses agents ou ouvriers peuvent causer à toutes personnes. Il s'engage à éventuellement garantir le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre de tout recours qui pourrait être exercé contre eux du fait de l'inobservation par lui de l'une quelconque de ses obligations. Les dispositifs de sécurité mis en place par une entreprise ne peuvent être déplacés ou enlevés sans son accord exprès.

1.7.2.3.3 Réglementations concernant la sécurité et la santé des ouvriers**Sécurité et protection de la santé sur les chantiers**

Les chantiers sont soumis, en matière de sécurité et de protection de la santé, aux dispositions législatives en vigueur à ce sujet. Sauf dans le cas d'intervention d'un seul entrepreneur sur toute la durée du chantier, un coordinateur interviendra.

Les entrepreneurs seront contractuellement tenus de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du coordinateur concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

Tous les frais en découlant pour les entrepreneurs sont contractuellement réputés compris dans le montant de leurs marchés.

Sécurité des ouvriers contre les chutes

1) Réglementation française :

l'attributaire "adjudicataire" doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer, dans tous les cas, la protection contre les chutes du personnel amené à travailler ou à circuler sur la toiture, conformément à la réglementation en vigueur :

- Code du travail - 4ème partie - Livre V Articles R4511-1 à R4511-1 et chapitre IV Article R4534-1 à R4534-156 des prescriptions techniques de protection durant l'exécution des travaux ;
- DTU 43.3 (juin 1995) Travaux de bâtiment - Mise en œuvre des toitures en tôles d'acier nervurées avec revêtement d'étanchéité - Partie 1 : cahier des clauses techniques - Partie 2 : cahier des clauses spéciales (référence commerciale des parties 1 et 2 du DTU 43.3) - Annexe B.

Pour les toitures réalisées en matériaux fragiles notamment, l'attributaire "adjudicataire" devra également prendre toutes dispositions pour garantir le personnel contre les chutes à travers la toiture, conformément à la réglementation en vigueur :

- Recommandation R 191 du 10 juin 1981 de la CNAM.

2) Directive européenne

Une nouvelle directive 2001/45 CE du 27 juin 2001 est parue, il s'agit de la directive sur le travail en hauteur.

Les buts de cette directive sont de diminuer sensiblement le nombre d'accidents, d'assurer une même protection pour tous les travailleurs européens et d'alléger le coût économique des accidents.

Compte tenu des nombreuses règles pour la protection contre les chutes de hauteur contenues dans la réglementation française, la directive entraîne assez peu de modifications, à cela près que les règles et conditions d'utilisation des équipements les plus courants (échelles, échafaudages) sont désormais applicables à tous les secteurs. Ceci dit, les textes renforcent les prescriptions en échafaudage par exemple, en introduisant des prescriptions pratiques quant aux techniques de cordes.

Protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante

Décrets :

- N° 96-97 du 7 février 1996 modifié par l'arrêté du 21/12/2000 et relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- N° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.
- N° 97-855 du 12 septembre 1997 modifiant le décret N° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- N° 97-1219 du 26 décembre 1997 modifiant le décret N° 96-98 du 7 février 1996 modifié relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.
- N° 2001-840 du 13 septembre 2001 modifiant le décret N° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis et le décret N° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.
- N° 2002-839 du 03 mai 2002 modifiant le décret N° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- N° 2002-1528 du 24 décembre 2002 modifiant le décret N° 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante et le décret N° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.

Norme :

- NF X46-020 de novembre 2002 : Diagnostic amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis - Mission et méthodologie.

Etc..

Liste non limitative

L'attributaire "adjudicataire" doit prendre toutes dispositions pour respecter les réglementations en vigueur.

1.7.2.4 TRAVAUX SOUMIS A COORDINATION EN MATIÈRE CSPS

1.7.2.4.1 Objet du marché

- Objet du marché. Le marché peut avoir pour objet, selon les indications fixées au CCAP :

- * Soit une opération de première catégorie soumise à déclaration préalable, à PGC SPS et à Collège Inter-entrepreneurs de Sécurité de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ;
- * Soit une opération de deuxième catégorie soumise à déclaration préalable, à PGCSPPS ;
- * Soit une opération de troisième catégorie pour les autres opérations au sens de l'article R 238-8 du Code du Travail.

1.7.2.4.2 Documents joints au marché

- Documents joints au marché. Lorsque le chantier est soumis aux dispositions de la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, est (sont) joint(s) au présent contrat :
 - * le projet de règlement du CISSCT ;
 - * le PGC en matière de sécurité et de protection de la santé.
 - * Si les travaux, objet du présent marché, portent sur un ouvrage ayant donné lieu à l'établissement d'un DIUO, ce dernier est fourni à l'attributaire "adjudicataire" par le maître de l'ouvrage.

En cas de sous-traitance, le projet de règlement ou le règlement le cas échéant du CISSCT, le PGC SPS et, le cas échéant, le DIUO est (sont) remis à chacun des sous-traitants par l'attributaire "adjudicataire" principal.

1.7.2.4.3 Collège inter-entreprises de sécurité et de santé et des conditions de travail

L'attributaire "adjudicataire" est tenu, sauf dérogation réglementaire, de participer aux réunions du CISSCT qui sera constitué par le maître de l'ouvrage au plus tard 21 jours avant le début des travaux. L'attributaire "adjudicataire" qui envisage de sous-traiter est tenu d'informer chacun des sous-traitants que l'opération est soumise à la constitution d'un CISSCT, et qu'en conséquence ils seront tenus de participer aux réunions de ce Collège.

Application des dispositions des articles :

- Du Code du Travail réputé connu par l'attributaire du lot VRD et notamment dans le cas des opérations visées dont le montant est supérieur à huit cent mille euros.

1.7.2.4.4 Responsabilité de l'entrepreneur

La nature et l'étendue des responsabilités qui incombent à l'attributaire "adjudicataire" ou à ses sous-traitants éventuels en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière CSPS désigné dans les documents du marché sous le nom de coordonnateur CSPS.

1.7.2.4.5 Danger grave et imminent

Lorsque le contrat de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé le prévoit, le coordonnateur CSPS peut arrêter tout ou partie du chantier lorsqu'il constate lors de ses visites sur le chantier un danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs. Cette disposition du contrat est portée, le cas échéant, à la connaissance des adjudicataires.

1.7.2.4.6 Obligations de l'attributaire "adjudicataire" en matière de coordination, sécurité et protection de la santé

L'attributaire d'un ou de plusieurs lots du présent projet s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies dans le Plan Général de Coordination.

- L'attributaire "adjudicataire" laisse libre accès au chantier au coordonnateur SPS. l'attributaire "adjudicataire" le PPSPS et ses mises à jour ;
 - * Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé nécessaires sur le chantier ;
 - * La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
 - * Dans les cinq jours qui suivent la signature du contrat, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
 - * Dans les cinq jours qui suivent la décision de constitution du CISSCT, les noms des représentants au sein de ce collège ;
 - * Les noms et coordonnées de l'ensemble de ses sous-traitants quel que soit leur rang ;
 - * Les informations et les documents nécessaires à la constitution du DIUO.
- L'attributaire "adjudicataire" s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur CSPS et les intervenants ;
- L'attributaire "adjudicataire" informe le coordonnateur **CSPS** de toutes les réunions ayant une incidence sur la sécurité et la protection de la santé qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entrepreneurs et lui indiquent leur objet ;
- L'attributaire "adjudicataire" donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses travaux, aux avis, observations ou mesures proposées de coordination en matière de sécurité ou de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur **CSPS**, ou adopte des mesures d'une efficacité au moins équivalente.
- Tout différend entre l'attributaire "adjudicataire" et le coordonnateur **CSPS** est soumis au maître de l'ouvrage ;

- L'attributaire "adjudicataire" vise toutes les observations qui le concernent consignées dans le registre-journal.

1.7.2.4.7 Obligations de l'attributaire "adjudicataire" vis à vis de ses sous-traitants

L'attributaire "adjudicataire" s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la Loi en vigueur au moment des travaux du présent marché.

LES MENTIONS INDISPENSABLES DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE

Garanties de paiement des sous-traitants

- Comme tout contrat, celui de sous-traitance devra indiquer l'identité de ou des entreprises donneuses d'ordre, détailler l'ensemble des spécifications techniques relatives à la mission, les conditions de paiement ou encore les charges variables garanties de paiement des sous-traitants.

Garantie de bonne fin

- La garantie de bonne fin impose en principe à l'entrepreneur de réparer les vices et défauts de conformités nés du fait de sa prestation.

Responsabilités et assurances

- La loi prévoit que l'entrepreneur principal demeure seul responsable envers le maître d'ouvrage de la bonne exécution du contrat d'ouvrage. En effet, le maître d'ouvrage n'est pas lié par le contrat de sous-traitance, sauf si ce dernier a consenti à une délégation dite de paiement. Pour mieux se protéger, le sous-traitant peut souscrire à des assurances complémentaires (risques d'effondrement, d'incendie, dommages, etc).

Clause compromissoire

- Définir par avance avec votre sous-traitant le mode de règlement de leurs éventuels litiges. Ainsi, dès la conclusion du contrat, le recours à l'arbitrage par décision qui s'imposera aux parties) et notamment :
 - * **Obligation de moyen ou de résultat pour le sous-traitant ;**
 - * **Cas des avenants au contrat de sous-traitance ;**
 - * **Comment mettre fin au contrat de sous-traitance .**

1.7.2.5 ÉTABLISSEMENT EN ACTIVITÉ

1.7.2.5.1 Travaux effectués dans un établissement en activité

Lorsque le chantier n'est pas clos et indépendant et que les travaux, objet du marché, sont effectués dans un établissement en activité, ils sont soumis aux dispositions du décret 92/158 du 20 février 1992.

1.7.3 PLAN D'HYGIÈNE & DE SÉCURITÉ

1.7.3.1 PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITÉ

1.7.3.1.1 PGC

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, sera remis avant le début de la période de préparation et comprendra :

- Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier, et notamment ceux complétant la déclaration préalable ;
- les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS.
- Les mesures de coordination prises par le coordonnateur SPS. et les sujétions qui en découlent, concernant notamment :
 - * Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales ;
 - * Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles ;
 - * La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses ;
 - * Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres ;
 - * Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés ;
 - * L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale ;
 - * Les mesures prises en matière d'interactions sur le site ;
- Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité

- duquel est implanté le chantier ;
- Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant, notamment les dispositions prises par le maître d'ouvrage pour établir des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux prescriptions qui leur sont applicables en matière de sécurité, de santé et de conditions de travail ;
- Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière ;
- * Les modalités de coopération entre les entrepreneurs employeurs ou travailleurs indépendants.

Nota :

- Le Plan Général de Coordination (PGC) en matière de sécurité et de protection de la santé est un document écrit qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

1.7.3.2 PLAN PARTICULIER DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ (PPSPS)**1.7.3.2.1 Généralité**

Plan particulier de sécurité et de protection de la santé. L'attributaire d'un ou plusieurs lots établit ce plan avec toute la rigueur de son lot et est tenu de le donner au coordonnateur **CSPS** un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé après inspection commune organisée par le coordonnateur **CSPS**. Cette obligation est applicable quel que soit le rang de l'attributaire (entreprise générale, cotraitants, sous-traitant) qui exécute une tâche sur le chantier.

Dans le cas où l'un des attributaires envisagerait de sous-traiter une partie de son lot qu'il est tenu d'informer chacun de ses sous-traitants que, l'opération étant soumise à l'élaboration d'un PGC SPS, ils seront tenus de remettre au coordonnateur **CSPS** un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le(s) Plan(s) Particulier(s) de Sécurité et de Protection de la Santé doit (doivent) être remis au coordonnateur dans les délais fixés par le décret en vigueur au moment des travaux. Les **PPSPS** sont remis au coordonnateur **CSPS** dans le cas où l'opération serait classée en 1re et 2ème catégorie ainsi que dans le cas de travaux présentant des risques particuliers.

1.7.3.2.2 PPSPS 1**Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé mentionnant :**

- Les noms et adresse de l'attributaire de chaque lot
- L'évolution prévisible de l'effectif sur le chantier,
- Le cas échéant, les noms et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux.

1.7.3.2.3 PPSPS 2**Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé comporte obligatoirement et de manière détaillée :**

- Les dispositions en matière de secours et d'évacuation, et notamment :
 - * Les consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades ;
 - * L'indication du nombre de travailleurs du chantier qui ont reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence ;
 - * L'indication du matériel médical existant sur le chantier ;
 - * Les mesures prises pour assurer, dans les moindres délais, le transport dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves.

Lorsque ces dispositions sont prévues par le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, mention peut être faite du renvoi à ce plan.

- Les mesures prises pour assurer l'hygiène des conditions de travail mentionnées par L'OPPBTP et celle des locaux destinés au personnel, en application notamment des dispositions R.4534-137 à R.4534-145 du Code du travail concernant les bases vie et les installations d'hygiène sur les chantiers. Tout chef d'entreprise employant au moins un salarié doit mettre à disposition de son personnel des bases vie et des installations d'hygiène adaptées. Le type et le nombre de bases vie et d'installations d'hygiène dépendent de la durée du chantier, du nombre des opérateurs, des nécessités et contraintes du chantier. Le Code du travail prévoit une base commune de règles à respecter en matière d'installations, et ce, quelle que soit la durée du chantier.

Nota:

Liste ci-dessus est réputée non limitative, mais qu'à titre d'information, les soumissionnaires sont reconnus ayant une parfaite connaissance des divers textes, loi, décret en vigueur au moment de leur offre de prix et cela même dans le cas d'abrogation entre le moment de la présente rédaction et la date de l'AO.

1.7.3.2.4 PPSPS 3

Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé mentionne également, en les distinguant :

- Les mesures spécifiques prises par l'attributaire destinées à prévenir les risques spécifiques qui en découlent ;
- De l'exécution par d'autres attributaires de travaux dangereux pouvant avoir une incidence particulière sur la sécurité et la santé des travailleurs de l'attributaire de chaque lot ou du travailleur indépendant ;
- Des contraintes propres au chantier ou à son environnement, en particulier en matière de circulations ou d'activités d'exploitation particulièrement dangereuses ;
- La description des travaux et des processus de travail de l'attributaire pouvant présenter des risques pour la sécurité et la santé des autres intervenants sur le chantier, notamment lorsqu'il s'agit de travaux comportant des risques particuliers tels que ceux énumérés sur la liste du nouveau code du travail.
- Les dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la sécurité et la santé que peuvent encourir les salariés de l'attributaire de chaque lot lors de l'exécution de ses propres travaux.

Lorsqu'il ressort du plan général de coordination et de l'analyse préalable des risques menée par l'attributaire de chaque lot qu'une ou plusieurs des mesures mentionnées au présent II n'ont pas à être prises du fait de l'absence de risques, résultant en particulier de l'exécution de travaux figurant sur la liste prévue dans le nouveau code du travail et réputé connu par l'attributaire, puis il en fait mention expresse sur le plan.

1.7.4 SÉCURITÉ DES PERSONNES

1.7.4.1 ÉQUIPEMENTS INDIVIDUELS ET COMMUNS

1.7.4.1.1 Casques et garde-corps de chantier

L'attributaire du lot de gros-œuvre est tenu d'assurer la sécurité des personnes en visite sur le chantier. Il devra fournir en quantité suffisante les casques de chantier et prévoir toutes les protections nécessaires pour éviter tout accident sur ces personnes lors de leurs déplacements sur le chantier.

1.7.5 SÉCURITÉ COLLECTIVE

1.7.5.1 RESPONSABILITÉ COLLECTIVE

1.7.5.1.1 Responsabilité collective

Conformément au décret et des normes en vigueur au moment des travaux et concernant la sécurité des personnes (clôture complète du chantier), toutes les mesures de sécurité nécessaires à la protection des personnes extérieures à la réalisation du chantier (passants, visiteurs, etc) ainsi que toutes personnes participant aux travaux devront être prévues à la charge de l'attributaire lot Gros-œuvre ou Vrd. Bien que la responsabilité de la maîtrise d'œuvre ne puisse en aucun être mise en cause à ce titre, l'attributaire concerné ne pourra refuser de compléter ou d'améliorer les mesures de protection déjà prises si elles sont jugées insuffisantes.

1.7.6 NUISANCES

1.7.6.1 CONTRAINTES DIVERSES

1.7.6.1.1 Nuisance pour enseignement

L'établissement n'étant pas fermé durant les travaux et les cours étant toujours dispensés, les attributaires devront tenir compte des horaires de classe et éviter l'utilisation d'engins bruyants ou nocifs. L'emploi de scies diamantées ou des interventions durant les week-end et périodes de vacances scolaires seront nécessaires à la bonne entente avec les utilisateurs.

1.7.6.1.2 Nuisance pour voisinage

L'ouvrage étant situé dans un périmètre sensible, les attributaires devront tenir compte des horaires de présence et éviter l'utilisation d'engins bruyants ou nocifs. L'emploi de scies diamantées ou des interventions durant les week-end et jours fériés seront nécessaires à la bonne entente avec les utilisateurs.

1.7.6.2 SALISSURES DU DOMAINE PUBLIC

Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs, etc. du domaine public, devront toujours être maintenus en parfait état de propreté.

En cas de non-respect de cette obligation, l'attributaire fautif sera seul responsable des conséquences et le maître d'œuvre a la possibilité de faire intervenir une autre entreprise aux de cet attributaire défaillant.

1.7.7 SÉCURISATION DES OUVRAGES

Ainsi défini le présent chantier objet du marché est réputé être la propriété de l'entreprise dite générale ou du groupement d'entreprises, et à ce titre l'ensemble des ouvrages sont placés sous leur responsabilité, donc que tous les ouvrages doivent être sécurisés :

- présent chantier doit être maintenus fermés dès la fin des journées de travail suivant les horaires affichés et cela pour éviter toute dégradation ou actes dits de vandalisme. Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots dont les ouvrages détériorés en cours de chantier seront remplacés suivant le procès-verbal du maître d'œuvre, en cours d'exécution ou lors des réceptions de travaux, et cela conformément aux dispositions du présent CCAP.

1.8 COORDINATION TECHNIQUE

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessous les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots. Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document, ils sont reconnus ayant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

1.8.1 BUREAU DE CONTRÔLE

1.8.1.1 BUREAU DE CONTRÔLE

1.8.1.1 Nom du bureau de contrôle

Il est porté à la connaissance des attributaires du présent projet que le maître d'ouvrage nomme un bureau de contrôle technique ayant pour mission de contribuer à la prévention des différents aléas techniques susceptibles d'être rencontrés dans la réalisation des ouvrages. Les attributaires du présent projet sont ainsi tenus de se soumettre à toutes vérifications, examens et essais que le bureau de contrôle jugera nécessaire. Les frais d'études et d'analyses seront à la charge des différents lots.

Mission confiée à : entreprise à définir

1.8.2 COORDINATION SPS

1.8.2.1 MISSION SPS

1.8.2.1.1 Nom du coordonnateur CSPS

Il est porté à la connaissance des attributaires du présent projet que le maître d'ouvrage confie à un bureau spécialisé en une mission de coordination SPS, ce en étroite relation avec la maîtrise d'œuvre. Les avis et décisions de ce cabinet prévalent toutes dispositions aux plannings et calendriers de chantier.

Mission confiée à : entreprise à définir

1.9 DÉPENSES COMMUNES INTER-ENTREPRISES

Aucune dépense commune n'est prévu dans ce présent dossier.

1.9.1 COMPTE PRORATA

Aucun compte PRORATA de prévu dans cette opération

1.9.2 GARDIENNAGE DE CHANTIER

À la charge du lot maître d'ouvrage si nécessaire

1.9.3 PANNEAU DE CHANTIER ET SIGNALISATION

Panneau de chantier et signalisation

Rappel aux attributaires :

1) Panneau de chantier (non concerné)

2) Panneaux de sécurité,

A la charge du lot démolition / curage

1.9.4 PRÉCHAUFFAGE EN SAISON ET HORS SAISON

1.9.4.1 CHAUFFAGE POUR SÉCHAGE

Lorsqu'un attributaire d'un ou plusieurs lots doit utiliser un système de chauffage quelconque ou le système de chauffage du bâtiment pour une utilisation personnelle telle que le séchage de plâtres, chapes, peintures ou autres, les conséquences d'utilisation et les frais de consommation en énergie seront à la charge exclusive des attributaires dont les ouvrages nécessitent une telle contrainte sauf contre indication de la maîtrise d'ouvrage.

Si aucun moyen de chauffage n'est disponible sur site, l'entrepreneur aura à sa charge la mise en place de tout moyen complémentaire pour permettre le séchage de ces ouvrages et ne pas engendrer de retard dans le planning chantier.

1.10 GLOSSAIRE

- AES : Alimentation Électrique de Sécurité ;
- BPRI : Bureau de la Prévention et de la Réglementation Incendie ;
- CCDSA : Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;
- CCH : Code de la Construction et de l'Habitation ;
- CCS : Commission Centrale de Sécurité ;
- CLAMC : Combustible Liquide pour Appareil Mobile de Chauffage ;
- DGSCGC : Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises ;
- DUS : Directeur Unique de Sécurité = RUS EAE : Extinction Automatique à Eau ;
- EAS : Espace d'Attente Sécurisé ;
- ERP : Établissement Recevant du Public ;
- ETP : Équivalent Temps Plein ;
- FDS : Fiche de Données de Sécurité ;
- HCFC : Hydrochlorofluorocarbure ;
- ICPE : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement ;
- PDS : Plan Directeur de Sécurité ;
- PSLV : Parc de Stationnement Largement Ventilé ;
- PSH : Personne en Situation de Handicap ;
- Rf : Textes de référence RIA : Robinets d'Incendie Armés ;
- RUS : Responsable Unique de Sécurité = DUS ;

- RVRMD : Rapport de Vérification Réglementaire sur Mise en Demeure ;
- RVRAT : Rapport de Vérification Réglementaire Après Travaux ;
- RVRE : Rapport de Vérification Réglementaire en Exploitation ;
- SDSIAS : Sous-Direction des Services d'Incendie et des Acteurs du Secours ;
- SGDSN : Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité Nationale ;
- SIS : Service d'Incendie et de Secours ;
- SSI : Système de Sécurité Incendie ;
- SSIAP : Service de Sécurité Incendie et d'Assistance à Personnes ;
- SSS : Système de Sonorisation Sécurisé.

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessus les abréviations qui sont intégrées dans les divers articles composant le présent document pour en simplifier l'écriture. Tous les attributaires d'un ou plusieurs lots ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition des divers articles dans le présent document, ils sont reconnus ayant la connaissance parfaite de ces abréviations ainsi que des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

1.11 LIVRAISON DES OUVRAGES

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessous les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots. Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document, ils sont reconnus ayant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

1.11.1 PROTECTION DES OUVRAGES

1.11.1.1 PROTECTION DES OUVRAGES

1.13.1.1.1 Protection par chaque entreprise

Chaque entrepreneur est tenu de protéger de ses ouvrages jusqu'au jour de la réception de chantier finale.

1.11.2 RÉCEPTION DES SUPPORTS

1.11.2.1 RÉCEPTION DES SUPPORTS

1.11.2.1.1 Réception des supports par chaque entreprise

Les DTU précisent les tolérances, planimétries, états des surfaces, arases, etc, des différents ouvrages. Lorsque ces ouvrages constituent le sujet d'une prestation d'un autre attributaire.

L'attributaire d'un ou plusieurs lots est tenu de réceptionner avant tout commencement de ses travaux, les supports sur lesquels il intervient. Si la qualité du support n'est pas conforme aux stipulations des documents contractuels, il lui appartient de le signaler, par écrit à la maîtrise d'œuvre, qui décide des mesures à prendre. Les travaux supplémentaires qui résulteraient de la mauvaise exécution des supports seront déduits du compte de l'attributaire dit défaillant. Par le fait de soumissionner, les attributaires s'engagent à s'en remettre à l'arbitrage de la maîtrise d'œuvre. L'exécution des travaux sans réserve écrite implique, ipso facto, l'acceptation des supports et aucune réclamation ne pourra être formulée à ce titre par la suite.

1.11.3 RÉCEPTION DES OUVRAGES

1.11.3.1 ENTRETIEN DES OUVRAGES AVANT RÉCEPTIONS

1.11.3.1.1 Entretien des ouvrages

En fin de chantier, l'attributaire "adjudicataire" procédera à la révision complète de ses ouvrages et exécutera tous les travaux nécessaires afin que ceux-ci soient livrés en parfait état de fonctionnement, de finition et de propreté. L'attributaire "adjudicataire" donnera à ses ouvrages les jeux nécessaires pour en assurer le bon fonctionnement, jusqu'à réception et chaque fois que cela s'imposera. Durant la période de garantie contractuelle, l'attributaire "adjudicataire" devra procéder à l'entretien de ses ouvrages, donner les jeux nécessaires et assurer le remplacement de tout ou partie d'ouvrage jugé défectueux.

Tous les frais de raccords, de réfection de remise en peinture et de nettoyage suite à la révision, l'entretien, la remise en état ou le remplacement de tout ou partie d'ouvrage sera également à la charge de l'entrepreneur, y compris durant la période de garantie contractuelle.

1.11.3.2 RÉCEPTION DE TRAVAUX

1.11.3.2.1 Principe des réceptions de travaux

Du fait du contrat, l'attributaire "adjudicataire" est tenu de livrer l'objet de son travail. La réception sera unique. Un procès-verbal sera dressé et deviendra acte contradictoire par lequel le maître d'ouvrage donnera quitus à l'attributaire "adjudicataire" de l'exécution de ses ouvrages.

1.11.4 CONTRÔLES, VÉRIFICATIONS, RÉCEPTIONS

1.11.4.1 PROCÈS VERBAUX D'ESSAIS ET JUSTIFICATIFS

1.11.4.1.1 P.V. acoustiques

L'attributaire "adjudicataire" fournira les PV d'essai de tous les matériaux et ouvrages pour lesquels des performances acoustiques sont requises, soit par réglementation, soit par le CCTP (inclus notamment l'isolement aux bruits d'impact et le coefficient d'absorption). Ces PV d'essai seront réalisés conformément aux normes françaises en vigueur. Les PV d'essai en laboratoire devront

être récents (de moins de trois ans).

1.11.4.1.2 P.V. de résistance au feu

L'attributaire "adjudicataire" fournira les PV d'essai, en cours de validité, de tous les matériaux, matériels et ouvrages pour lesquels un degré de résistance au feu ou de comportement de réaction au feu est exigé, soit par réglementations et normes de sécurité, soit par le CCTP ou éventuellement le rapport sécurité incendie établi par le bureau de contrôle.

1.11.4.1.3 Justification des P.V.

L'attributaire "adjudicataire" justifiera par tout moyen reconnu que les PV d'essai correspondent à ses ouvrages exécutés, ainsi qu'aux matériaux et matériels utilisés.

1.13.4.2 CONTRÔLE DES NORMES

1.13.4.2.1 Contrôle des DTU

Les contrôles et vérifications sont effectués conformément aux méthodes indiquées dans les ouvrages et DTU publiés de l'Association Française de Normalisation. A la livraison, le contrôle porte sur l'origine, le classement, l'épaisseur et les Normes des matériaux afin de s'assurer qu'ils sont conformes au présent Devis Descriptif et aux échantillons agréés. A la mise en œuvre des matériaux, les contrôles permettent de s'assurer que les règles d'exécution de DTU ont été observées.
niveau de l'enveloppe du bâtiment.

1.11.5 NETTOYAGE

1.11.5.1 NETTOYAGE DU CHANTIER ET ENLÈVEMENT DES GRAVOIS

1.11.5.1.1 Nettoyage du chantier

Chaque attributaire "adjudicataire" est tenu, en propre, de ramasser, manutentionner et enlever ses propres gravois et ceci au fur et à mesure de leur production et doit procéder au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées.

Un nettoyage final dit de finition sera néanmoins réalisé par une entreprise spécialisée dans le cadre d'un marché de travaux spécifique de nettoyage de fin de chantier.

1.11.5.2 NETTOYAGE DES OUVRAGES

1.11.5.2.1 Nettoyage des ouvrages

Après exécution de ses travaux, l'attributaire "adjudicataire" doit le nettoyage de ses ouvrages ainsi que l'enlèvement de toutes les projections provenant de ceux-ci. Ces nettoyages sont effectués au moyen de produits appropriés de manière à ne pas altérer les ouvrages. Chaque attributaire "adjudicataire" a à sa charge la démolition et l'enlèvement de ses protections provisoires, et ce à une date la plus proche possible de la réception. L'attributaire "adjudicataire" du lot Démolition curage doit déposer les installations de chantier sur simple demande de la maîtrise d'œuvre.

1.11.6 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS

1.11.6.1 DOCUMENTS POUR LES DOE.

Les documents nécessaires seront remis en quatre exemplaires dont un reproductible en ce qui concerne les plans.

Ces documents comprennent :

- Note de calcul, plans et schémas des ouvrages conformes à l'exécution, et particulièrement les plans des installations techniques et des réseaux de canalisations de tous les fluides, y compris réseaux d'évacuation ;
- Bordereaux d'approbation du Bureau de Contrôle ;
- Procès-verbaux d'essais et d'analyse ;
- Listes des matériels et équipements y compris coordonnées des fournisseurs ;
- Fiches techniques, notices de fonctionnement et d'entretien des installations et équipements en langue française ;
- Certificats de conformité ;
- Certificats de garantie ;
- Attestations de versement des primes d'assurances pendant la durée de l'exécution des travaux ;
- Documents particuliers signalés au CCTP et éventuellement au CCAP.

A la réception des travaux, le maître de l'Ouvrage ou son représentant prend en charge la conduite, la maintenance et l'entretien des installations.

Il appartient à l'installateur d'informer l'utilisateur sur le fonctionnement de l'installation, sur sa conduite et sur les travaux de maintenance et d'entretien qui sont un gage de pérennité des ouvrages.

L'information verbale de l'utilisateur sur le site pendant la durée nécessaire devra s'appuyer sur les documents écrits ou graphiques suivants :

1.13.6.1.1 D.O.E. (dossier des ouvrages exécutés)

Le Dossier des Ouvrages Exécutés sera constitué de l'ensemble des documents d'exécution qui auront été mis à jour en fin de chantier en fonction des modifications apportées en cours de chantier, à savoir. Résumé de calculs, plans d'exécution mis à jour, schémas de principe. Ces documents seront complétés par la nomenclature des matériels installés, les notices techniques des matériels installés, les certificats de conformité des installations exécutées.

1.11.6.2 DOCUMENTS POUR LES DIOU.

1.13.6.2.1 D.I.O.U. (dossier d'interventions ultérieures sur les ouvrages) comprenant

- La notice de fonctionnement expliquera en termes simples et concis la procédure de mise en service de fonctionnement et de mise à l'arrêt des installations. Elle décrira la fonction des organes principaux, la fonction et l'action des organes de régulation, de sécurité, etc.

Elle reprendra en termes simples et adaptés la procédure de programmation des installations (les notices des constructeurs étant habituellement trop généralistes).

- La notice d'entretien décrira les travaux de maintenance et d'entretien sur chacun des organes des installations ainsi que leur fréquence. Cette notice rédigée par l'installateur sera présentée sur un document unique sous forme de tableau (les notices d'entretien des fabricants des différents équipements, même regroupés, étant généralement trop compliquées à exploiter).

Cette notice devra notamment expliquer clairement les précautions à prendre en matière de sécurité lors des travaux d'entretien.

1.11.7 GARANTIES

1.11.7.1 GARANTIE DÉCENNALE

Elle s'applique pour tous les dommages qui :

- Soit compromettent la solidité du bâtiment ;
- Soit affectent les éléments d'équipement rendant le bâtiment impropre à sa destination (usage normal) ;
- Soit affectent les éléments d'équipement "indissociables" (faisant indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert. Un élément d'équipement est considéré comme formant indissociablement corps avec l'un des ouvrages mentionnés précédemment lorsque sa dépose, son démontage ou son remplacement ne peut s'effectuer sans détérioration ou enlèvement de matière de cet ouvrage.

La durée est de 10 ans à compter de la réception des travaux

1.11.7.2 GARANTIE BIENNALE (GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT)

Elle s'applique aux éléments d'équipement "dissociables".

La durée est de 2 ans à compter de la réception des travaux

1.11.7.3 GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

La garantie de parfait achèvement s'étend à tous les désordres apparents signalés par le maître d'ouvrage lors de la réception de travaux.

La durée est de 1 an à compter de la réception des travaux